

REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

MARS 2021

DEL_2021_015	ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021
DEL_2021_016	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES POUR 2021
DEL_2021_017	VOTE DU TAUX DES IMPÔTS FONCIERS POUR 2021
DEL_2021_018	INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE PART ET D'AUTRE DE L'AVENUE ROLAND CARRAZ, ENTRÉE SUD DE LA MÉTROPOLE TRAVERSANT CHENÔVE
DEL_2021_019	OPÉRATION "KENNEDY" – BILAN DE LA CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ
DEL_2021_020	OPÉRATION "KENNEDY" – AVENANT N°5 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"
DEL_2021_021	OPÉRATION "CENTRALITÉ" – AVENANT N°10 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"
DEL_2021_022	SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) – RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE CHENÔVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2020
DEL_2021_023	PLAN DE DÉPLOIEMENT D'OUTILS NUMÉRIQUES DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES DE CHENÔVE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA VILLE DE CHENÔVE
DEL_2021_024	TRANSFERT DU POINT INFORMATION JEUNESSE (P.I.J.) DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE À LA VILLE DE CHENÔVE
DEL_2021_025	PARTICIPATION DE LA VILLE DE CHENÔVE À UN PROJET D'EXPÉRIMENTATION D'UNE INTERVENTION SOCIALE ET ÉDUCATIVE RENFORCÉE DE PROXIMITÉ POUR PRÉVENIR LA RÉCIDIVE

DEL_2021_026	AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LA MUSIQUE MUNICIPALE DE CHENÔVE
DEL_2021_027	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE
DEL_2021_028	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION "DES ABEILLES EN VILLE" POUR LA MISE EN PLACE D'UN RUCHER AU JARDIN DU CLOS DU ROY
DEL_2021_029	PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ AUTOUR DES ABORDS DES PRESOIRES DES DUCS DE BOURGOGNE
DEL_2021_030	MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX AUX PARTIS POLITIQUES, AUX ASSOCIATIONS À VISÉE POLITIQUE ET AUX SYNDICATS
DEL_2021_031	MODIFICATION TECHNIQUE DE LA DÉLIBÉRATION CADRE N° DEL_2020_018 RELATIVE AUX POUVOIRS CONSENTIS AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
DEL_2021_032	DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL
DEL_2021_033	VŒU DE SOUTIEN AUX PEUPLES OÜÏGHOUR ET ROHINGYAS PERSÉCUTÉS EN CHINE ET EN BIRMANIE
DEL_2021_034	VŒU DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA CULTURE ET À LA COORDINATION DES INTERLUTTANTS ET PRÉCAIRES (C.I.P.) DE BOURGOGNE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_015

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021

Après la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du Conseil municipal du 1^{er} février 2021, il est proposé au Conseil municipal de voter, par chapitre, le budget primitif 2021 de la ville.

Conformément à l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Les orientations générales du budget primitif (BP) 2021

L'élaboration du budget primitif est encore plus complexe en 2021 qu'elle ne l'a été en 2020, compte tenu des incertitudes fortes qui perdurent du fait de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques et sociales, mais aussi des contraintes qui pèsent sur le fonctionnement des services municipaux de la Ville.

Toutefois, conformément aux orientations exposées lors du débat budgétaire qui s'est tenu le 1^{er} février 2021, le présent budget a été élaboré sur la base de trois axes prioritaires :

- Abstraction faite de la fermeture de certaines activités pendant la période de couvre-feu, le **maintien du niveau de l'offre de services** proposée aux Cheneveliers, tout en **stabilisant les taux des impôts fonciers locaux** par rapport à 2020, ce qui induit une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement ;
- La volonté de **maintenir un niveau d'autofinancement brut suffisant** pour ne pas

augmenter considérablement l'endettement ;

- Une **continuité raisonnable du niveau des investissements**, en prenant en considération le tissu économique dans le cadre de la conjoncture actuelle.

Pour l'année 2021, hors reprise des résultats et des reports, le budget s'élève à :

	DÉPENSES	RECETTES
Fonctionnement	24 010 917 €	24 010 917 €
Investissement	8 327 918 €	8 327 918 €

En fonctionnement, ce budget s'inscrit dans la continuité de la démarche mise en place depuis 2016 pour stabiliser la capacité d'autofinancement, et ce malgré l'impact de la crise sur les recettes.

La mise en place d'un centre de vaccination à Chenôve, en toute urgence et en collaboration avec la Maison Universitaire de Santé et de Soins Primaires (MUSSP) mobilise, depuis le 18 janvier, des locaux (salle des fêtes) et des moyens logistiques et humains de la municipalité, pour une durée encore indéterminée.

Les éléments conjoncturels renforcent les éléments de fragilité structurelle propres à la collectivité, à savoir :

- le faible dynamisme des recettes fiscales, due à la perte de population enregistrée depuis plusieurs années, conséquence des déconstructions de logements sociaux intervenus ces dernières années ; auxquelles il faudra ajouter en 2021 la prise en compte par les services fiscaux de la disparition de l'ancienne clinique, du centre commercial Saint-Exupéry et d'un bâtiment de l'entreprise ADHEX,
- le poids toujours important des dépenses de personnel dans le budget de fonctionnement (67,28 %).

Le budget de fonctionnement

La section de fonctionnement correspond aux dépenses et recettes de gestion courante de la commune.

I – Recettes de fonctionnement

Les recettes réelles intègrent les recettes fiscales, les dotations versées par l'État et d'autres organismes publics, les redevances des usagers, ainsi que les recettes de gestion du patrimoine.

Les subventions des cofinanceurs, moins sensibles aux effets de la crise, permettent à celles-ci d'attendre, hors produits exceptionnels, 24 010 918 €, il est toutefois à noter une diminution de -2,18 % par rapport au BP 2020.

Chaque poste évolue de la manière suivante :

en k€	BP 2020	BP 2021	%
Atténuations de charges	63	108	+71 %
Produits des services	929	1 012	+9 %
Impôts et taxes	15 879	15 972	+0,59 %

Dotations, subventions	6 950	6 819	-1,88 %
Autres produits de gestion courante	163	99	-39,26 %
Produits exceptionnels	450	0	-100 %
TOTAL	24 435	24 010	-1,74 %

La fiscalité comprend le produit des contributions directes et un panier de taxes : taxe locale sur la publicité extérieure, taxe sur l'électricité, taxe additionnelle aux droits de mutation et droits de place sur les marchés.

Le produit de la fiscalité directe locale s'établit à 7 963 519 €, sur la base d'une reconduction des taux des impôts fonciers de 2020 et d'une compensation de la suppression de la taxe d'habitation par le transfert du montant de taxe foncière sur les propriétés bâties perçu en 2020 par le département de Côte-d'Or.
 Compte tenu de la faible évolution des bases de chaque taxe, le produit ne progresse que de 1,15 % par rapport à celui perçu en 2020.

Les **autres taxes** sont estimées à 925 000 €, en augmentation de près de 0,54 %.

Enfin, **les contributions de Dijon Métropole** (5 994 746 €) affichent une baisse non négligeable par rapport à 2020, conforme à l'actualisation de l'attribution de compensation à la suite de la mise en place de la mutualisation des services communs depuis mai 2019.
 La dotation de solidarité communautaire reste, quant à elle, stable, à hauteur de 958 257 €.

Trois grands postes composent **les dotations** :

- la dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Bien que la DGF soit stable au niveau national, les mécanismes de financement de la péréquation se traduisent par une baisse de la dotation forfaitaire qui s'établit à 655 273 €, contre 712 253 € en 2020 (-8 %).

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est une nouvelle fois en hausse à hauteur de 4 234 896 €, soit +135 287 € (+3,30%).

- les compensations des exonérations fiscales :

À la suite des réfections successives, elles ne représentent plus que 235 173 €, montant inférieur à celui de 2020.

- les participations des cofinanceurs :

Ce poste a connu une notable augmentation en 2020, liée à la montée en puissance du dispositif « Cité éducative » et du « Contrat enfance jeunesse ». Celui-ci devrait toutefois enregistrer une baisse de l'ordre de 13 % en 2021. Au total, elles s'élèvent à 1 536 638 €, contre 1 764 572 € au budget primitif 2020. Cette année encore, la Caisse d'Allocations Familiales reste le principal contributeur avec 1 177 016 €.

La reprise progressive des activités des services à la population permet une augmentation du produit desdits services et enregistre une augmentation de 9,37 %. La prévision de ces recettes se base sur une estimation mesurée et concordante avec la situation sanitaire actuelle.

Avec l'arrêt des contrats aidés, **les atténuations de charges** regroupent les indemnités journalières versées au titre des arrêts maladie des agents. La reprise des contrats aidés au titre du chantier jeunes initié, dans le cadre de la « Cité éducative », sera compensée par une aide financière de l'État estimée à 41 000 €. Cette recette s'ajoutant aux indemnités journalières versées au titre des arrêts maladie des agents.

Les autres produits de gestion courante, constitués du produit des locations immobilières, subissent également les effets de la crise. L'incertitude planant sur la reprise des spectacles au Cèdre rend complexe la valorisation des recettes de locations. Cette difficulté à valoriser le montant de cette recette s'explique notamment par l'annulation de nombreuses locations au Cèdre.

II – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent principalement :

- des charges à caractère général qui regroupent l'essentiel des dépenses nécessaires aux services : fournitures, prestations de services, interventions externalisées sur le patrimoine, dépenses d'énergie et d'eau, ...,
- des charges de personnel,
- des charges de gestion courante, dont les subventions versées à différents organismes,
- des charges financières (intérêts de la dette).

En 2021, elles s'élèvent à 22 641 948 €, soit +1,36 % par rapport au BP 2020. Elles se décomposent comme suit :

En k€	BP 2020	BP 2021	%
Charges à caractère général	4 477	4 409	-1,52 %
Charges de personnel	15 150	15 233	+0,55 %
Autres charges de gestion courante	2 438	2 412	-1,07 %
Charges financières	156	137	-12,18 %
Charges exceptionnelles	118	52	-56 %
TOTAL	22 339	22 642	+1,36 %

Les **charges à caractère général**, de par leur nature, sont celles sur lesquelles les conséquences de la crise sont les plus marquées. Ces dépenses ne peuvent se baser sur le réalisé 2020 dans le sens où les services tentent un fonctionnement normal au regard des restrictions gouvernementales.

Les mesures sanitaires entraînent la fermeture des services à la population et ce pour certains services, jusqu'à ce que de nouvelles mesures propices à ces réouvertures soient prises. L'arrêt de ces activités génère *de facto* une réduction des dépenses (fermeture du centre nautique, spectacles, ...).

À l'inverse, les mesures de protection du personnel et des usagers entraînent également des dépenses supplémentaires.

Toutefois, en complément des actions mises en place dans le cadre du dispositif « Cité éducative », la volonté de proposer des séjours aux enfants et aux adultes, dans le respect des règles sanitaires, est bien présente.

Les **charges de personnel** marquent une légère hausse (+0,55 %), justifiée par l'évolution de la carrière des agents (Glissement Vieillesse Technicité - GVT), la poursuite de la revalorisation indiciaire et le recrutement de deux policiers municipaux supplémentaires, portant les effectifs de la police municipale à 11 agents.

La volonté de maîtriser ce poste budgétaire, qui représente 67,28 % des charges de

fonctionnement, est le fruit des mesures mises en œuvre depuis plusieurs années, notamment : non-remplacement systématique des départs en retraite, privilégier les redéploiements pour remplacer les agents quittant la collectivité, et les récupérations au lieu du paiement des heures supplémentaires.

Les **autres charges de gestion courante** s'établissent à 2 412 212 €, en diminution de - 1,07 % par rapport au BP 2020. Deux postes expliquent cette diminution :

- Les redevances pour licences, logiciels diminuent sensiblement pour atteindre environ -50 % de l'enveloppe allouée au BP 2020 pour le même poste de dépense,
- Les indemnités des élus diminuent légèrement de 1,03 %.

Enfin, conformément aux engagements pris avec l'Office Municipal des Sports, l'enveloppe destinée aux clubs sportifs est rendue pérenne.

Le soutien de la Ville aux autres associations reste stable.

Le poste des **charges financières** diminue de près de 12,18 % favorisé par la contraction d'emprunts à taux bas. En effet, les deux derniers emprunts ont été contractés à des taux inférieurs à 0,40 %. Les frais de portage des acquisitions réalisées par l'Établissement Public Foncier Local (EPFL) restent, quant à eux, stables.

Enfin, les **charges exceptionnelles** intègrent une provision afin de prendre en charge les remboursements d'activités aux usagers, à hauteur de 38 300 €.

Le programme d'investissement et son financement

Les ressources mobilisables en investissement sont les suivantes :

Dotation Politique de la ville 2021 – <i>gymnase du Mail, marché dominical, city stade</i>	215 624 €
Subventions ANRU, Agence Nationale du sport	616 090 €
Cessions foncières et remboursement d'assurance	730 000 €
FCTVA	260 700 €
Virement de la section de fonctionnement (autofinancement)	1 368 969 €
Emprunt	5 136 535 €
TOTAL	8 327 918 €

Une transaction exceptionnelle de 330 000 € correspond à une indemnité versée par l'assureur de la ville en 2020, au titre du sinistre qui a détruit partiellement le centre de loisirs du Plateau.

Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment pour les opérations éligibles à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et celles relevant du nouveau projet urbain, ainsi que de la réalisation des cessions foncières. L'objectif est de limiter le recours à l'emprunt, afin de maintenir l'endettement à un niveau compatible avec les capacités financières de la Ville.

Ce volume conséquent d'investissement est conforme à la stratégie de la municipalité et au programme municipal approuvé par les Cheneveliers en mars 2020 :

- **Renouvellement urbain de Dijon Métropole** relatif au **quartier du Mail**, dont le

coût global du projet est estimé, hors opération Kennedy, à 61,49 M€ HT, dont :

- 38,99 M€ consacrés aux interventions sur le cadre bâti,
- 9,10 M€ consacrés à l'aménagement des espaces publics,
- 11,66 M€ destinés aux équipements publics,
- 1,74 M€ consacrés à l'ingénierie.

- **Requalification du gymnase du Mail** : inscription de crédits de paiements d'un montant de 2 950 000 € au titre de l'exercice 2021. Ces crédits devront être complétés à hauteur de 2 080 000 € en 2022.
- **Travaux de rénovation et de grosses réparations des bâtiments et équipements municipaux** :
 - 2^e tranche des travaux de l'Hôtel de ville : 501 000 €,
 - Centre de loisirs du Plateau : démolition du bâtiment incendié et lancement de l'étude de programmation pour la reconstruction d'un bâtiment à haute qualité environnementale : 300 000 €,
 - Rénovation générale de l'école maternelle Jules Ferry (1^{re} tranche) : 240 000 €,
 - Poursuite du programme pluriannuel d'accessibilité PMR avec une inscription budgétaire globale de 80 000 €.
- **Intervention sur l'espace public et amélioration du cadre de vie**, avec une exigence environnementale appuyée :
 - Implantation du marché dominical en centralité : 120 000 €,
 - Rénovation générale de la fontainerie et la création d'îlots de fraîcheur sur l'esplanade de la République : 98 000 €,
 - Végétalisation de la cour de récréation de l'école Bourdenières : 60 000 €,
 - Poursuite des aménagements de proximité au Jardin du Clos du Roy, place du 19 mars, allée des Mazières (Herriot 3^e tranche) et sur le Plateau (reboisement) : 44 500 €,
 - Création d'un city stade : 30 000 €.
- **Diverses interventions** sur les équipements sportifs (centre nautique, maison des sports, stade Léo Lagrange, ...), culturels (Cèdre) ou de loisirs pour la jeunesse (La Fabrique, base de Ternant) à hauteur de 135 000 €.

L'ensemble de ces projets d'investissement (hors opérations renouvellement urbain, mais intégrant la soulte de 208 500 € versée à l'EPFL dans le cadre de la cession du bien immobilier 36 rue A. Thibaut) devrait donc s'établir à hauteur de **1,67 M€**.

Il convient d'ajouter à cette enveloppe de travaux une enveloppe pour l'acquisition et le renouvellement du matériel (informatique, logiciels, mobiliers, ...) à hauteur de 417 378 €.

Le financement de ces investissements sera assuré par le **FCTVA**, le produit de la cession foncière de l'immeuble sis rue Paul Bert et les subventions notifiées par l'État et l'Agence nationale du sport (ANS) pour la reconstruction du gymnase du Mail.

Dans le courant de l'année 2021, la Ville devrait bénéficier d'**autres subventions**. Des dossiers ont d'ores et déjà été déposés ou seront déposés au titre de la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local** (DSIL) pour les travaux de rénovation thermique (hôtel de ville, école maternelle Jules Ferry et gymnase du Mail).

Des dossiers de subvention seront également déposés auprès de l'État pour les projets localisés dans le quartier du Mail éligibles à la **Dotation Politique de la Ville** (DPV).

Dans l'attente de la notification de ces demandes de subvention et de la reprise de l'excédent 2020, ces recettes seront complétées par le **recours à l'emprunt**, dont le montant global est évalué à environ 5 136 535 €.

Enfin, l'amortissement du capital de la dette (**978 000 €** contre 930 619 € en 2020) complète les dépenses d'investissement.

Évolution de l'encours de la dette

À la fin 2020, l'encours de dette de la Ville s'élève à 9,5 M€. Cette stabilité de l'encours par rapport à 2020 s'explique par la fin du remboursement de certains emprunts compensé par la mobilisation d'un emprunt de 1,1 M€, légèrement supérieur à l'amortissement du stock en cours (0,978 M€).

Les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,13 % ;
- L'encours de dette au 31 décembre 2020 est composé de 11 emprunts. La structure est constituée de 52,30 % d'emprunts à taux fixe et 47,70 % à taux variable (dont 44 % indexés sur le livret A) ;
- La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, devrait s'élever en 2020 à un peu plus de 4 ans. En 2021, son niveau devrait évoluer à la hausse, mais sans dépasser 5 ans.

- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne de la strate :

€ par habitant	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Chenôve	760,00 €	736,00 €	645,00 €	649,00 €	663,00 €	675,00 €
Moyenne strate	944,00 €	954,00 €	931,00 €	870,00 €	ND	ND

- L'encours de dette est classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler. Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette est classé 1A, c'est-à-dire sans aucun risque.

Vu le budget primitif joint en annexe,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le budget primitif 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

2 CONTRE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_015-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 01/04/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Présentation brève et synthétique du Budget

Adopté lors du Conseil municipal du 29 mars 2021

Envoyé en préfecture le 01/04/2021
Reçu en préfecture le 01/04/2021
Affiché le 01/04/2021
ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_015-DE



LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET BUDGÉTAIRE

La construction du budget 2021 est très fortement marquée par la pandémie de la Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales.

Jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une crise économique d'une telle ampleur n'avait frappé l'ensemble des pays du monde, faisant redouter un creusement sans précédent des inégalités entre les nations, les entreprises et les ménages.

En France, ce sont près de 9 millions de salariés qui ont été concernés par le dispositif d'indemnisation du chômage partiel, en mars, au plus fort de la crise. Ils étaient encore 1,6 million en octobre dernier. Les associations caritatives estiment qu'un million de « nouveaux pauvres » sont venus s'ajouter aux quelque 9,3 millions de Français vivant déjà en dessous du seuil de pauvreté monétaire.

L'ampleur de la crise sanitaire a conduit le gouvernement français à utiliser le levier budgétaire en déployant des mesures d'urgence et en annonçant un plan de relance, en partie financé par des transferts en provenance de l'Union européenne.

Par ailleurs, l'incidence de la crise de la Covid-19 est inégale entre les différents niveaux de collectivités territoriales mais aussi entre les collectivités de mêmes strates. Selon la Cour des comptes, les grandes villes, intercommunalités et départements devraient être les plus significativement affectés.

L'élaboration du budget primitif de la Ville a donc été plus complexe en 2021 qu'elle ne l'a été en 2020, compte tenu des incertitudes fortes qui perdurent du fait de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques et sociales mais aussi des contraintes qui pèsent sur le fonctionnement des services municipaux.

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF

	DÉPENSES	RECETTES
Fonctionnement	24 010 917 €	24 010 917 €
Investissement	8 327 918 €	8 327 918 €
TOTAL	32 338 835 €	

LE BUDGET PRIMITIF 2021

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Les recettes de fonctionnement

en k€	BP 2020	BP 2021	% d'évolution
Atténuations de charges	63	108	71 %
Produits des services	929	1 012	9 %
Impôts et taxes	15 879	15 972	0,59 %
Dotations, subventions	6 950	6 819	-1,88 %
Autres produits de gestion courante	163	99	-39,26 %
Produits exceptionnels	450	0	-100 %
TOTAL	24 455	24 010	-1,82 %

Les recettes réelles intègrent les recettes fiscales, les dotations versées par l'État et d'autres organismes publics, les redevances des usagers, ainsi que les recettes de gestion du patrimoine.

Les subventions des cofinanceurs, toujours présents malgré les effets de la crise, permettent d'obtenir des produits exceptionnels, 24 010 918 €, il est toutefois à noter une diminution de -2,18 % par rapport au BP 2020.

Les recettes de fiscalité directe locale sont évaluées sur des taux stables et selon les mesures de progression (1,15 %) est similaire à celle de 2020 (1,2 %).

Bien que la dotation globale de fonctionnement soit stable au niveau national, les mécanismes de financement de la péréquation se traduisent par une baisse de la dotation forfaitaire qui s'établit à 655 273 €, contre 712 253 € en 2020 (-8 %).

• Les dépenses de fonctionnement

en k€	BP 2020	BP 2021	% d'évolution
<i>Charges à caractère général</i>	4 477	4 809	+7,42 %
<i>Charges de personnel</i>	15 150	15 233	+ 0,55 %
<i>Autres charges de gestion courante</i>	2 438	2 412	-1,07 %
<i>Charges financières</i>	156	137	-12,18 %
<i>Charges exceptionnelles</i>	118	52	-56 %
<i>Opérations d'ordre (CAF)</i>	3 133	1 369	-56,30 %
TOTAL	25 472	24 010	-5,74 %

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 24 010 917 soit - 5,74 % par rapport au BP 2020.

Les **charges à caractère général** évoluent de + 7,42 % (de BP à BP). Ces dépenses ne peuvent se baser sur le réalisé 2020 dans le sens où les services tentent un fonctionnement normal au regard des restrictions gouvernementales.

Les **charges de personnel** marquent une légère hausse (+0,55 %), justifiée par l'évolution de la carrière des agents (Glissement Vieillesse Technicité - GVT), la poursuite de la revalorisation indiciaire et le recrutement de deux policiers municipaux supplémentaires, portant les effectifs de la police municipale à 11 agents.

Les **autres charges de gestion courante** sont en diminution de -1,07 % par rapport au BP 2020 (baisse des redevances pour licences, logiciels + légère baisse des indemnités des élus).

Les **charges financières** diminuent de près de 12,18 % favorisé par la contraction d'emprunts à taux bas.

Les **subventions** restent stables à 912 500 €. Le CCAS bénéficie cette année encore d'une subvention de 1 241 000 €.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

• Les recettes d'investissement

<i>Dotation Politique de la ville 2021 – gymnase du Mail, marché dominical, city stade</i>	215 624 €
<i>Subventions ANRU et agence nationale du sport</i>	616 090 €
<i>Cessions foncières et remboursement d'assurance</i>	730 000 €
<i>Fonds de compensation de la TVA</i>	260 700 €
<i>Virement de la section de fonctionnement (autofinancement)</i>	1 368 969 €
<i>Emprunt</i>	5 136 535 €
TOTAL	8 327 918 €

Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment pour les opérations éligibles à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et celles relevant du nouveau projet urbain, ainsi que de la réalisation des cessions foncières. L'objectif est de modérer le montant de l'emprunt au regard des projets de la mandature.

Les recettes d'investissement seront complétées par le recours à l'emprunt, dont le montant global est évalué à environ 5 136 535 €.

- **Les dépenses d'investissement**

Un volume conséquent d'investissements, conforme à la stratégie de la municipalité et au programme municipal approuvé par les Cheneveliers en mars 2020, est prévu au BP 2021 :

Envoyé en préfecture le 01/04/2021
Reçu en préfecture le 01/04/2021
Affiché le 01/04/2021
ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_015-DE

- **Renouvellement urbain de Dijon Métropole** relatif au **quartier du Mail**, dont le coût global du projet est estimé, hors opération Kennedy, à 61,49 M€ HT, dont :
 - 38,99 M€ consacrés aux interventions sur le cadre bâti,
 - 9,10 M€ consacrés à l'aménagement des espaces publics,
 - 11,66 M€ destinés aux équipements publics,
 - 1,74 M€ consacrés à l'ingénierie.
- **Requalification du gymnase du Mail** : inscription de crédits de paiements d'un montant de 2 950 000 € au titre de l'exercice 2021. Ces crédits devront être complétés à hauteur de 2 080 000 € en 2022.
- **Travaux de rénovation et de grosses réparations des bâtiments et équipements municipaux** :
 - 2^e tranche des travaux de l'Hôtel de ville : 501 000 €,
 - Centre de loisirs du Plateau : démolition du bâtiment incendié et lancement de l'étude de programmation pour la reconstruction d'un bâtiment à haute qualité environnementale : 300 000 €,
 - Rénovation générale de l'école maternelle Jules Ferry (1^{re} tranche) : 240 000 €,
 - Poursuite du programme pluriannuel d'accessibilité PMR avec une inscription budgétaire globale de 80 000 €.
- **Intervention sur l'espace public et amélioration du cadre de vie**, avec une exigence environnementale appuyée :
 - Implantation du marché dominical en centralité : 120 000 €,
 - Rénovation générale de la fontainerie et la création d'îlots de fraîcheur sur l'esplanade de la République : 98 000 €,
 - Végétalisation de la cour de récréation de l'école Bourdenières : 60 000 €,
 - Poursuite des aménagements de proximité au Jardin du Clos du Roy, place du 19 mars, allée des Mazières (Herriot 3^e tranche) et sur le Plateau (reboisement) : 44 500 €,
 - Création d'un city stade : 30 000 €.
- **Diverses interventions** sur les équipements sportifs (centre nautique, maison des sports, stade Léo Lagrange, ...), culturels (Cèdre) ou de loisirs pour la jeunesse (La Fabrique, base de Ternant) à hauteur de 135 000 €.
- Il convient d'ajouter à cette enveloppe de travaux une enveloppe pour l'acquisition et le renouvellement du matériel (informatique, logiciels, mobiliers, ...) à hauteur de 417 378 €.
- L'amortissement du capital de la dette (978 000 € contre 930 619 € en 2020) complète les dépenses d'investissement.

LES RATIOS FINANCIERS

Informations financières – ratios	Valeurs BP 2021	Moyenne nationale de la strate
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1605,13	1085,00
Produit des impositions directes/population	564,55	557,00
Recettes réelles de fonctionnement/population	1702,18	1275,00
Dépenses d'équipement brut/population	356,97	305,00
Encours de dette/population	674,64	870,00
Dotation globale de fonctionnement/population	346,67	179,00
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	67,30 %	59,75
Dépenses de fonctionnement et remb. dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	98,40 %	91,92
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	21,00 %	23,91
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	39,60 %	68,19

LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT

La capacité de désendettement de la Ville, avec emprunt à 5,1 millions d'euros, est d'environ 10 années.

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_015-DE

SLO

CONCLUSION

Dans un contexte économique et sanitaire particulièrement contraint et incertain, la Ville de Chenôve engage des projets importants pour la vie de la commune.

Le budget 2021 permettra la bonne mise en œuvre du programme du mandat municipal ainsi que la poursuite de la dynamique de développement de la Ville et de son attractivité.

Présenté par le Maire,
A Chenôve, le 29/03/2021
Le Maire,



Reçu en préfecture le 01/04/2021
Affiché le 01/04/2021
Nombre de membres présents : 24
ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_015-DE
Nombre de suffrages exprimés : 24
Votes : Pour : 23
Contre : 2
Abstentions : 0

Délibéré par le Conseil Municipal réuni en session ordinaire
A Chenôve, le 29/03/2021
Les membres du Conseil Municipal,

Date de convocation : 23/03/2021

Ont voté	Pour	Contre	Abstention	Ont Voté	Pour	Contre	Abstention
ACHERIA Nouredine				HUMBERT Pierre			
AGLAGAL Aziza				JACQUOT Christiane			
AMODEO Martino				KELLER Pascal			
AUDARD Patrick				LACHAMBRE Léo			
BAHRI Mongi				MICHEL Dominique			
BERTHE Brigitte				MOREAU Sophie			
BLANDIN Sylvain				MOURTADA Lhoussaine			
BOILEAU Joëlle				M'PIAYI Saliha			
BRUGNOT Yves-Marie				NANG- BEKALE Nezha			
BUCHALET Christine				NEYRAUD Philippe			
CARLIER Caroline				OUARTI Saliha			
DE LA TOUR D'Auvergne Jamila				POPARD Brigitte			
DROUIN Stéphanie				RAILLARD Ludovic			
FALCONNET Thierry				SINGER Philippe			
FOMBARLET Jean-Marc				VILLIER Anne			
GIRARD Didier				WALIDI- ALAOU Hana			
HABERKORN Bruno							

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le
A Chenôve, le

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_016

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES POUR 2021

La ville de Chenôve souhaite maintenir son soutien financier au tissu associatif et à ses partenaires traditionnels, lourdement touchés par le contexte actuel. Il est donc proposé que l'enveloppe globale des subventions aux associations reste, en 2021, au niveau du montant voté au budget primitif 2020, à hauteur de 912 500 €.

Par délibération n° DEL_2021_003 du 1^{er} février 2021, des avances sur les subventions ont été versées sous conditions à certaines associations afin de poursuivre leurs activités dans l'attente du vote du budget primitif 2021.

Le montant des subventions aux associations et organismes extérieurs est fixé par la présente délibération comme suit :

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT DE L'AVANCE	SUBVENTION TOTALE 2021
ACC Athlétic Club Chenôve	8 317 €	17 202 €
ACCUEIL MAGENTA	0 €	300 €
ADOC Association Découverte & Orientation Chenôve	5 409 €	6 689 €
AGDM	19 250 €	38 500 €
ALACEP (P'tit Bleu-P'tit Jaune)	5 000 €	10 000 €
AMC Arts Martiaux Chenôve	3 196 €	7 919 €

AMICALE DES DIABLES BLEUS	0 €	450 €
AMIS DE LA BIBLIOTHÈQUE	535 €	1 070 €
AMIS DU LIEN SOCIAL	600 €	1 200 €
APF Association des paralysés de France	0 €	200 €
ARAC	0 €	200 €
AROEVEN	0 €	300 €
ART PUBLIC	1 400 €	2 800 €
ASMC Association Sportive Municipale	975 €	1 950 €
ATAC Association Tir à l'Arc Chenôve	2 497 €	6 500 €
BCC Basket Club Chenôve	19 884 €	45 524 €
Bibliothèques Ecoles et Bibliothèque Centrale	0 €	3 360 €
CEACVG Comité d'entente des anciens combattants	0 €	600 €
CERCLE ALGÉRIANISTE DIJON BOURGOGNE	0 €	200 €
CIDFF 21	1 000 €	2 000 €
CITÉ DES AIRS	0 €	300 €
CMC Club Montagne Chenôve	473 €	1 167 €
CMS Centre Médico Sportif	3 310 €	6 565 €
CN Chenôve Natation	16 627 €	34 018 €
COOL SWINGERS JAZZ	825 €	1 500 €
COLLECTIF CARNAVAL	2 150 €	4 300 €
Collège HERRIOT (Association sportive)	0 €	600 €
COMITE DE JUMELAGE	2 500 €	5 000 €
COMITE DE PARRAINAGE DU CONCOURS NATIONAL SCOLAIRE	0 €	200 €
Coopérative scolaire	0 €	1 183 €
Coopérative scolaire - pharmacie	0 €	1 001 €
CRC Chenôve Rugby Club	8 616 €	20 094 €
ASSOCIATION SYNDICALE DES FAMILLES DE CHENÔVE (CSF de Dijon – Section de Chenôve)	0 €	1 800 €
CSLC Cercle Sportif Laïque Chenôve	4 925 €	7 900 €
CTC Chenôve Triathlon Club	3 794 €	6 650 €
DES OUTILS POUR RÉUSSIR	0 €	300 €
DIJON MÉTROPOLE (FONDS D'AIDE AUX JEUNES)	0 €	1 000 €
EBSC Entente Bouliste Sportive Chenôve	3 574 €	6 766 €
ÉCOLES :		
- Projets culturels et artistiques	0 €	1 000 €
- Voyages et séjours	0 €	12 330 €
- Frais de fonctionnement	0 €	288 €
EQUI-SENS BFC	1 750 €	3 500 €
FIGURE2STYLE	16 333 €	49 000 €

FNACA	0 €	350 €
FONDATION MARÉCHAL DE LATTRE	0 €	150 €
FRANCE VICTIMES 21 (ADAVIP)	1 000 €	2 000 €
HBCC Handball Club Chenôve	3 956 €	7 476 €
IC Indépendante Chenôve	9 007 €	19 024 €
JALMALV	0 €	150 €
LCC Lutte Club Chenôve	6 571 €	8 884 €
LE PETIT MUSÉE BONBIS	0 €	460 €
LE TRAIT D'UNION Action socio-culturelle maison d'arrêt	0 €	500 €
LES POÈTES DE L'AMITIÉ	0 €	300 €
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (ÉCOLE 2E CHANCE)	0 €	2 000 €
LUTTING GIRLS	0 €	450 €
<i>MJC DE CHENÔVE :</i>		
- Subvention annuelle	76 367 €	229 100 €
- Financement proratisé du poste de directeur de la MJC	0 €	45 000 €
MMC Musique municipale de Chenôve	13 780 €	41 340 €
MOBY DICK CLUB CHENOVE	4 227 €	9 432 €
MODE@BULLE	0 €	500 €
MOUVEMENT LE CRI	0 €	350 €
OMC Office Municipal de la Culture	1 090 €	3 500 €
OMS Office Municipal Sports	18 124 €	34 053 €
PIONNIERS DE FRANCE	2 500 €	5 000 €
PIROUETTE CACAHUÈTE	20 000 €	40 000 €
PRÉVENTION ROUTIÈRE	0 €	250 €
PROJET D'ÉCOLE (PAE)	0 €	1 920 €
SDAT	0 €	3 000 €
SEP UN PLUS	0 €	500 €
SOLEIL D'OR	0 €	600 €
SOLIDARITÉ FEMMES	0 €	2 000 €
SOUVENIRS MAXIME GUILLOT	0 €	300 €
SPORT HAUT NIVEAU (PPS - Promotion & Progression Sport)	0 €	102 000 €
TCC Tennis Club Chenôve	3 170 €	7 719 €
TRÈS D'UNION	2 000 €	6 000 €
UCC Union Cycliste Chenôve	0 €	299 €
UN LIVRE, UNE VIE	0 €	500 €
VCC Volley Club Chenôve	4 185 €	6 862 €
VOCALISTES EN LIBERTÉ	0 €	500 €
WISLA-KRAKOWIAK - Association Franco-Polonaise	500 €	1 000 €

TOTAL	299 417 €	896 895 €
--------------	------------------	------------------

Le versement des subventions pour les associations sous convention s'effectuera conformément à l'échéancier contractuel.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif 2021,

Vu les conventions de partenariat conclues avec les différents partenaires,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 18 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les subventions aux associations et autres organismes telles qu'elles figurent dans le tableau exposé ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

4 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. GIRARD - M. HABERKORN - Mme OUARTI - M. SINGER

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_017

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

VOTE DU TAUX DES IMPÔTS FONCIERS POUR 2021

Conformément à l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le Conseil municipal vote chaque année les taux des impôts locaux.

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition de chaque contribuable chenevelier. Cette base est déterminée par les services fiscaux de l'État, en fonction du bien immobilier, et connaît chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale obligatoire fixée par la Loi de Finances.

Pour 2021, en raison d'une inflation très modérée, le coefficient d'actualisation des bases des locaux d'habitation s'établit à 0,2 %.

Par ailleurs, engagée depuis 2018 pour les contribuables, la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (TH) ne devient réellement concrète que depuis cette année pour les communes et les intercommunalités.

Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation, les communes se verront transférer en 2021 le montant de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le département sur leur territoire. Chaque commune se verra donc transférer le taux départemental de TFPB (**21 % en Côte-d'Or**) qui viendra s'additionner au taux communal. Le transfert de la part départementale entraînera donc, à compter de 2021, une hausse faciale importante du taux communal sans, bien évidemment, que cela n'entraîne une augmentation globale des cotisations dues par les propriétaires cheneveliers.

En ce qui concerne les locaux professionnels (hors locaux industriels), dont les valeurs locatives révisées sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2017, l'évolution de leurs bases dépend désormais de celle des loyers, ce qui a pour conséquence de les rendre plus

instables et plus difficiles à évaluer.

Après une période de stabilité, y compris en 2021, il n'est pas exclu qu'en conséquence de la crise sanitaire et économique, le marché locatif professionnel entre à son tour en crise, entraînant une baisse des loyers et donc des valeurs locatives de ces locaux.

Pour autant, conformément au débat d'orientations budgétaires qui s'est tenu le 1^{er} février 2021, la ville de Chenôve souhaite maintenir une stabilité des taux instaurés depuis 2016.

Vu l'article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1636 B sexies du Code général des impôts,

Vu le budget primitif 2021,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De fixer les taux 2021 des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties au même niveau qu'en 2020, soit :

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties : 47,28 %**
 - **Dont, au titre de la part communale : 26,28 %**
 - **Dont, au titre de l'ancienne part départementale transférée à la commune : 21,00 %**
- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 109,02 %**

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme OUARTI

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_018

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DE PART ET D'AUTRE DE L'AVENUE ROLAND CARRAZ, ENTRÉE SUD DE LA MÉTROPOLE TRAVERSANT CHENÔVE

L'axe Dijon-Beaune, et notamment l'avenue Roland CARRAZ à Chenôve, est identifié comme un axe stratégique de développement de la métropole dijonnaise dans le Plan local d'urbanisme intercommunal – Habitat Déplacements (PLUi-HD) approuvé en décembre 2019.

Le caractère stratégique de cette entrée d'agglomération est affirmé dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Métropolitaine 1 « Entrée Sud » qui pose notamment les principes :

- d'une requalification progressive de l'axe Dijon-Beaune (avenue Roland CARRAZ, route de Beaune) dans la perspective de revaloriser le paysage de l'entrée de ville en retravaillant le profil de la voie pour accorder plus de place aux mobilités alternatives à la voiture individuelle et au végétal,
- d'une intensification urbaine et d'une mutation des tissus d'activités vers un tissu urbain mixte afin de garantir une qualité résidentielle aux futurs habitants et limiter les conflits d'usage avec les activités présentes.

La requalification de l'axe Dijon-Beaune et le renouvellement urbain de ses franges devront également s'inscrire dans une démarche de renaturation de l'entrée de ville afin d'intégrer la valeur paysagère de la côte viticole et du patrimoine urbain dans une stratégie d'embellissement continu jusqu'au cœur historique de Dijon.

Dans ce contexte, la réussite de la transformation de l'entrée sud de la métropole dijonnaise de part et d'autre de l'avenue Roland CARRAZ ne peut se résumer à une juxtaposition de

différents programmes immobiliers qui vont se succéder.

Il convient donc d'engager une réflexion sur une évolution maîtrisée du développement urbain le long de l'axe Dijon-Beaune afin :

- d'une part, d'assurer une cohérence urbaine, architecturale et paysagère des tissus en mutation,
- d'autre part, d'apporter une réponse pertinente aux enjeux de la Ville de demain en termes de qualité de vie et d'accès aux logements pour tous.

Dans le prolongement de l'étude de programmation urbaine et paysagère relative à la recomposition des entrées métropolitaines Nord et Sud conduite par la Métropole en 2019-2020, cette réflexion, dont le périmètre est centré sur l'axe sud de Dijon à Chenôve identifié dans l'étude citée précédemment, permettra :

- d'établir un plan guide de la recomposition urbaine,
- d'intégrer l'étude réalisée sur la requalification de l'avenue Roland CARRAZ,
- de définir les impacts sur les équipements publics,
- de définir les outils de maîtrise de programmation afin de contenir la pression foncière,
- de définir et de mettre en place des outils opérationnels et de financements adaptés.

Considérant que l'axe d'entrée sud de la métropole dijonnaise constitue, à l'horizon 2030, un site stratégique de développement car caractérisé par un tissu urbain en pleine mutation,

Considérant l'étude de programmation urbaine et paysagère réalisée sur les entrées métropolitaines et notamment celle de l'axe sud qui par sa longueur, sa fréquentation (y compris touristique) et ses enjeux paysagers forme ainsi un site stratégique pour l'identité du territoire métropolitain,

Considérant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Métropolitaine 1 « Entrée Sud » qui vise la requalification progressive de l'axe Dijon-Beaune dont notamment l'avenue Roland CARRAZ,

Considérant les enjeux liés à un développement de l'habitat adapté pour accueillir des familles et aux impacts sur les équipements et services publics de ce développement attendu,

Considérant la nécessité, afin de poursuivre les études réalisées et mettre en œuvre les orientations du PLUi-HD, d'engager une étude globale d'aménagement dans l'objectif de maîtriser l'évolution du tissu bâti de part et d'autre de l'avenue Roland CARRAZ,

Considérant que la prise en compte du projet d'opération d'aménagement urbain, implique la nécessité d'instaurer dans son périmètre, la possibilité de surseoir à statuer sur les demandes de permis et de déclaration préalable « lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités, en application de l'article L.424-1-3° du Code de l'urbanisme,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.424-1-3° du Code de l'urbanisme,

Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal – Habitat Déplacements (PLUi-HD) de Dijon Métropole adopté en décembre 2019,

Vu l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Métropolitaine 1 « Entrée Sud » du PLUi-HD de Dijon Métropole,

Vu le périmètre d'étude délimité sur le plan annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'instaurer un périmètre d'étude sur la Commune de Chenôve en application de l'article L.424-1-3° du Code de l'urbanisme sur les tènements de part et d'autre de l'avenue Roland CARRAZ conformément au plan de délimitation annexé,

ARTICLE 2 : De dire que la décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de 10 ans à compter de son entrée en vigueur, la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée,

ARTICLE 3 : De dire que la présente délibération et son annexe (plan de délimitation du périmètre d'étude) seront affichées pendant un mois et consultables en Mairie de Chenôve,

ARTICLE 4 : De dire que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR


Pour extrait certifié conforme,

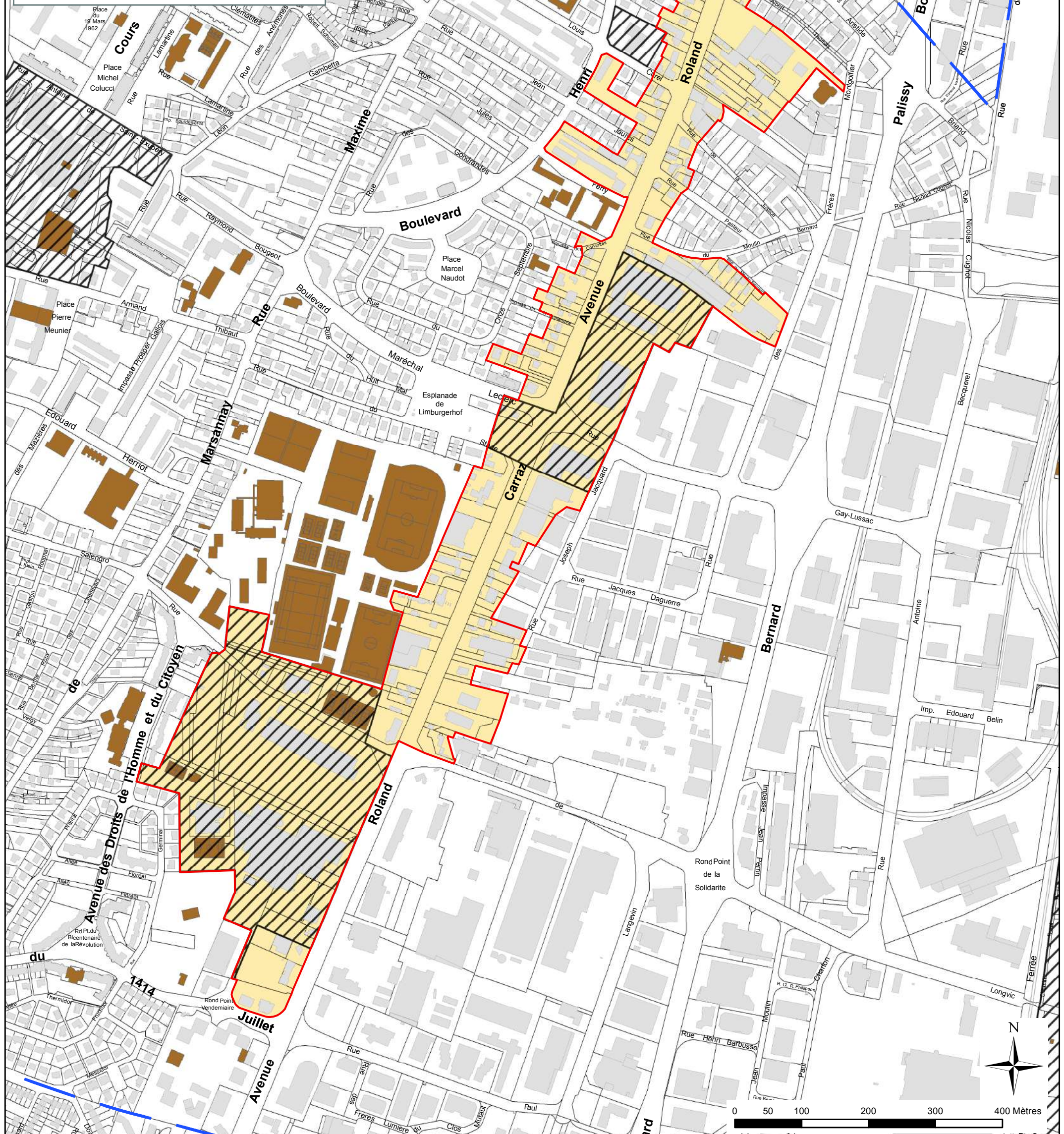


Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/03/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Envoyé en préfecture le 30/03/2021
Reçu en préfecture le 30/03/2021
Affiché le 29/03/2021
ID : 021-212101661-20210329-DEL_2021_018-DE

— Limites communales
 Sites de Projets du PLUi-HD



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_019

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

OPÉRATION "KENNEDY" – BILAN DE LA CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ

Par délibération en date du 03 février 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a approuvé, dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, les objectifs poursuivis par cette requalification ainsi que les modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Il est rappelé que les modalités de concertation approuvées par le Conseil Municipal étaient les suivantes :

- moyens mis à disposition du public pour s'informer :
 - envoi d'un courrier à l'ensemble des habitants de la commune,
 - affichage en Mairie,
 - articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
 - exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet,
- moyens mis à disposition du public pour formuler des observations et propositions :
 - organisation d'une réunion publique,
 - ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet aux heures et jours habituels d'ouverture,
 - possibilité d'adresser les observations par voie postale ou par courriel.

La crise sanitaire née de l'épidémie de COVID-19 et les mesures de confinement instaurées en mars 2020 ont nécessité de reporter cette concertation préalable qui devait initialement

se dérouler, pendant une période de deux mois, entre début mai 2020 et mi-juillet 2020.

Dans ce contexte, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a approuvé, par délibération en date du 29 juin 2020, le report de la concertation préalable au cours du quatrième trimestre de l'année 2020 selon les modalités initialement définies.

Le rapport annexé à la présente délibération retrace le déroulement et dresse le bilan de cette concertation préalable qui s'est déroulée du 2 octobre 2020 au 27 novembre 2020 inclus.

Les moyens d'information mis à la disposition du public ont notamment été les suivants :

- envoi, en date du 14 septembre 2020, d'un courrier d'information et d'invitation à une réunion publique à l'ensemble des Chenevelières et des Cheneveliers ainsi qu'au associations et aux commerçants du secteur,
- parution de plusieurs articles de presse : « Quartier Kennedy : la Ville présente son projet de rénovation » (Bien Public du 28/09/2020), « Le quartier Kennedy entame sa transformation » (Bien Public du 02/10/2020), « Quartier Kennedy : l'avis des habitants comptera » (Bien Public du 05/10/2020),
- publication d'articles dans les numéros de mars-avril-mai 2020 et de l'automne 2020 du magazine municipal,
- diffusion régulière d'informations sur le site internet de la Ville de Chenôve et sur les réseaux sociaux,
- installation d'une exposition, pendant toute la durée de la concertation préalable, dans la galerie du centre commercial Kennedy et à la Maison du Projet.

Les moyens mis à disposition du public pour formuler des observations et des propositions ont notamment été les suivants :

- réunion publique, en date du 1^{er} octobre 2020, avec captation vidéo et retransmission sur le site internet de la Ville de Chenôve et les réseaux sociaux,
- ouverture d'un registre à la Maison du Projet,
- possibilité de déposer des observations dans une urne dédiée à la Maison du Projet, par voie postale, par courriel ou grâce au site internet de la Ville de Chenôve.

Une balade urbaine, organisée le vendredi 16 octobre 2020, et la tenue d'un stand d'information dans la galerie du centre commercial, le samedi 17 octobre 2020, ont également permis aux habitants d'exprimer leurs avis et de recueillir leurs observations.

Les principales questions soulevées dans le cadre de cette concertation préalable portent notamment sur les sujets suivants :

- la mobilité, tous modes de déplacements confondus, au sein du quartier,
- le besoin de stationnement résidentiel ou public,
- le nombre et l'implantation des nouveaux logements,
- le maintien d'une offre commerciale de proximité et d'une moyenne surface alimentaire.

Considérant que la concertation préalable s'est déroulée dans les conditions prévues par le Conseil Municipal et qu'aucune observation n'est de nature à remettre en cause les orientations majeures d'aménagement définies ou la création d'une Zone d'Aménagement Concerté ,

Vu les articles L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération n° DEL_2020_005 du 3 février 2020 relative aux objectifs de la requalification du secteur Kennedy et aux modalités de concertation préalable à la création

d'une Zone d'Aménagement Concerté,

Vu la délibération n° DEL_2020_042 du 29 juin 2020 relative aux modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur le secteur Kennedy,

Vu le bilan de la concertation préalable annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le bilan de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy,

ARTICLE 2 : De préciser que le bilan de la concertation sera mis à disposition du public et consultable à la Maison du Projet et sur le site internet de la ville <https://www.ville-chenove.fr/concertation-citoyenne-projet-kennedy>.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



REQUALIFICATION DU SECTEUR « KENNEDY »

**Concertation préalable à la création
d'une Zone d'Aménagement Concerté
du 2 octobre au 27 novembre 2020**

bilan

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021



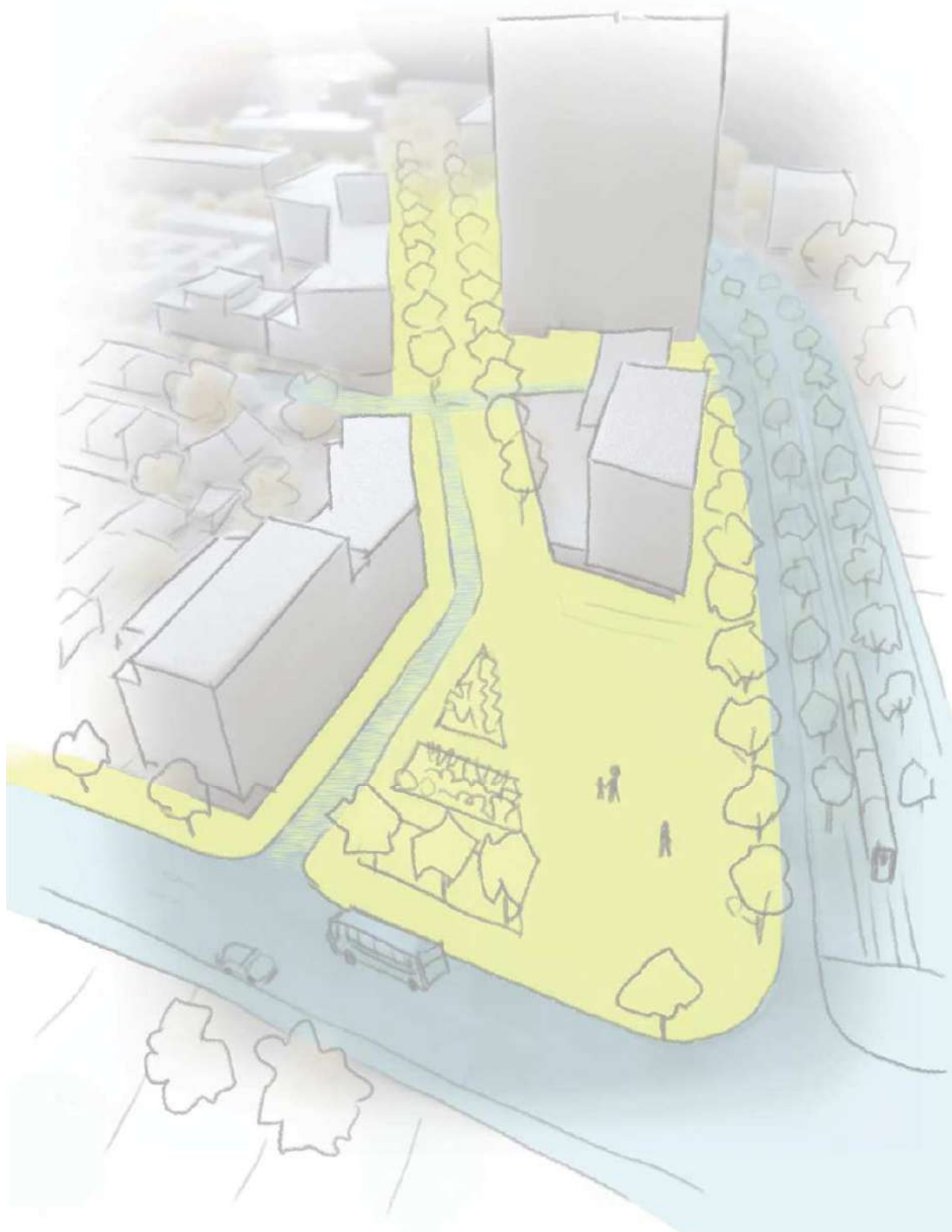
ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_019-DE



Secteur « Kennedy »

BILAN DE LA CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ

Février 2021



Illustrations Polygones

SOMMAIRE

Avant-Propos	4
1. Le contexte du projet.....	5
2. Déroulement et description de la concertation	7
3. Synthèse de la participation aux différentes actions engagées	10
4. Bilan de concertation	11
5. Tableau des Questions des participants et réponses apportées	13
Annexes	16

Annexe 1 – Délibération du Conseil Municipal du 3 février 2020 – Objectifs de la requalification et modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement concerté

Annexe 2 – Délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2020 – Modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté

Annexe 3 – Idées et suggestions formulées au cours de la concertation

AVANT-PROPOS

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme prévoit qu'il convient de dresser le bilan de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies par les délibérations du Conseil Municipal des 03/02/2020 et 29/06/2020. Puis ce dispositif s'est enrichi en proposant des modalités complémentaires visant une meilleure compréhension et appropriation du projet par le public (ateliers participatifs, balades urbaines).

Le présent bilan expose le contexte et les modalités de la concertation, ainsi que les principales questions et les contributions issues de la concertation.



1. LE CONTEXTE DU PROJET

Pôle commercial de proximité, situé en entrée de ville et sur la route touristique des Grands Crus, le centre commercial « Kennedy » constitue pour la collectivité un secteur stratégique au Nord du grand ensemble.

Ainsi, pour répondre à la dégradation du centre commercial (perte d'attractivité, dégradation du bâti), la Municipalité souhaite engager une recomposition urbaine du secteur avec une nouvelle offre de logements diversifiée.

Il s'agit de repenser l'espace urbain, en lui apportant une vision stratégique d'avenir. L'aménagement de ce secteur pourrait prendre la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

L'organisation urbaine, spatiale et architecturale du centre commercial « Kennedy » est vieillissante, elle ne répond plus à la pratique de l'espace urbain et participe ainsi à son manque de dynamisme commercial. L'offre doit être recentrée autour de propositions de proximité, à destination d'une clientèle résidentielle, tout en prenant en compte sa position d'entrée de ville de Chenôve sur la route des Climats de Bourgogne.

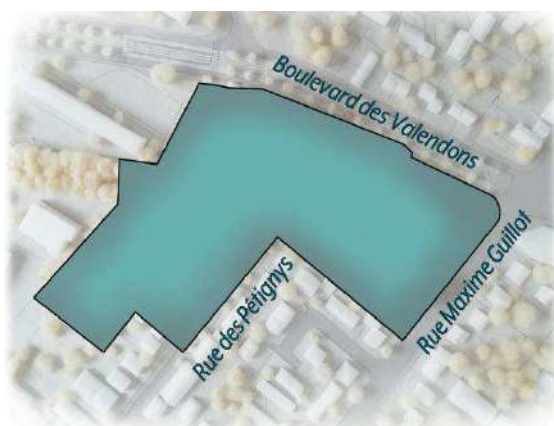
Le réaménagement du secteur « Kennedy » constitue un élément de réussite de la transformation urbaine du quartier du Mail.

Le projet doit inscrire ce site dans l'avenir en apportant un cadre et une qualité de vie aux habitants du quartier du Mail et alentours.

Par délibération en date du 03 février 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a décidé d'approuver les objectifs poursuivis par la requalification du secteur Kennedy ainsi que les modalités de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concertée.

Les objectifs poursuivis par l'opération sont les suivants :

- requalifier l'entrée nord de la ville en réalisant des aménagements qualitatifs intégrés dans le tissu urbain environnant,
- maintenir une offre commerciale et de service de proximité répondant aux besoins des riverains et des futurs habitants,
- développer une nouvelle offre d'habitat diversifiée dans sa forme (petits collectifs, habitat intermédiaire, individuel groupé...) et son statut (accession abordable, accession et locatif libres),
- offrir une offre de stationnement adaptée aux besoins actuels et futurs du secteur,
- poursuivre le mail planté jusqu'au boulevard des Valendons par un aménagement végétalisé et favorable aux piétons,
- recréer un espace d'animation urbaine autour de commerces de proximité et d'un espace public de quartier.



Projet de périmètre de l'opération



Le projet en cours d'élaboration traduit d'ores-et-déjà certains principes d'aménagement :

- environ 150 nouveaux logements en accession à la propriété et en locatif libre,
- une diversité de formes urbaines : logements collectifs, intermédiaires et individuels groupés,
- des hauteurs de constructions limitées : de R+1 à R+5+attique,
- des stationnements privatifs en sous-sol et une offre publique supplémentaire en surface,
- de nouvelles voies de circulation et une démarche de résidentialisation,
- de nouveaux espaces paysagers, publics et privés,
- une nouvelle visibilité pour les enseignes commerciales.

2. DEROULEMENT ET DESCRIPTION DE LA CONCERTATION

Par délibération en date du 29 juin 2020, le Conseil Municipal de la Ville de Chenôve a repoussé la concertation préalable au dernier trimestre 2020 et ce en raison du contexte sanitaire lié à l'épidémie de COVID-19. Cette délibération a retenu les mêmes modalités de concertation, à savoir :

Les modalités particulières de concertation préalable à la création de la ZAC se déclinent selon les moyens suivants mis à la disposition du public :

- pour s'informer :
 - envoi d'un courrier, à l'attention des personnes, physiques ou morales, situées dans le périmètre projeté de l'opération,
 - affichage en Mairie,
 - articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
 - exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet.
- pour formuler des observations et propositions :
 - organisation d'une réunion publique,
 - ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet aux heures et jours habituels d'ouverture,
 - possibilité d'adresser les observations par voie postale ou par courriel.

■ Réunion publique du 1^{er} octobre 2020 : Lancement de la concertation citoyenne

Cette réunion publique s'est déroulée au Cèdre à Chenôve, en présentiel et en live via internet et les réseaux sociaux.

Participants

- Thierry Falconnet
Maire de Chenôve
Vice-Président de Dijon Métropole
- Pierre Pribetich
Président de la SPLAAD
Vice-Président de Dijon Métropole
- Marion Joyeux
Directrice Générale de la SPLAAD
- Thibaut de Metz
Arpentère
- Thibaut Vullin
Neorama



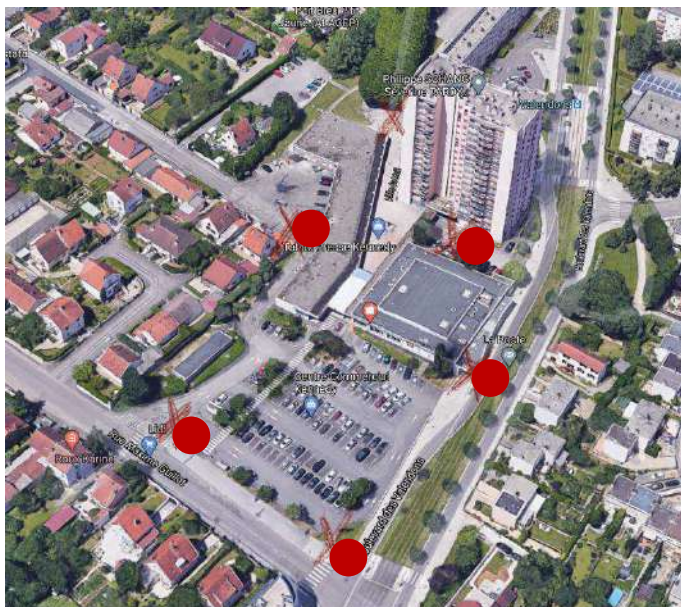
⇒ Nombre de personnes présentes dans le public : 120

■ Balades urbaines du vendredi 16 octobre 2020

Le rassemblement était prévu à 15h dans la galerie du centre commercial Kennedy.

⇒ **Nombre de personnes présentes : 26.**

Trois groupes ont été constitués pour respecter les mesures sanitaires liées au Covid-19. Chaque groupe était animé par un binôme maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre.



parcours proposés aux habitants



■ **Stand de présentation du projet et de la maquette dans les galeries du centre commercial Kennedy samedi 17 octobre 2020**

Le stand de présentation du projet a été installé au cœur du centre commercial Kennedy le **samedi matin 17 octobre 2020**. Cet atelier « Hors les murs » avait pour objectif de rendre visible le projet et de favoriser la mobilisation des riverains et usager du centre.

L'exposition de la maquette et des panneaux d'information du projet dans le cadre de ce stand a été complétée par la mise en place de supports de participation des habitants tels que :

- une urne dans laquelle les habitants étaient invités à déposer leur avis,
- un cahier de recueil des avis et des coordonnées des participants,
- un tableau sur lequel les habitants pouvaient écrire et partager leurs réflexions.

La maquette a suscité de nombreuses réflexions car elle a permis aux habitants de se projeter spatialement sur le devenir de leur quartier. Ils ont pu poser un regard d'ensemble sur la fonctionnalité du quartier, sur la disposition des bâtiments et sur les usages qu'ils souhaitent y voir se développer.



3. SYNTHÈSE DE LA PARTICIPATION AUX DIFFÉRENTES ACTIONS ENGAGÉES

Dispositifs de concertation	Nombre de participants / contributions
Réunion publique	120
Balades urbaines	26
Stand de présentation projet et maquette	50
Visites Maison du Projet	11
Visites site internet de la Ville	188
19 Remarques formulées	site internet : 3
	facebook durant réunion publique : 5
	courrier : 1
	urne à la Maison du Projet : 3
	registre à la Maison du Projet : 3
	atelier du 17 octobre : 4

4. BILAN DE CONCERTATION

La diversité des dispositifs de concertation mis en place en amont du projet Kennedy a été l'occasion d'échanges de fond sur les orientations du projet avec les habitants, riverains, commerçants et représentants associatifs. Cette démarche de concertation préalable a permis de nourrir la réflexion sur le projet de requalification du secteur Kennedy et sa maîtrise d'œuvre paysagère. Cette première étape a également fait apparaître un **intérêt certain du public pour les prochaines phases de concertation et certaines attentes quant à la poursuite de cette démarche tout au long de l'opération d'aménagement.**

La définition du projet devra tenir compte des **observations et suggestions** formulées lors de la concertation préalable, à savoir sur :

Programmations

- Le maintien d'une offre commerciale et de services de proximité,
- L'offre de logements, leur typologie, leur prix ou leur place dans le parcours résidentiel des Cheneveliers,
- Le maintien ou la délocalisation des locaux associatifs.

Mobilités

- Les difficultés de circulation et les problèmes de sécurité des piétons au sein du quartier potentiellement accrus par le projet,
- Les craintes liées au sous-dimensionnement du nombre de places de stationnements dans le cadre du projet, problèmes de domanialité des parkings actuels ; le besoin d'une offre de stationnement supplémentaire est questionné,
- La place et la sécurité pour les cyclistes, c'est-à-dire l'élargissement et/ou la prolongation des pistes cyclables du secteur Kennedy,
- L'accessibilité de l'arrêt de Tram (aujourd'hui enclavé),
- La nécessité de favoriser les mobilités alternatives à la voiture en optimisant l'accessibilité de l'arrêt de Tram et en aménageant des garages à vélos mutualisés,
- L'ouverture à la circulation du cœur du projet conditionnée par la mise en place d'une zone de partage (priorité piétons et cyclistes) pour obliger les voitures à rouler au pas.

Formes architecturales & usages

- Les hauteurs des nouvelles constructions susceptibles d'obstruer la vue des résidents actuels et de limiter l'implantation de nouveaux arbres,

- Les futurs usages au niveau de l'esplanade qui risquent d'être contraint par le manque de lumière, notamment pour la végétation,
- La prise en compte des nuisances sonores et de la gestion des déchets,
- Le déplacement du futur supermarché vers le sud pour élargir l'espace au pied de la Tour Kennedy pour le stationnement ou d'autres usages.

Globalement, il est à noter que le projet de requalification du secteur Kennedy et les objectifs poursuivis ne sont pas remis en cause. Les préoccupations et suggestions soulevées vont permettre **d'orienter la conception du projet**. Ce dernier sera également alimenté en 2021 par l'intervention d'acteurs spécialisés sur les études thématiques essentielles quant à la définition technique du projet : études commerciales, étude stationnement, études VRD, etc.

5. TABLEAU DES QUESTIONS DES PARTICIPANTS ET REPONSES APORTEES

Questions	Réponses
La forme urbaine et architecturale – Les logements – Le cadre de vie	
Présence de logements pour la population de Chenôve ?	<p>Le projet prévoit la construction de logements en accession à la propriété abordable.</p> <p>Le programme traduit la volonté de rééquilibrer l'offre de logement sur le territoire communal conformément aux orientations du PLUI HD.</p>
Risques de points de vue obstrués par la hauteur des bâtiments ?	<p>La distance entre la Tour Kennedy et les nouveaux immeubles est plus importante que ce que retranscrit visuellement la maquette.</p> <p>Un travail paysager sera effectué afin d'offrir une vue qualitative sur le mail végétal prolongé.</p> <p>Le projet n'est pas figé. La maquette ne transcrit que les grandes orientations du projet (alignements, limites).</p>
Les commerces - L'offre de services	
Les commerces seront-ils conservés ? Le marché sera-t'il relocalisé dans le cadre du projet Kennedy ?	<p>Les commerces seront maintenus afin de garantir une offre commerciale de proximité.</p> <p>Les commerçants actuellement présents sur le site et qui souhaitent opérer un transfert dans les nouvelles cellules seront accompagnés.</p> <p>Le magasin Lidl dit vouloir rester encore 3 ans mais quittera ensuite le Centre Commercial Kennedy. Il maintiendra cependant son magasin rue Marcel Sembat à Dijon.</p> <p>La SPLAAD et la ville de Chenôve souhaitent que le Lidl soit remplacé par une moyenne surface similaire c'est-à-dire avec une gamme de prix accessibles.</p> <p>Le marché dominical, actuellement situé boulevard Henri-Bazin, sera localisé sur la centralité donc en dehors du secteur.</p>

Quelle sera la prise en compte des commerçants et professionnels implantés au rez-de-chaussée de la tour Kennedy?

La tour Kennedy ne fera pas l'objet de travaux dans le cadre du projet, néanmoins la question de son intégration dans le nouvel environnement et de son désenclavement seront des questions à aborder dans le cadre de l'opération.

Les activités implantées dans la tour devraient bénéficier d'un regain d'attractivité lié aux nouveaux aménagements du secteur.

Les restos du cœur auront-ils une place dans le projet ou doivent-ils déplacer leurs locaux ailleurs ?

Les associations présentes sur le secteur seront intégrées à la réflexion autour du projet.

Les déplacements - Le stationnement

Quels moyens mis en œuvre pour limiter la circulation au pied de la tour Kennedy ?

A ce stade, le projet ne donne que les enjeux de liaisons. Les aménagements et le sens de la circulation, qui seront de nature à tranquilliser les déplacements (vélos, voitures, piétons), seront précisés ultérieurement.

Comment limiter la vitesse au sein du quartier pour la sécurité des piétons ?

La solution est à co-construire pour éviter la vitesse et le conflit des véhicules motorisés avec les piétons.

Concernant le petit mail, il s'agira de rompre avec l'effet linéaire en aménageant des jardins et des aires de jeux.

La piste cyclable rue des Petignys sera-t-elle élargie et/ou prolongée jusqu'au canal, voire jusqu'à Dijon ?

Le problème de la vitesse automobile est pris en compte dans le cadre du projet, dans une logique d'apaisement de la circulation de Chenôve, notamment par des aménagements prévus au niveau des rues Maxime Guillot et Marsannay.

Le maillage des pistes cyclables sur le secteur Kennedy sera également pris en compte.

Les mobilités actives seront traitées au travers des compétences métropolitaines, où Monsieur le Maire y occupe un poste de vice-président délégué au renouvellement urbain, mobilités et transports.

Volonté d'apaiser la circulation de Chenôve : réflexion sur la hiérarchisation des voiries.

L'idée est de résidentialiser les grandes voiries et d'aménager de la largeur pour modes actifs, les poussettes, etc.

Y aura-t-il une offre en stationnement supplémentaire dans le cadre du projet ?

Une étude est en cours de réalisation sur l'occupation et le nombre de places de stationnement. Chaque nouveau logement bénéficiera d'au moins une place de stationnement dans son ilot.

Comment sera solutionné le sous-dimensionnement des places de stationnement par logements créés ?

Le stationnement est un des enjeux de l'opération. Le projet doit prévoir le maintien voire augmenter la capacité de stationnement du secteur.

ANNEXES

Annexe 1 – Délibération du Conseil Municipal du 3 février 2020 – Objectifs de la requalification et modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement concerté

Envoyé en préfecture le 05/02/2020

Reçu en préfecture le 05/02/2020

Affiché le 05/02/2020

SLO

ID : 021-212101661-20200204-DEL_2020_005-DE

VILLE DE CHENOVE**N° DEL_2020_005****DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt, le trois février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à Mme Claudine DAL MOLIN
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
M. Saïd FOUAD donne pouvoir à M. Dominique MICHEL

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Salha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

OPÉRATION KENNEDY – OBJECTIFS DE LA REQUALIFICATION ET MODALITÉS DE CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ

Les réflexions conduites dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat Déplacements (PLUI-HD) et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) ont permis de définir les enjeux de développement urbain de la ville de Chenôve et les perspectives de renouvellement urbain à l'échelle du quartier « Le Mail ».

Bordé par le boulevard des Valendons et la rue Maxime Guillet en limite nord du territoire communal, le secteur Kennedy s'organise autour d'un centre commercial en copropriété, au bâti vieillissant et en perte d'attractivité, dont la requalification est un des enjeux de la réussite du renouvellement urbain du quartier « Le Mail ».

Compte tenu de l'intérêt public de la requalification du secteur Kennedy identifié comme site de projet dans le PLUI-HD, cette opération d'aménagement pourrait, à l'initiative de la collectivité, prendre la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dont le projet de périmètre est annexé à la présente délibération.

Les zones d'aménagement concerté sont définies, dans l'article L311-1 du Code de l'urbanisme, comme des zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à

des utilisateurs publics ou privés.

Conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de préciser les objectifs poursuivis dans le cadre de la requalification du secteur Kennedy et les modalités de concertation préalables à la création d'une ZAC.

1. Objectifs poursuivis par l'opération de requalification du secteur Kennedy

Construit dans les années 1960, le centre commercial Kennedy est un équipement daté dont le bâti se dégrade, ce qui participe au déficit d'image de l'équipement et à la perte d'attractivité des commerces malgré sa localisation en entrée de ville, le long de la route des Grands Crus, et sa desserte par le tramway. Les études réalisées ces dernières années ont montré que cette situation stratégique offre la possibilité d'une recomposition urbaine du secteur en adaptant l'offre commerciale et en développant une nouvelle offre de logements.

Les objectifs de l'opération de restructuration du secteur Kennedy sont notamment les suivants :

- requalifier l'entrée nord de la ville en réalisant des aménagements qualitatifs intégrés dans le tissu urbain environnant,
- maintenir une offre commerciale et de services de proximité répondant aux besoins des riverains et des futurs habitants,
- développer une nouvelle offre d'habitat diversifiée dans sa forme (petits collectifs, habitat intermédiaire, individuel groupé...) et son statut (accession abordable, accession et locatif libres),
- offrir une offre de stationnement adaptée aux besoins actuels et futurs du secteur.

Une attention particulière sera portée à l'exemplarité environnementale de l'opération d'aménagement qui devra contribuer à la renaturation de l'espace urbain et répondre aux enjeux identifiés dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) métropolitaine « Entrée Sud » du PLUi-HD :

- poursuivre le mail planté jusqu'au boulevard des Valendons par un aménagement végétalisé et favorable aux piétons,
- recréer un espace d'animation urbaine autour de commerces de proximité et d'un espace public de quartier.

2. Modalités de concertation préalable à la création de la ZAC

Il est précisé que les riverains, les commerçants et, plus globalement, les Chenevilliers et les Chenevilliers seront associés, à travers une démarche participative, tout au long de l'opération d'aménagement du secteur Kennedy, de son élaboration à sa mise en œuvre.

Dans le cadre de la création de la ZAC, les modalités de concertation préalable se déclinent selon les moyens suivants mis à la disposition du public :

- pour s'informer :
 - envoi d'un courrier à l'ensemble des habitants de la commune,
 - affichage en Mairie,
 - articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
 - exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet,
- pour formuler des observations et propositions :
 - organisation d'une réunion publique,
 - ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet, aux heures et jours habituels d'ouverture,
 - possibilité d'adresser des observations par voie postale ou par courriel.

2/3

Cette concertation préalable à la création d'une ZAC se déroulera pendant une période de deux mois, entre début mai 2020 et mi-juillet 2020. Un bilan de la concertation sera arrêté, à l'issue de celle-ci, par délibération du Conseil Municipal.

Vu l'article L.311-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu le projet de périmètre annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Philippe FALCONNET**
Date : 05/02/2020
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Annexe 2 – Délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2020 – modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement concerté

Envoyé en préfecture le 30/06/2020
Reçu en préfecture le 30/06/2020
Affiché le 30/06/2020
ID : 021-212101661-20200630-DEL_2020_042-DE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2020_042

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt, le vingt neuf juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - M. Bruno HABERKORN - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean-Marc FOMBARLET donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD

OPÉRATION "KENNEDY" – MODALITÉS DE CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ

Le 3 février 2020, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a approuvé les objectifs poursuivis par la requalification du secteur Kennedy ainsi que les modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Il est rappelé que, dans la perspective de la création d'une ZAC, les modalités de concertation préalable qui ont été approuvées par le Conseil Municipal sont les suivantes :

- **moyens mis à disposition du public pour s'informer :**
 - envoi d'un courrier à l'ensemble des habitants de la commune,
 - affichage en Mairie,
 - articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
 - exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet,
- **moyens mis à disposition du public pour formuler des observations et propositions :**
 - organisation d'une réunion publique,
 - ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet, aux heures et jours habituels d'ouverture,
 - possibilité d'adresser des observations par voie postale ou par courriel.

La crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement instaurées en mars dernier ont nécessité de reporter cette concertation préalable, qui devait initialement se dérouler pendant une période de deux mois entre début mai 2020 et mi-juillet 2020.

Dans ce contexte, la concertation préalable à la création d'une ZAC dans la perspective de

1/2

la requalification du secteur Kennedy pourrait se dérouler, pendant une période de deux mois, au cours du quatrième trimestre de l'année 2020.

Il est précisé que les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement et les modalités de la concertation préalable précédemment approuvés restent inchangés.

Vu l'article L.311-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.1.03-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération DEL_2020_05 du Conseil municipal de la Ville de Chenôve du 3 février 2020,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 16 juin 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, le déroulement de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté pendant la période de deux mois entre début octobre et fin novembre 2020,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 30/06/2020
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Annexe 3 – Idées et suggestions formulées au cours de la concertation

Idées et suggestions via internet et ateliers

- Garage vélo mutualisé,
- Décaler le bâtiment supermarché vers le sud pour élargir l'espace au pied de la Tour Kennedy pour le stationnement,
- Places de stationnement réservées aux véhicules à la demande ou en libre accès pour les personnes âgées / à mobilité réduite,
- Si ouverture à la circulation du cœur du projet : créer une zone de partage (priorité piétons et cyclistes) où le revêtement du sol et le mobilier urbain oblige les voitures à rouler au pas,
- Appréhender les courants d'air entre les immeubles (effet venturi),
- Expliciter les phases de chantier, les ordres de réalisation des lots,
- Dans les cellules commerciales en RdC, aménagement d'une salle de réunion pour les habitants du quartier et encourager la démocratie participative,
- Recentrer socle commercial sur la place pour des stationnements,
- Déplacer restaurant sur la place centrale,
- Associations dans le bâtiment de la CPAM,
- Se connecter au réseau de chaleur,
- Proposition de maintien de la grande maison de M. et Mme Chevassu, avec son grand jardin et ses nombreux arbres fruitiers : idée de l'aménager pour en faire, par exemple, un lieu de convalescence et de soins pour les aînés, ou d'autres personnes ... Volonté d'un projet humain et écologique.

Remarques reçues par courrier

- Végétalisation des toitures des nouvelles constructions avec éventuellement possibilité d'y associer un maraichage pour les résidents,
- Prévoir stationnements supplémentaires accessibles à la propriété par des particuliers extérieurs au bâtiment par l'ajout d'un sous-sol ou agrandissement de celui prévu.

Remarques déposées dans l'urne

- Mettre à l'étude un parking relais à un autre emplacement pour les usagers du tramway,

- Prévoir des places de stationnement facilement transformables en espaces verts lorsque les véhicules sont moins nombreux,
- Dans les logements neufs, rendre obligatoire l'achat ou la location des places de parking souterrain,
- Prévoir quai de déchargement par camions pour les moyennes surfaces donnant sur le boulevard des Valendons,
- Penser également approche des camions de déménagement pour la tour Kennedy et les nouveaux immeubles,
- Aménager espaces de rencontre et de jeux pour enfants au sein du mail afin de limiter la vitesse, une piste cyclable qui rejoint le mail, et un endroit abrité ouvert avec tables de pique-nique,
- Prévoir de grands locaux pour les associations type restos du cœur,<
- Nouveaux bâtiments : récupération eaux de pluie, surfaces parkings et revêtements non imperméables, choix des essences d'arbres et de végétaux limitant la chaleur l'été.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

OPÉRATION "KENNEDY" – AVENANT N°5 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du secteur Kennedy par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

En date du 17 décembre 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable.

Initialement ouvert du 1^{er} juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1, l'exercice comptable est calé, à compter du 1^{er} janvier 2021, sur l'année civile soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2020 a été clôturé le 31 décembre 2020 soit une durée de 6 mois.

Ce changement des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la société nécessite de mettre à jour l'article 17.1 de la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement en indiquant que la transmission, pour examen et approbation, du compte rendu financier par l'Aménageur à la Collectivité devra intervenir avant le 30 juin.

Vu le projet d'avenant n°5 à la Convention de Prestations Intégrées relative à l'opération

d'aménagement « Kennedy » joint à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°5 à la Convention de Prestations Intégrées relative à l'opération d'aménagement « Kennedy »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L.
"AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" –
SPLAAD
POUR LA VILLE DE CHENOVE
POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT
« OPERATION KENNEDY »**

AVENANT N°5

Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le

Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le

Entre

La Ville de CHENOVE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD), Société Anonyme au capital de 2 740 000 €, dont le siège social et les bureaux sont situés à Dijon Métropole – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilité aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société en date du 05 décembre 2017,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur ».

D'autre part.

II EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT

Par convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 21 décembre 2009, réceptionnée par la SPLAAD le 24 décembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la SPLAAD, la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du quartier Kennedy, notifiée le 24 décembre 2009.

Un premier avenant à la Convention a été signé le 23 décembre 2014, dont la notification a été réceptionnée par la SPLAAD le 06 janvier 2015 a prolongé la durée de la concession de 3 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2017.

Un avenant n°2 à la Convention notifié le 21 décembre 2017 a prolongé une nouvelle fois la durée de la concession, de 3 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2020.

Un avenant n°3 à la Convention notifié le 16 décembre 2018, a entériné la décision du Conseil d'Administration de la SPLAAD sur la mise en place d'une nouvelle organisation des instances de la Société dans le cadre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, par la création d'un Comité de Contrôle et Stratégique.

Cet avenant a également pris acte des nouvelles dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD.

Un avenant n°4 à la Convention notifié le 11 février 2020 a prolongé une nouvelle fois la durée de la concession, de 5 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2025.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD du 17 décembre 2020 a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable.
Initialement ouvert du 1^{er} juillet N au 30 juin N+1, il est désormais calé sur l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre N.

Exceptionnellement, l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2020 a eu une durée exceptionnelle de 6 mois puisqu'il a été clôturé au 31 décembre 2020.

Cette modification emporte diverses conséquences sur les dispositions de la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement, qui doit ainsi être mise à jour en conséquence.

Tel est l'objet du présent avenant.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – COMPTABILITE – COMPTES RENDUS ANNUELS

L'article 17.1 de la convention, tel qu'issu de l'avenant n°3 est désormais rédigé comme suit :

Ancienne rédaction :

« 17.1 Ainsi qu'il est dit aux article L.300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 31 décembre pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

Nouvelle rédaction :

« 17.1 Ainsi qu'il est dit aux article L.300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le **30 juin** pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

ARTICLE 2 – VALIDITE DES CLAUSES INITIALES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement fixant les conditions particulières d'intervention de la SPL pour le Concédant et ses avenants successifs, demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas dérogees par le présent avenant.

Marion JOYEUX
Directrice Générale



SPLAAD

40 avenue du Drapeau - CS 77418

21074 DIJON CEDEX

Tel. 03.45.83.90.13 / Fax 03.45.83.90.21

Fait à DIJON,
Le

En deux exemplaires originaux

Pour la Collectivité concédante

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021



ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_020-DE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_021

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

OPÉRATION "CENTRALITÉ" – AVENANT N°10 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD), par voie de convention de prestations intégrées (CPI) portant concession d'aménagement, la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Centre-Ville », devenue « Centralité ».

En date du 17 décembre 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable.

Initialement ouvert du 1^{er} juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1, l'exercice comptable est calé, à compter du 1^{er} janvier 2021, sur l'année civile soit du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année.

Exceptionnellement, l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2020 a été clôturé le 31 décembre 2020 soit une durée de 6 mois.

Ce changement des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la société nécessite d'apporter les modifications suivantes à la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement :

- article 17.1 : la transmission, pour examen et approbation, du compte rendu

- financier par l'Aménageur à la Collectivité devra intervenir avant le 30 juin,
- article 20.4.1 alinéas 3 et 4 : le nouveau forfait de gestion sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2022, et par la suite tous les 5 ans au 1^{er} janvier de chaque date anniversaire, sur la base des éléments arrêtés au 31 décembre de l'année N-1,
- article 20.4.2 : la rémunération sur faits générateurs imputés chaque année sera calculée sur la base des éléments comptables arrêtés au 31 décembre de chaque année.

Vu le projet d'avenant n°10 à la convention de prestations intégrées relative à l'opération d'aménagement « Centralité » joint à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°10 à la convention de prestations intégrées relative à l'opération d'aménagement « Centralité »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L.
"AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" –
SPLAAD
POUR LA VILLE DE CHENOVE**

**POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT
« CENTRALITE »**

AVENANT N°10

Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le

Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le

Entre

La Ville de Chenôve représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD), Société Anonyme au capital de 2 740 000 €, dont le siège social et les bureaux sont situés à Dijon Métropole – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilité aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société en date du 05 décembre 2017,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur ».

D'autre part.

II EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIV

Par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a décidé de confier à la SPLAAD l'opération ZAC Centre Ville, devenue Centralité, par voie de convention de prestations Intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 24 décembre 2009.

Un premier avenant notifié le 07 août 2013 a eu pour objet :

- de prendre en compte la transformation de la SPLAAD, Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) en Société Publique Locale (SPL),
- de modifier les modalités de détermination du forfait annuel de gestion, sans impact sur le calcul global de la rémunération de l'aménageur, ainsi que les conséquences financières de l'expiration de la Concession,
- d'adapter la Convention aux nouvelles organisations et instances mises en place dans le cadre des modalités d'exercice du contrôle analogue.

Un avenant n°2 notifié le 18 juillet 2017 a pris en compte le changement des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la SPLAAD. Cet avenant a également pris en compte l'évolution de la participation financière de la Collectivité Concédante à l'opération, suite à l'approbation du Compte Rendu Financier Annuel présenté par l'Aménageur dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2013.

Un avenant n°3 a été notifié le 02 avril 2015 pour prendre en compte l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement suite à l'approbation du Compte Rendu Financier Annuel présenté par l'Aménageur dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2014.

Un avenant n°4 a été notifié le 13 juin 2016 avec pour objet de confier de nouvelles missions à l'aménageur, de modifier les modalités d'imputation de ses charges, et de prolonger la durée de la convention portée à 15 ans.

Un avenant n°5 a été notifié le 25 avril 2017 modifiant les modalités de détermination du forfait annuel de gestion de l'aménageur.

Un avenant n°6 a été notifié le 15 novembre 2017 ayant pour objet d'intégrer le secteur du Centre Commercial Saint Exupéry à la Concession d'Aménagement « ZAC Centre-Ville », l'opération d'aménagement devenant l'opération Centralité.

Un avenant n°7 notifié le 13 février 2018 a entériné la décision du Conseil d'Administration de la SPLAAD sur la mise en place d'une nouvelle organisation des instances de la Société dans le cadre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, par la création d'un Comité de Contrôle et Stratégique.

Un avenant n°8 a été notifié le 08 février 2019 pour prendre en compte l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement suite à l'approbation du Compte Rendu Financier Annuel présenté par l'Aménageur dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2018.

Un avenant n°9 a été notifié le 11 février 2020 a acté l'évolution de la participation financière de la collectivité à l'opération au titre de la subvention globale, suite à l'approbation du Compte Rendu Financier annuel valant bilan consolidé suivant l'avenant n°6 à la Convention, présenté par l'Aménageur à la Collectivité concédante dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2019, et en application des dispositions de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD du 17 décembre 2020 a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de son exercice comptable.

Initialement ouvert du 1er juillet N au 30 juin N+1, il est désormais calé sur l'année civile, du 1er janvier au 31 décembre N.

Exceptionnellement, l'exercice ouvert le 1er juillet 2020 a eu une durée exceptionnelle de 6 mois puisqu'il a été clôturé au 31 décembre 2020.

Cette modification emporte diverses conséquences sur les dispositions de la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement, qui doit ainsi être mise à jour en conséquence.

Tel est l'objet du présent avenant.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – COMPTABILITE – COMPTES RENDUS ANNUELS

L'article 17.1 de la convention, tel qu'issu de l'avenant n°2 est désormais rédigé comme suit :

Ancienne rédaction :

« 17.1 Ainsi qu'il est dit aux article L.300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 31 décembre pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

Nouvelle rédaction :

« 17.1 Ainsi qu'il est dit aux article L.300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 30 juin pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

ARTICLE 2 – FORFAIT DE REMUNERATION

Les alinéas 3 et 4 de l'article 20.4.1 de la convention, tels qu'issus de l'avenant n°5 sont désormais rédigés comme suit :

Ancienne rédaction :

« 20.4.1 : Forfait de rémunération

[...]

Il est actualisé tous les 5 ans à compter du 01/07/2017 sur la base des éléments comptables de l'opération arrêté au 30 juin ou à l'occasion de tout avenant prolongeant la durée de la concession et sur la base des éléments comptables de l'opération arrêtés au 30 juin de l'exercice comptable de signature de l'avenant. La partie de ce forfait de gestion restant à percevoir est alors étalé sur la durée restante de la convention de prestations intégrées valant concession d'aménagement.

Le nouveau forfait de gestion sera applicable à compter du 01/07/2017 et par suite tous les 5 ans au 1^{er} juillet de chaque date anniversaire et sur la base des éléments arrêtés au 30 juin de cette même année.

[...] »

Nouvelle rédaction :

« 20.4.1 : Forfait de gestion

[...]

Il est actualisé tous les 5 ans sur la base des éléments comptables de l'opération arrêté au 31 décembre ou à l'occasion de tout avenant prolongeant la durée de la concession et sur la base des éléments comptables de l'opération arrêtés au 31 décembre de l'exercice comptable de signature de l'avenant. La partie de ce forfait de gestion restant à percevoir est alors étalée sur la durée restante de la convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Le nouveau forfait de gestion sera applicable à compter du 01/01/2022 et par suite tous les 5 ans au 1^{er} janvier de chaque date anniversaire et sur la base des éléments arrêtés au 31 décembre N-1.

[...] »

ARTICLE 3 – REMUNERATION SUR FAITS GENERATEURS

L'article 20.4.2 de la convention, tel qu'issu de l'avenant n°1 est désormais rédigé comme suit :

Ancienne rédaction :

« 20.4.2 : Rémunération sur faits générateurs

Outre le forfait de gestion, l'Aménageur pourra imputer chaque année sur la base des éléments comptables faisant l'objet d'un arrêté des comptes au 30 juin de chaque année : [...] »

Nouvelle rédaction :

« 20.4.2 : Rémunération sur faits générateurs

Outre le forfait de gestion, l'Aménageur pourra imputer chaque année sur la base des éléments comptables faisant l'objet d'un arrêté des comptes au 31 décembre de chaque année : [...] »

ARTICLE 4 – VALIDITE DES CLAUSES INITIALES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement fixant les conditions particulières d'intervention de la SPL pour le Concédant et ses avenants successifs, demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas déroguées par le présent avenant.

Fait à DIJON,

Le

En deux exemplaires originaux

Pour L'Aménageur

Pour la Collectivité concédante

Marion JOYEUX
Directrice Générale



SPLAAD

40 avenue du Drapeau - CS 77418
21074 DIJON CEDEX
Tél. 03.45.83.90.13 / Fax 03.45.83.90.21

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021



ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_021-DE

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_022

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) – RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE CHENÔVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2020

La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) a pour objet de procéder, exclusivement pour le compte de ses actionnaires, à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations par voie de conventions de prestations intégrées « *in house* ».

Il est rappelé que, par délibération du 29 juin 2009, la Ville de Chenôve a décidé de participer au capital de la société et détient, à ce jour, 300 actions d'une valeur nominale de 1 000 euros.

Les représentants permanents de la Ville de Chenôve au Conseil d'Administration de la SPLAAD lors de l'exercice clos au 30 juin 2020 étaient :

- M. Thierry FALCONNET,
- M. Jean-Jacques BERNARD jusqu'au 17/09/2020,
- Mme Brigitte POPARD depuis le 17/09/2020.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants permanents de la Ville de Chenôve doivent rendre compte de leurs missions à l'assemblée délibérante, au moins une fois par an.

Dans ce cadre, il est soumis à l'appréciation du Conseil Municipal un rapport synthétique sur

l'exercice de la SPLAAD du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 17 décembre 2020.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2020, le rapport annuel aux élus mandataires, annexé à la présente délibération, retrace notamment les évènements majeurs suivants :

- aucun mouvement d'actions n'est intervenu durant l'exercice,
- la présidence de l'Assemblée Spéciale a été assurée par la Ville de Longvic,
- le Conseil d'Administration a pris acte du changement du représentant permanent de la Région Bourgogne-Franche-Comté au Conseil d'Administration et du représentant permanent de la Commune de Neuilly-Crimolois à l'Assemblée Spéciale,
- un poste de Censeur a été attribué à la Ville de Longvic, suite à la signature de la convention de prestations intégrées portant mandat d'études dans la perspective de la requalification du quartier Valentin.

Durant l'exercice 2019-2020, dans le cadre de l'application du contrôle analogue, le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni huit fois. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie à deux reprises.

Concernant la Ville de Chenôve :

- le Comité de Contrôle et Stratégique du 28 novembre 2019 a eu pour objet la présentation :
 - du bilan de clôture de l'opération « Saint-Exupéry »,
 - du compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité »,
 - de l'avenant de prolongation de la convention de prestations intégrées relative à l'opération « Kennedy ».
- la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 4 octobre 2019 pour attribuer le marché de maîtrise d'œuvre urbaine de l'opération « Kennedy ».

Pour l'exercice 2019-2020, les comptes annuels font apparaître un résultat net s'élevant à 553 152,00 €. Le total des capitaux propres de la structure et des programmes s'élève à 3 842 603 €, dont :

- 2 631 571 € de capitaux nets après prise en compte du résultat de l'exercice,
- 1 211 033 € de subventions d'investissement des programmes.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales et, plus précisément, son alinéa 14,

Vu le rapport joint en annexe sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2020,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le rapport annuel aux élus mandataires de collectivités membres du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Spéciale de la SPLAAD portant sur l'exercice clos au 30 juin 2020,

ARTICLE 2 : De donner quitus de leurs missions aux élus mandataires qui siégeaient lors de l'exercice clos au 30 juin 2020 au Conseil d'Administration de la SPLAAD : M. Thierry FALCONNET, M. Jean-Jacques BERNARD et Mme Brigitte POPARD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions

par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Au capital de 2 740 000 euros
Siège social : Communauté d'Agglomération du Grand Dijon
40 avenue du Drapeau, 21000 DIJON
RCS Dijon : 514 021 856

PROPOSITION DE

RAPPORT ANNUEL AUX ELUS MANDATAIRES DE COLLECTIVITES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE L'ASSEMBLEE SPECIALE DE LA SPLAAD

(RAPPORT VISE A L'ARTICLE L.1524-5 ALINEA 14 DU CGCT)

Exercice ouvert le 1^{er} juillet 2019 et clos au 30 juin 2020

PRESENTATION GENERALE au 30 juin 2020

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_022-DE

Dénomination sociale	Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD)
Siège social	Dijon Métropole, 40 avenue du Drapeau – 21000 DIJON
RCS SIRET	DIJON 514 021 856 514 021 856 00018
Capital social	2 740 000 € - 2 740 actions de 1 000 €
Exercice social	1^{er} juillet au 30 juin
Date de Constitution Durée de Vie	22 juillet 2009 – Immatriculation : 4 août 2009 99 ans (jusqu'au 3 août 2108)
Président du CA	Monsieur Pierre PRIBETICH
Vice Président du CA	Monsieur Dominique GRIMPRET
Directrice Générale	Madame Marion JOYEUX
Contrôle des actionnaires Sur la société	<p>Art 24 Statuts : Toute concession d'aménagement, tout mandat de prestations de services, passé sans publicité ni mise en concurrence, est qualifié de « contrat in house » ou de « quasi-régie » passé entre la société et ses actionnaires, et est soumis préalablement, en application du Code de Commerce, à l'approbation du Conseil d'Administration.</p> <p>Chacun de ces contrats décrit dans le détail les modalités de contrôle de la collectivité actionnaire sur les conditions d'exécution de la convention par la société.</p> <p>Chaque administrateur représentant chaque collectivité actionnaire exerce, au sein du conseil d'administration doté des pouvoirs visés à l'article 17, un contrôle collégial étroit de la société dans les conditions précisées dans le règlement intérieur.</p>

Objet – AGE 20/10/2017

« La Société a pour objet la réalisation et la gestion d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme et de construction.

A cet effet, elle pourra réaliser toute action concernant :

- La réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement ou de construction d'immeubles à usage d'habitation, de bureaux, de locaux commerciaux ou industriels destinés à la vente ou à la location,
- La réalisation d'études préalables aux opérations ou actions d'aménagement ou aux opérations de construction, ainsi que des missions d'assistance ou de coordination (techniques, juridiques, financières...) nécessaires à ces opérations,
- L'acquisition / démolition d'immeubles bâtis ou non bâtis,
- L'exploitation, la gestion, le portage, l'entretien, la commercialisation, l'aménagement et la mise en valeur des terrains, bâtiments, ouvrages et équipements, en relation avec son activité d'aménageur ou de constructeur,
- La promotion et l'animation du projet d'aménagement ou de construction,
- Et, plus généralement, l'équipement et la construction d'ouvrages nécessaires au développement de la vie économique et sociale des collectivités territoriales, ainsi qu'au renouvellement urbain.

La société exercera les activités visées ci-dessus pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, en exécution de conventions passées avec les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales actionnaires s'inscrivant dans le cadre des relations « in house ».

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra également participer en tant que de besoin, à un Groupement d'Intérêt Économique (GIE). »

Commissaire aux Comptes – désignés par l'AGO du 16 décembre 2016

Titulaire **Cabinet CLEON MARTIN BROICHOT et Associés** représenté par Thomas PAULIN
Suppléant **Nicolas SAILLARD**

Documents en vigueur :

- Pacte d'actionnaires
- Règlement intérieur du Conseil d'Administration
- Règlement intérieur de l'Assemblée Spéciale
- Règlement de la CAO
- Guide des procédures des achats

Adhésion au Groupement d'Intérêt économique G.I.E. NOVEA

L'exercice comptable de la SPLAAD ouvert au 1^{er} juillet 2019 s'est achevé le 30 juin 2020 et l'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de la Société le 17 décembre 2020.

Durant cet exercice, les instances de la Société se sont réunies :

- Conseil d'Administration : 3 séances
- Assemblée Spéciale : 3 séances
- Assemblée Générale Ordinaire : 1 séance (approbation des comptes 2018-19)
- Assemblée Générale Extraordinaire : ne s'est pas réunie

Evènements majeurs de l'exercice :

● Actionnariat

Aucun mouvement d'actions n'est intervenu durant l'exercice.

● Présidence de l'Assemblée Spéciale

Les Collectivités détenant un nombre d'actions ne leur permettant pas de siéger directement au Conseil d'Administration sont réunies en Assemblée Spéciale, dont la Présidence est annuelle et tournante.

Pour l'exercice 2019-2020, la présidence de l'Assemblée Spéciale a été assurée par la Ville de Longvic, représentée par Monsieur José ALMEIDA, nommée en séance du 28/11/2019.

● Nominations et changements de représentants permanents :

Le Conseil d'Administration du 26/09/2019 a pris acte du changement du représentant permanent de la Région Bourgogne – Franche-Comté au Conseil d'Administration : Monsieur Stéphane GUIGUET succède à Madame Saliha M'PIAYI, et ce pour la durée du mandat électoral restant à courir.

Le Conseil d'Administration du 28/11/2019 a pris acte de la démission de Monsieur Michel GREMERET, représentant permanent de la Commune de Neuilly-Crimolois à l'Assemblée Spéciale.

Le Conseil d'Administration du 13/02/2020 a pris acte du changement du représentant permanent de la Commune de Neuilly-Crimolois à l'Assemblée Spéciale : Monsieur Yves PLUMET succède à Monsieur Michel GREMERET, et ce pour la durée du mandat électoral restant à courir.

Censeurs :

La Ville de Longvic représentée par Monsieur José ALMEIDA s'est vue attribuer un poste de Censeur depuis la signature de la Convention de Prestations Intégrées portant mandat d'études préalables sur la faisabilité d'une opération d'aménagement pour la requalification du quartier Valentin, notifiée à la SPLAAD le 02/07/2019.

Evènements majeurs postérieurs de l'exercice 2019-2020 :

Le Conseil d'Administration et l'Assemblée Spéciale réunis le 17/09/2020 ont pris acte du renouvellement des représentants permanents des Collectivités et leurs groupements siégeant en leurs instances, faisant suite aux élections municipales de 2020.

Lors de cette séance du Conseil d'Administration, un nouveau mandat de Président du Conseil d'Administration a été confié à Dijon Métropole représentée par Monsieur Pierre PRIBETICH.

Monsieur Dominique GRIMPRET représentant Dijon Métropole a été désigné Vice-président.

Ces deux nominations ont été ratifiées par le Conseil d'Administration du 08/10/2020 suite à la délibération du Conseil Métropolitain du 17/09/2020.

Lors de cette séance de l'Assemblée Spéciale, il a été décidé de maintenir la présidence portée par la Ville de Longvic, représentée par Monsieur José ALMEIDA, pour la durée restant à courir, soit jusqu'au Conseil d'Administration qui arrête les comptes annuels clos au 30 juin 2020.

La composition des instances du Conseil d'Administration (Censeurs, Comité de Contrôle et Commission d'Appel d'Offres) a été à la suite définie.

CHANGEMENT DE LA DATE CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE ET AUTRES MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le Conseil d'Administration réuni le 26/11/2020 a convoqué les Actionnaires de la Société en Assemblée Générale Extraordinaire afin de proposer :

1) Un changement de la date de clôture de l'exercice comptable.

Initialement calé sur une année sociale allant du 1er juillet au 30 juin de chaque année, il a été proposé de faire correspondre l'exercice de la Société à l'année civile, débutant ainsi le 1er janvier jusqu'au 31 décembre de chaque année, permettant ainsi de faire correspondre l'exercice comptable de la SPLAAD à celui de ses collectivités actionnaires.

A noter qu'il est proposé un exercice comptable d'une durée exceptionnelle de 6 mois, allant du 30/06/2020 au 31/12/2020.

2) De modifier les statuts de la Société pour permettre au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Spéciale de se tenir par des moyens de visioconférences ou d'autres moyens de télécommunication et d'intégrer la possibilité de consultations écrites.

Les Règlements intérieurs du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Spéciale sont également modifiés pour en définir les modalités de fonctionnement. A noter que les moyens de visioconférence ou autres moyens de télécommunication sont également rendus possibles pour les Comités de Contrôle et Stratégique.

Une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée au 17/12/2020.

REMUNERATION DES ELUS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE L'ASSEMBLEE SPECIALE

Le Conseil d'Administration réuni le 17/09/2020 a confirmé ne pas soumettre à l'Assemblée Générale une demande d'indemnité au bénéfice des Administrateurs, des membres de l'Assemblée Spéciale et de leur présidence.

CONVENTIONS REGLEMENTEES (visées à l'article L.114-38 du Code de Commerce)

Aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Conventions autorisées au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice :

- Convention signée entre la Société et Madame Marion JOYEUX, Directrice Générale de la société SPLAAD : contrat de travail à durée indéterminée au titre de ses fonctions de Directrice Financière
- Convention signée entre la Société et Dijon Métropole, actionnaire de la société SPLAAD : contrat de location des locaux situés 40 avenue du Drapeau à DIJON (21000) à Dijon Métropole.

Conventions autorisées après la clôture de l'exercice 2019-2020 :

- Convention signée entre la Société et Madame Marion JOYEUX, Directrice Générale de la société SPLAAD : avenant au contrat de travail à durée indéterminée

MODALITES D'APPLICATION DU CONTRÔLE ANALOGUE EXERCÉ PAR LES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES

Article 24 des statuts - Contrôle des actionnaires sur la société

« Toute concession d'aménagement, tout mandat, tout contrat de prestations de services, passé sans publicité ni mise en concurrence, est qualifié de "contrat in house" ou de "quasi-régie" passé entre la société et ses actionnaires, et est soumis préalablement, en application du Code de Commerce, à l'approbation du conseil d'administration.

Chacun de ces contrats décrit dans le détail les modalités de contrôle de la collectivité actionnaire sur les conditions d'exécution de la convention par la société.

Les collectivités territoriales et groupements de collectivités actionnaires exercent sur la société, individuellement et conjointement, un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services. Ce contrôle collégial étroit de la société s'exerce notamment par le biais de la participation, directe ou indirecte, de l'ensemble des actionnaires aux organes sociaux décrits dans les présents statuts, tels que le conseil d'administration, l'assemblée spéciale et les assemblées générales. Les modalités de ce contrôle analogue pourront également être précisées et développées dans le règlement intérieur, ainsi que par les engagements définis au sein du pacte d'actionnaires. »

Les modalités d'exercice du Contrôle analogue sont les suivantes :

- Pacte d'actionnaires
- Règlement Intérieur de l'Assemblée Spéciale / Règlement Intérieur du Conseil d'Administration
- Comité de Contrôle et Stratégique
- Collège de Censeurs au sein du Conseil d'Administration
- Commission d'Appel d'Offres

Les règlements intérieurs du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Spéciale ont pour objectif de déterminer précisément les modalités essentielles de fonctionnement de la Société pour répondre aux critères du « in house », et notamment pour permettre aux Collectivités Territoriales Actionnaires d'exercer un contrôle sur le Société qui soit global et analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

- Le Comité de Contrôle et Stratégique

Le Comité de Contrôle et Stratégique a pour objet de vérifier la conformité des contrats passés en vue de sa préparation et de sa réalisation pour chaque opération engagée par la SPLAAD. De fait, il veille à l'application optimale de la concession d'aménagement ou de tout contrat passé avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération, de suivre les résultats des actions engagées et de faire toute proposition à sa bonne exécution.

Ce comité complète ainsi les organes sociaux dans la mise en œuvre du contrôle analogue de la société par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales Actionnaires, et notamment du contrôle des orientations stratégiques de l'opération concédée et de son déroulement.

Durant l'exercice 2019-2020 :

Le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni 8 fois avec pour ordre du jour :

27/11/2019 – Corcelles-les-Monts

Présentation du CRAC de l'opération « Derrière les Jardins »

27/11/2019 – Plombières-les-Dijon

Compte de liquidation définitif de l'opération « Les bords de l'Ouche »

28/11/2019 – Dijon

Présentation des CRAC : Quai des Carrières Blanches, Ecoquartier Jardin des Maraîchers, Centre Commercial Fontaine d'Ouche, Ecoquartier de l'Arsenal et Amora

28/11/2019 – Dijon Métropole

Présentation des CRAC : TAE AGRONOV BRETENIERE, Ecopole VALMY, Ecoparc DIJON BOURGOGNE et Parc d'activités BEAUREGARD

Campus métropolitain – Présentation du bilan sous-secteur 1

28/11/2019 – Quetigny
Présentation du CRAC de l'opération « Cœur de Ville »

28/11/2019 – Sennecey-les-Dijon
Présentation du CRAC de l'opération « ZAC des Fontaines »

28/11/2019 – Chenôve
Opération Saint Exupéry : Présentation du bilan de clôture
Opération Centralité : présentation du CRAC
Opération Kennedy : avenant de prolongation

13/02/2020 – Conseil Régional de Bourgogne - Franche-Comté
Opérations « Lycées » - Approbation d'avenants
1°- Avenant n°1 au contrat particulier de l'opération « Lycée LA PRAT'S » à Cluny : réfection de l'internat,
2°- Avenant n°1 au contrat particulier de l'opération « Lycée MATHIAS à Chalon-sur- Saône : réfection du gymnase et du mur d'escalade,
3°- Avenant 1 au contrat particulier de l'opération « Lycée HIPPOLYTE FONTAINE » à Dijon : restructuration des ateliers maintenance des automobiles, carrosserie, et structures métalliques – Bâtiments F et B.

Depuis la fin de l'exercice, le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni 10 fois.

- La Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie 2 fois durant l'exercice 2019-2020, avec pour ordre du jour :

Commission d'Appel d'Offres du 04/10/2019 :
CHENOVE – Centre commercial Kennedy
Marché alloti de maîtrise d'œuvre urbaine :
Lot 1 : MOE paysagère, urbaine et commerciale
Lot 2 : MOE Voirie et Réseaux Divers (VRD)
Procédure d'appel d'offres ouvert (Articles L2124-1, L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique)
Présentation du rapport d'admissibilité des candidatures et du rapport d'analyse des offres – décision ou non d'attribution du marché
➔ Le rapport détaillé de cette Commission d'Appel d'Offres a été présenté au Conseil d'Administration du 28/11/2019.

Commission d'Appel d'Offres du 04/10/2019 :
DIJON - Site des Poussots – Restructuration et construction de bâtiments pour la Ligue Régionale de Football Bourgogne Franche-Comté
Marché de maîtrise d'œuvre
Procédure d'appel d'offres ouvert (Articles L2124-1, L2172-1, R2172-1, R2172-2 1°, L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique)
Présentation du rapport d'admissibilité des candidatures et du rapport d'analyse des offres – décision ou non d'attribution du marché
➔ Le rapport détaillé de cette Commission d'Appel d'Offres a été présenté au Conseil d'Administration du 28/11/2019.

Depuis la fin de l'exercice, la Commission d'Appel d'Offres ne s'est pas réunie.

ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 01**Conventions de prestations intégrées en cours****Conventions de prestations intégrées portant concession d'aménagement :**

- Dijon Métropole – Saint-Apollinaire-Quetigny – Ecoparc Dijon Bourgogne (ZAC Parc d'Activités Économiques de l'Est Dijonnais)

- Dijon – Territoire Grand Sud

Lot 1 - Reconversion des friches militaires Etamat-Bonnotte-Minoteries (ZAC de l'Arsenal)

Lot 4 - Reconversion de l'ex site Unilever « ex –AMORA »

- Dijon – ZAC de la Fontaine d'Ouche – Opération d'Aménagement Cœur de Quartier

- Sennecey-les-Dijon - ZAC des Fontaines

- Dijon Métropole – Longvic/Ouges – Parc d'activités Beauregard

- Chenôve – Opération Kennedy

- Chenôve – Opération « Centralité »

- Dijon – Territoire Grand Est

Lot 1 – Ecocité « Jardin des Maraichers »

Lot 2 – Secteur Mont-Blanc 2

Lot 3 – Secteur Mont-Blanc 1

- Dijon – Fontaine d'Ouche -Quai des Carrières Blanches

- Dijon Métropole – Dijon – Territoire Grand Nord- Parc d'activités Économiques – Ecopôle VALMY

- Dijon Métropole – Technopôle Agro-Environnement Bretenière - Agronov

- Dijon Métropole – ZA Bressey-sur-Tille

- Corcelles-les-Monts – « Derrière les Jardins »

- Quetigny – Opération « Centralité »

- Dijon Métropole – Campus Métropolitain

- Magny-sur-Tille – Opération « Magny Village »

Conventions de prestations intégrées portant mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage :

- Région Bourgogne – Franche-Comté :

- o Le Creusot – Lycée Léon Blum - Restructuration globale

- o Charolles – Lycée Julien Wittmer – Construction d'un gymnase

- o Châtillon-sur-Seine – Lycée Désiré Nisard – Organisation des bâtiments

- o Mâcon – Lycée René Cassin – Restructuration des ateliers

- o Nevers – Lycée Pierre Bérégovoy – Reconstruction d'un bâtiment

- o Sens – Lycée Catherine et Raymond Janot – Restructuration de la ½ pension, Amélioration thermique, rénovation intérieure

- o Venoy – Lycée Agricole des Terres de l'Yonne – Construction d'une nouvelle stabulation

- Communauté Urbaine Creusot Montceau – réhabilitation du site Jaurès au Creusot – Projet Technopolitain

- Magny-sur-Tille – Réhabilitation de la salle polyvalente

Autres conventions de prestations intégrées :

- Fénay – Résidence seniors – Contrat d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour une nouvelle opération de construction

Conventions de prestations intégrées nouvelles**Notifiées en cours d'exercice :**

- Longvic – Quartier Valentin – Mandat d'études préalables

- Dijon – Territoire Grand Est - Lot 4 – Opération « Site des Poussots » - Concession d'aménagement

- Région Bourgogne – Lycée Hippolyte Fontaine à Dijon (21) – Restructuration des ateliers « Maintenance des automobiles », « Carrosserie » et « Structures métalliques » (bâtiments F

et B) - Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage

- Région Bourgogne – Franche-Comté – Lycée Mathias à Chalon-du gymnase y compris mur d'escalade - Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage
- Région Bourgogne - Franche-Comté – Lycée LA PRAT'S à Cluny (71) – Réfection de l'internat (bâtiment B) - Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage
- Chenôve – Opération « Vergers du sud » - Mandat d'études préalables sur la faisabilité d'une opération d'aménagement pour la reconquête du quartier « Vergers du sud »
- Région Bourgogne - Franche-Comté – Modernisation (construction neuve et réhabilitation) du CREPS à Dijon - Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage

Notifiée après la clôture de l'exercice :

- Région Bourgogne - Franche-Comté – Lycée Le Castel à Dijon (21) – Rénovation des bâtiments n°12 « Administration-externat » et 14 « Externat » - Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage

Conventions de prestations intégrées liquidées

En cours de liquidation durant l'exercice :

- Dijon – Territoire Grand Sud – réhabilitation de la Halle Bonnotte – mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage
- Dijon 35/37 rue des Ateliers – réhabilitation partielle d'un bâtiment – mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage
- Dijon Métropole – Construction d'un parking aérien en superstructure, rue de l'Hôpital à Dijon

Liquidée en cours d'exercice :

- Chenôve – Centre commercial Saint Exupéry – Portage immobilier, Gestion, Exploitation
- Plombières-les-Dijon – Les Bords de l'Ouche – Concession d'aménagement

Liquidée après la clôture de l'exercice :

Néant

RESULTATS FINANCIERS

Comptes établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur

Pour l'exercice 2019-2020, le rapport de gestion a été présenté en Assemblée Générale Ordinaire le 17 décembre 2020.

Les comptes ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur, applicables aux Sociétés d'Économie Mixtes Locales, et aux Sociétés Publiques Locales.

Dans le détail, les points suivants peuvent être notés s'agissant de la structure et non pas des opérations qu'elle mène.

Au cours de l'exercice clos le 30/06/2020, les produits d'exploitation se décomposent en deux types de produits :

► La rémunération perçue au titre des mandats et des autres produits :

- 316 K€ (contre 342 K€ l'an passé) de rémunération facturée par la société sur la convention de mandat de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Région de Bourgogne Franche-Comté et la Société principalement.
- 36 K€ de refacturation vers les opérations d'interventions de sous-traitants.

► La rémunération perçue au titre des opérations d'aménagement :

Les transferts de charges correspondent à la rémunération prélevée sur les comptes des concessions d'aménagement et s'élèvent pour l'exercice à 1.740K€ contre 1.267 K€ l'an passé.

L'analyse des postes de charges fait ressortir les points suivants :

Le montant du poste des traitements et salaires s'élève à 772.597 € pour 12 mois (contre 754.592 € pour l'exercice précédent) soit une variation de 18 K€ principalement due à la variation des droits à congés payés (effectif présent au 30/06/2020 – 16,80 ETP et effectif présent au 30/06/2019 – 15,40 ETP).

Sur décision de la direction et avis favorable du CSE, l'activité partielle a été mise en place dès le 1er jour de l'annonce du 1er confinement.

En fonction de l'activité de la Société et de la fermeture de la plupart de chantiers, la direction a mis en place l'activité partielle variant de 20 à 80% dans les différents services opérationnels de la société. Les services supports quant à eux n'ont pas été impactés.

Parmi les décisions prises par la direction, la rémunération de tous les salariés a été maintenue à 100%, quelles qu'aient été les aides de l'Etat.

Il a été fait droit à la totalité des demandes d'indemnités d'activité partielle de la SPLAAD auprès de la DIRECCTE, pour une somme totale de 26.160,60 €. Ainsi, la décision de maintenir les salaires à 100% n'a pesé que très faiblement sur les charges de la société (2.738,59 € de charges supplémentaires)

Le montant des cotisations et avantages sociaux s'élève à 405.681 € pour les 12 mois de l'exercice (contre 399.688 € l'an passé) soit une variation de 5.993 €.

Les charges externes s'élèvent à 273.628 € contre 300.885 € l'an passé. La baisse concerne de nombreux postes de charges de manière très diffuse. A noter un rappel d'assurance sur les années passées faisant augmenter ce poste de 24 K€.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint un total de 1.487.931€ sur 12 mois (contre 1.495.192 € pour l'exercice précédent) pour un total de produits d'exploitation de 2.098.637 € soit un résultat d'exploitation positif de 610.705 €.

Compte tenu du résultat financier négatif de 63.447 €, le résultat courant avant impôt s'élève à +547.259 €.

Après prise en compte du résultat exceptionnel positif de 5.893 €, et de l'absence d'impôt sur les sociétés à payer, les comptes annuels font apparaître **un résultat net s'élevant à 553.152,00 €** pour des capitaux nets après prise en compte du résultat de l'exercice de 2.631.571 €, hors prise en compte des subventions d'investissement des programmes pour un montant de 1.211.033 €, soit un total de capitaux propres de la structure et des programmes de 3.842.603 €.

o o o O O O o o o

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

PLAN DE DÉPLOIEMENT D'OUTILS NUMÉRIQUES DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES DE CHENÔVE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA VILLE DE CHENÔVE

La crise de la COVID-19, obligeant la communauté éducative au confinement, a été particulièrement révélatrice des inégalités d'accès au numérique, notamment dans les quartiers politiques de la ville. Dès le premier confinement, la continuité éducative a été difficilement efficiente, faute d'un accès pour tous les élèves à un matériel informatique et aux ressources pédagogiques pensées pour la classe à distance.

Pour lutter de manière pérenne contre la fracture numérique et l'illectronisme, la Ville de Chenôve a engagé, dès la fin du premier semestre 2020, un dispositif, en lien avec l'Éducation nationale et Dijon métropole (pour la partie numérique), pour permettre la préparation d'un kit numérique et scolaire de rentrée pour tous les élèves entrant en classe de CM1 et leurs enseignants, dans les six écoles élémentaires de Chenôve.

Il s'agit d'une mise à disposition, jusqu'à la fin du CM2, d'équipements dédiés, afin d'offrir à tous les écoliers un accès sécurisé aux outils et ressources numériques pour développer de nouveaux modes d'apprentissages et processus pédagogiques, en conformité avec les orientations définies par le ministère de l'Éducation nationale et déclinées au plan académique.

Afin de permettre une prise en main immédiate et simple d'utilisation pour les élèves, les enseignants et les parents, et après plusieurs consultations entre la Ville, la Métropole et l'Éducation nationale, il a été décidé de disposer du matériel de type « *Chromebook* », particulièrement adapté aux écoliers de par sa prise en main aisée et sa sécurité renforcée.

Une fois la mise en place de ce dispositif effectuée, des formations seront proposées par la Ville pour accompagner les parents et les enfants qui disposeront de cet outil numérique. Les enseignants ont été, quant à eux, formés par l'Éducation nationale. À l'issue de ces formations obligatoires, le matériel informatique pourra alors être emporté à domicile par les élèves.

L'ensemble des modalités relatives à la mise à disposition d'outils numériques dans les écoles publiques de Chenôve est détaillé dans la convention, jointe en annexe à la présente délibération.

Vu le projet de convention relative au plan de déploiement d'outils numériques dans les écoles publiques de Chenôve,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 18 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative au plan de déploiement d'outils numériques dans les écoles publiques de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Convention relative au plan de déploiement d'outils numériques dans les écoles publiques de Chenôve

Entre :

L'Éducation nationale,

représentée par Madame COQ, directrice académique des services de l'Éducation nationale

d'une part,

et

La Ville de Chenôve,

représentée par son maire agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2021, ou par délégation, par l'adjoint au Maire en charge de la Culture, de l'Éducation populaire et du Numérique pour tous.

d'autre part,

Considérant

Qu'il convient de définir les nouvelles modalités d'attribution et d'utilisation d'outils numériques au sein des écoles de Chenôve.

Il est convenu ce qui suit :

I. Attribution des équipements

Article 1 - Définition du plan d'équipement

- Les objectifs de ce plan consistent à :
- lutter contre la fracture numérique

- développer les usages du numérique dans les écoles élémentaires
- mettre à disposition des enseignants et des élèves à partir du CM1 et ce jusqu'à la fin du CM2, des équipements dédiés, afin d'offrir à tous les écoliers un accès sécurisé aux outils et ressources numériques pour développer de nouveaux modes d'apprentissages et processus pédagogiques, en conformité avec les orientations définies par le ministère de l'Éducation nationale et déclinées au plan académique
- lutter de manière durable contre l'illectronisme

Sa mise en place comprendra :

pour les enseignants et élèves de niveaux CM1 et CM2 :

- Un ordinateur portable de type Chromebook, modèle ACER SPIN 311
- Un chargeur de batterie et son câble d'alimentation
- Une housse de protection
- Un identifiant de connexion (nom, mot de passe) qui donne accès au Chromebook et aux ressources qu'il permet d'utiliser, notamment :
 - l'accès Internet et la consultation de sites Web (aucune clé 4G n'est intégrée à l'appareil et cela suppose que la famille possède un accès internet)
 - un espace de stockage partagé, sur Internet
 - des logiciels éducatifs et pédagogiques adaptés

Article 2 - Phases ultérieures du plan d'équipement

Ce plan d'équipement initial est susceptible de faire l'objet ultérieurement de déploiements complémentaires de matériels.

Article 3 - Sécurité des élèves et des équipements

Conformément à la circulaire N°2004-035 du 18-02-2004 publiée dans le Bulletin Officiel de l'Éducation nationale n°9 du 26 février 2004, les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour la protection des mineurs dans le cadre de l'usage de l'internet à l'école :

- les écoles accèdent à internet en utilisant le serveur proxy académique. Ce service permet un contrôle a priori des accès, par filtrage des sites s'appuyant sur les « listes noires » nationales et sur l'analyse de leur contenu textuel, et un contrôle a posteriori grâce à l'enregistrement de l'historique des connexions de chaque école
- une charte est signée par l'élève et le/les parents d'élèves ou tout autre tuteur légal. Dès les premières séances d'utilisation d'internet, les élèves sont sensibilisés aux particularités d'internet et éduqués à une utilisation raisonnée en toute sécurité au sein de leur groupe classe par leur professeur
- chaque Chromebook™ est sérigraphié Ville de Chenôve et identifié à l'aide d'une étiquette permanente infalsifiable

- le Chromebook est intégré dans un environnement de gestion centralisée qui assure la sécurisation à distance de l'appareil. Cet environnement est accessible à la direction du Numérique de Dijon Métropole, à la Ville de Chenôve et aux services de l'Éducation nationale de l'Académie de Dijon. Il permet d'effectuer, à distance :
 - le contrôle des ressources numériques disponibles sur le Chromebook
 - Le verrouillage de l'appareil à distance
 - La remise à zéro du Chromebook™ et la suppression de toutes les données qu'il contient

Comme tout traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans une école, il doit faire l'objet d'une inscription sur le registre des activités de traitement tenu par le responsable du traitement, à savoir la directrice académique des services de l'éducation nationale (DASEN), agissant sur délégation de la rectrice d'académie.

Article 4 - Le comité de pilotage

Le comité de pilotage existant sera reconduit et se réunira de façon régulière au moins une fois par an, ou de manière ponctuelle à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. Sa composition et ses missions sont définies et précisées ci-dessous.

Composition

Le comité de pilotage est composé de :

- du maire de la Ville de Chenôve ou de son représentant ;
- des trois élu.es respectivement en charge l'Éducation, le Numérique pour tous et de la lutte contre la fracture numérique ;
- de l'inspectrice de l'éducation nationale de la circonscription de Chenôve ;
- de madame la directrice de cabinet ou de son représentant ;
- du directeur général des services de la Ville de Chenôve ;
- de la directrice de communication ou de son représentant ;
- du directeur du service Enfance Education de la Ville de Chenôve ou de son représentant ;
- du directeur du numérique de Dijon métropole ou de son représentant ;
- du conseiller pédagogique départemental au numérique éducatif ;
- de l'enseignant référent pour les usages du numérique ;
- du pilote du projet ;

Missions

Il recueille toutes informations, diligente, contrôle et donne tout avis utile à la mise en place des équipements et à leur utilisation. Pour ce faire il peut :

- si besoin, procéder aux ajustements nécessaires au dispositif de renouvellement des équipements
- définir les orientations de travail tant au niveau du plan en cours que de ses développements ou adaptations ultérieures

II. Accompagnements

Article 5 - Conditions d'utilisation

La Ville de Chenôve pourra autoriser l'utilisation des équipements en dehors du temps scolaire dans des conditions compatibles avec la charte signée par l'élève et le/les parents d'élève ou tout autre tuteur légal.

Article 6 - Formation

Une formation à l'utilisation des Chromebook™ est donnée aux enseignants des écoles élémentaires en amont de la distribution par la circonscription de l'éducation nationale.

Une formation à l'utilisation des Chromebook™ est obligatoirement donnée aux parents d'élève ou tout autre tuteur légal par la Ville de Chenôve avant que l'élève puisse sortir le matériel de l'enceinte de l'école élémentaire à laquelle il est scolarisé.

Le suivi de la formation et de l'utilisation du matériel dans les écoles sera effectué par la ville de Chenôve en lien avec la direction du numérique de Dijon métropole, le conseiller pédagogique départemental au numérique éducatif et de l'enseignant référent pour les usages du numérique.

Article 7 – Maintenance

La maintenance technique des équipements, c'est à dire le bon fonctionnement des matériels et leur système d'exploitation, ainsi que le bon fonctionnement de l'accès Internet et du réseau informatique de chaque école, sera assurée par la direction du numérique de Dijon métropole, en lien avec la ville de Chenôve et les services de l'Éducation nationale de l'académie de Dijon.

Le matériel acquis ou cédé en dehors de ce plan d'équipement échappe à la présente convention.

Article 8 – Durée de la convention

La validité de cette convention est établie pour la durée d'utilisation des équipements précités.

Article 9 – Résiliation

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties après un délai de prévenance de trois mois, au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Les matériels informatiques seront alors restitués à la Ville de Chenôve et aucune indemnité ne sera due dans ce cadre.

Article 10 – Dispositions diverses

Toute modification aux précédentes dispositions fera l'objet, après accord entre les parties, d'avenants après un délai de prévenance de trois mois.

Signée, en deux exemplaires originaux.

À Chenôve, le

Pour l'Education nationale La Directrice académique des services de l'Éducation nationale	Pour la Ville de Chenôve Le Maire
Pascale COQ	Thierry FALCONNET

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_024

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

TRANSFERT DU POINT INFORMATION JEUNESSE (P.I.J.) DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE À LA VILLE DE CHENÔVE

Par délibération n° 104 du 12 juillet 2011, le Conseil municipal de Chenôve avait autorisé la création d'un Point Information Jeunesse (P.I.J.), en affiliation avec le Centre Régional Information Jeunesse (C.R.I.J).

Le Point Information Jeunesse est un lieu dédié notamment aux jeunes Cheneveliers, où l'accès à l'information est libre, l'auto-documentation pratiquée et l'accueil anonyme.

Ses principaux objectifs :

- structurer et centraliser l'information Jeunesse,
- développer l'autonomie et la responsabilité des jeunes,
- informer les jeunes sur la santé, l'emploi, la formation, les loisirs, la mobilité,
- favoriser l'insertion des jeunes,
- permettre aux jeunes d'avoir une démarche citoyenne,
- orienter vers les différents services municipaux et les structures d'informations compétentes qui peuvent apporter des réponses aux besoins du public.

Au courant de l'année 2017, le Point Information Jeunesse a été transféré au Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Chenôve.

Dans le cadre de la nouvelle impulsion donnée à la politique jeunesse, passant notamment par la création d'une direction de la Jeunesse, il est proposé de transférer le Point Information Jeunesse du C.C.A.S. à la Ville et ce, afin de coordonner au mieux les différents

acteurs intervenant auprès des jeunes. L'agent rattaché à ce service fera donc l'objet d'une mutation à compter du 1^{er} mai 2021.

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 18 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser le transfert du Point Information Jeunesse (P.I.J.), du C.C.A.S. à la Ville de Chenôve,

ARTICLE 2 : De créer un poste d'adjoint d'animation afin de procéder à la mutation, le tableau des effectifs en sera ainsi modifié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

PARTICIPATION DE LA VILLE DE CHENÔVE À UN PROJET D'EXPÉRIMENTATION D'UNE INTERVENTION SOCIALE ET ÉDUCATIVE RENFORCÉE DE PROXIMITÉ POUR PRÉVENIR LA RÉCIDIVE

Dans le cadre de la Loi de programmation 2018-2020 et de la réforme de la Justice, les services territoriaux de la Justice et notamment le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Côte-d'Or (SPIP 21) ont souhaité travailler avec la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT) autour de la mise en œuvre d'une expérimentation relative à une intervention sociale et éducative renforcée.

Cette expérimentation a pour objectif de prévenir la récidive des personnes placées sous main de justice et de tenter ainsi de conduire vers la sortie de la délinquance celles et ceux considérés les plus à risque compte tenu de passages à l'acte réitérés et pour lesquels les prises en charge antérieures « traditionnelles » ont échoué, qu'elles soient judiciaires, socio-éducatives, médicales, etc.

D'une durée de 12 mois, de septembre 2020 à septembre 2021, ce projet novateur sur le plan départemental, porté par la SDAT, concerne 20 personnes. Il se concentre uniquement sur le territoire de Dijon métropole, plus particulièrement sur les territoires prioritaires dans un premier temps.

Ce projet fera l'objet d'une évaluation destinée à mesurer son efficacité et à envisager sa possible extension par la suite aux 23 communes de Dijon métropole.
Son coût global est estimé à 179 907 €.

La Ville de Chenôve et son CCAS sont investis depuis de nombreuses années sur les

champs de l'intervention sociale et de l'insertion, la SDAT étant dans ces domaines essentiels un partenaire majeur, au soutien des publics difficiles et de leur nécessaire prise en charge adaptée.

Par ailleurs, la Ville de Chenôve a souhaité créer dès septembre 2015 une direction à part entière de la Tranquillité publique dans le cadre d'une politique qui se veut équilibrée et la plus globale possible.

De ce point de vue, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Côte-d'Or représente un acteur incontournable du dispositif partenarial mis en place, en particulier s'agissant des personnes placées sous main de justice et ayant déjà été condamnées. Il en est ainsi pour l'accueil au sein des services municipaux des personnes devant accomplir des travaux d'intérêt général (T.I.G.).

La Ville de Chenôve, via sa direction de la Tranquillité publique et au travers notamment de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), pourrait d'ailleurs être « prescripteur » de ce nouveau projet.

Le SPIP et la SDAT ont sollicité différentes collectivités territoriales de Dijon métropole pour accompagner concrètement ce projet, en complément des autres financements existants (Ministère de la Justice/Administration Pénitentiaire – Fonds Interministériels de Prévention de la Délinquance – Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives).

À ce titre, la Ville de Chenôve est sollicitée pour participer financièrement à ce projet, à hauteur d'une subvention de 3 000 € qui sera versée à la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT).

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 18 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention d'un montant de 3 000 € à la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail dans le cadre du projet d'expérimentation d'une intervention sociale et éducative renforcée de proximité pour prévenir la récidive, tel qu'explicité ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme CARLIER

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_025-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_026

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LA MUSIQUE MUNICIPALE DE CHENÔVE

Le paysage musical français puise sa vitalité et sa richesse notamment dans les pratiques en amateur. La qualité de l'enseignement des Conservatoires se double et se complète de la mobilisation du tissu associatif. Le territoire de Chenôve est animé grâce à la présence sur son territoire depuis plus de 150 ans de la Musique Municipale de Chenôve (M.M.C.).

Par délibération du 5 février 2018, la commune de Chenôve et la M.M.C sont liées par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens d'une durée de trois ans, à la date de signature de la convention, le 5 février.

Dans ce cadre, la commune de Chenôve attribue chaque année à la M.M.C. une subvention de 41 340 €.

Malgré l'engagement et la mobilisation de ses membres, l'activité de la M.M.C. est actuellement fortement perturbée par la crise sanitaire que nous traversons. La commune de Chenôve a maintenu son engagement et son soutien pour accompagner au mieux l'association. Les conditions ne permettant pas d'évaluer sereinement la convention et d'arrêter ensemble les nouveaux objectifs du partenariat, il est proposé au Conseil municipal d'étendre la durée de la présente convention jusqu'au 31 décembre 2021.

La subvention versée étant supérieure à 23 000 €, conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il y a donc lieu de signer une convention de partenariat entre la commune de Chenôve et la

M.M.C. qui sera valable jusqu'au 31 décembre 2021.

La convention de partenariat, jointe à la présente délibération, maintient l'esprit et la lettre de la convention.

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le projet de convention entre la commune de Chenôve et la M.M.C., joint en annexe,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la commune de Chenôve et la Musique Municipale de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Convention de partenariat

Entre

La commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier – 21300 Chenôve

Tél. : 03.80.51.55.00

Code APE : 751A – N° SIRET : 212 101 661 000 16

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020.

Et

La Musique Municipale de Chenôve – Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

7 rue de Longvic – 21300 Chenôve

Téléphone : 03.80.52.23.83 Courriel : mmc21300@gmail.com

Représentée par son président Monsieur Fabien CHATEAU, mandaté à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du 15 novembre 2017 et désignée sous le terme **la MMC**

Préambule

Le paysage musical français puise sa vitalité et sa richesse notamment dans les pratiques en amateur. La qualité de l'enseignement des Conservatoires se double et se complète de la mobilisation du tissu associatif. La commune de Chenôve est mobilisée grâce à la présence sur son territoire depuis 150 ans de la Musique Municipale de Chenôve. La commune de Chenôve porte un service public d'enseignement artistique, le Conservatoire à Rayonnement Communal de musique, de danse et de théâtre (CRC) de Chenôve s'inscrit pleinement dans le Schéma National d'Orientation Pédagogique de l'enseignement initial de la musique (SNOP) et le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques de Côte d'Or (SDEA).

La Ville de Chenôve et la Musique Municipale sont mobilisées au quotidien pour que la vie musicale soit la plus stimulante et épanouissante possible au bénéfice des habitants de Chenôve et avec l'utopie partagée de former, selon la formule de Marcel Landowski, des « Mélomanes actifs et citoyens ».

La Musique Municipale de Chenôve

Issue des mouvements orphéoniques du XIX^{ème} siècle imprégnés des grands principes de l'Education Populaire, la MMC est un acteur culturel important de la vie locale. Elle s'est donnée pour mission d'affirmer la spécificité de l'orchestre d'harmonie d'aujourd'hui, en promouvant un répertoire original et attractif, ouvert à toutes les formes musicales et à tous les publics.

La commune de Chenôve

La commune de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition au bénéfice de ses habitants. Le domaine musical fait ainsi l'objet d'un soutien important de la part de la commune à travers une politique ambitieuse d'enseignement artistique portée par son CRC. L'objectif principal étant la formation des musiciens amateurs à travers des enseignements individuels ou des pratiques collectives favorisant l'ouverture au monde, la créativité mais également l'épanouissement personnel.

De plus, la commune de Chenôve accorde une attention toute particulière au soutien de la vie associative, en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations.

Fiers des valeurs partagées et suite au terme de la précédente convention, il convient de fixer un nouveau cadre partenarial rappelant les actions et responsabilités des partenaires et présentant les engagements réciproques entre la commune de Chenôve et la MMC.

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, la MMC s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les programmes d'actions suivant :

1. Rendre accessible au plus grand nombre la pratique musicale en orchestre d'harmonie par l'intégration des plus jeunes au sein de cette « société » musicale intergénérationnelle, tout en préservant la qualité musicale de l'orchestre, véritable ambassadeur de la commune de Chenôve.
2. Participer aux événements et cérémonies officiels de la cité visant à alimenter le nécessaire devoir de mémoire en lien avec la commune de Chenôve, conformément à l'histoire de la MMC et dans le cadre des traditions républicaines pour une part fondatrices de l'orchestre.
3. Développer et renouveler son public par des actions en cohérence avec la sociologie de la population communale en accord avec le projet urbain et culturel de la commune de Chenôve.

Dans ce cadre, la commune de Chenôve s'engage à soutenir financièrement la MMC dans la réalisation de ces trois objectifs. La commune de Chenôve n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2021. Elle prend effet à compter de sa signature. A son terme et à partir des propositions présentées à l'issue d'une évaluation globale établie dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention, une nouvelle convention pourra être signée.

Article 3 - Conditions de détermination du coût de l'action

3.1 Le coût total estimé éligible de l'ensemble des programmes d'actions sur la durée de la convention est évalué à 41 340€ pour cette année, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe I

3.2. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel des programmes d'actions indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de la commune de Chenôve, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3. Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme, à savoir notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action et dépensés par la MMC,
- Et le cas échéant, les coûts indirects éligibles comprenant les coûts variables, communs à l'ensemble des activités de l'association et les coûts liés aux investissements ou aux infrastructures, nécessaires au fonctionnement du service.

3.4. Lors de la mise en œuvre de chaque programme d'actions, la MMC peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges retenues à l'intérieur d'un même programme. Cette adaptation des dépenses doit l'être dans le respect du montant total des coûts retenus mentionné au point ci-dessus et ne doit pas être substantielles.

La MMC notifie ces modifications à la commune de Chenôve par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la commune de Chenôve de ces modifications.

Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière

Dans le cadre de la présente convention, la commune de Chenôve contribue financièrement pour un montant annuel aux coûts des actions de l'association retenus sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Pour l'année 2021, cette contribution s'élèverait à 41 340 € équivalent à 72.9 % du montant total estimé es coûts retenus sur l'année.

La MMC pourra annuellement proposer des actions nouvelles ou des modifications d'actions qui donneront lieu à des avenants à la présente convention.

La contribution financière de la commune de Chenôve n'est applicable que sous réserve des conditions suivantes :

- Le vote des crédits par le conseil municipal,
- Le respect par l'association des obligations mentionnées à la présente convention, sans préjudice de l'application des articles 13 et 14,
- La vérification par la commune que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 11.

Article 5 - Modalité de versement de la contribution financière

Pour des facilités de gestion, la subvention de fonctionnement sera versée selon trois acomptes de chacun un tiers de la somme globale selon le calendrier suivant :

- 1^{er} acompte versé le 1er avril 2021,
- 2^{ème} acompte versé le 1er juin 2021,
- Le solde annuel versé le 1er octobre 2021.

Article 6 - Aides en nature

Au titre de la communication, la commune de Chenôve s'engage également à organiser deux campagnes de communication par an, dont le montant pour la durée de la présente convention est estimé à 2 600 €.

La MMC bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux de la Maison de la Vie Associative et du Cèdre comprenant :

- une salle de répétition de 189.34 m²
- deux bureaux respectivement de 17, 88m² et de 17.90m²
- un office de 23.69 m²
- un local de stockage de 17.65 m²

Soit un total de 266.46 m² de locaux mis à disposition

Le montant pour la durée de la présente convention est estimé à 19 984.50 € par an.

L'association bénéficiera également de la mise à disposition gracieuse du Cèdre pour deux représentations dont la répétition générale, soit 5 jours hors coûts techniques et de sécurité qui resteront à la charge de la MMC pour une valeur de 14 300 €.

Les conditions de mise à disposition sont définies en annexe II.

Article 7 – Mise en œuvre des objectifs de la MMC

La commune de Chenôve s'engage à faciliter la mise en œuvre des objectifs de la MMC grâce à la mobilisation des enseignants du conservatoire. En effet, dans le cadre de leur fonction au sein du conservatoire, les enseignants ont naturellement un rôle d'appui pédagogique et de soutien aux pratiques amateurs.

Les enseignants du conservatoire participant aux activités de la MMC interviennent en tant que soutiens pédagogiques et de relais auprès des élèves.

Ce travail musical peut prendre différentes formes à déterminer entre la MMC et les enseignants (répétitions partielles, travail de détail...). Le temps consacré à ce suivi des pratiques amateurs est défini dans le projet commun entre le conservatoire et la MMC.

Les enseignants doivent encourager les élèves du conservatoire à la pratique musicale collective, leur faire connaître notamment l'existence de la MMC.

Article 8 - Justificatifs

La MMC s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre la commune de Chenôve et la MMC. Il est en outre accompagné d'une comptabilité analytique par programme d'actions. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 9 - Instance de concertation

Une commission mixte composée :

- de membres du Conseil d'Administration de la MMC :
 - o du Président ou de son représentant,
 - o autres membres,
- de la commune de Chenôve :

- du Maire ou de son représentant,
- du Directeur des Affaires Culturelles, du Directeur du CRC.

Cette instance a pour objectif le suivi de l'application et du respect de la convention et de garantir un dialogue régulier et constructif entre la MMC et la commune de Chenôve.

Pour veiller à une cohérence des pratiques musicales et pédagogiques, la M.M.C sollicitera l'avis du Directeur du C.R.C .

La commission mixte se réunit au minimum une fois par an et chaque fois que l'une ou l'autre des parties le demande.

Article 10 - Evaluation

La MMC s'engage à fournir, au moins trois mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des programmes d'actions dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

La commune de Chenôve procède, conjointement avec la MMC, à l'évaluation des conditions de réalisation des programmes d'actions à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. A cet effet, la MMC présente notamment à la commune de Chenôve les taux de consommation de la subvention par programme d'actions.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact des programmes d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général local.

Article 11 – Contrôle de la commune de Chenôve

La commune de Chenôve contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des objectifs.

La commune de Chenôve peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la commune de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. La MMC s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 12 – Autres engagements

La MMC, soit communique sans délai à la commune de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

La MMC s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la commune de Chenôve dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la MMC, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la commune de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la MMC sans l'accord écrit de la commune de Chenôve, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la MMC et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune de Chenôve en informe la MMC par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 15 - Règlement des litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Dijon.

Fait en deux exemplaires originaux

A Chenôve le 28 mars 2021

Pour la commune de Chenôve

Le Maire de Chenôve



Monsieur Thierry FALCONNET

Pour l'Association Musique Municipale de Chenôve

Le Président,

Monsieur Fabien CHATEAU

ANNEXE I : Budget prévisionnel global du programme d'actions

CATEGORIES DE REVENUS	
Recettes diverses	
Total des recettes diverses	0
Recettes de manifestations	
Programmes	2 000
Buvette	600
Total des recettes de manifestations	2 600
Recettes de fonctionnement	
Cotisations	2 310
Location instruments	150
Subvention Mairie	41 340
Subvention conseil régional	5 000
Subvention conseil départemental	5 000
Total des recettes de fonctionnement	53 800
Revenues de placement	
Intérêts	250
Total des revenus de placement	250
TOTAL DES CATEGORIES DE REVENUS	56 650

CATEGORIES DE DEPENSES	
Dépenses de fonctionnement	
Abonnements	436
Assurances	1 083
Entretien matériel	173
Papeterie bureautique	1 486
Salaires	21 689
Total des dépenses de fonctionnement	24 867
Dépenses de manifestations	
Alimentaire	4 390
Cachets	7 782
Cotisation SACEM	72
Déco costumes	0
Location matériel	4 368
Location de salle sécurité	1 750
Mise en scène	0
Remboursements de frais	260
Dépenses manifestations non affectées	497
Total des dépenses de manifestations	19 119
Divers	
Cadeaux	864
Total des dépenses diverses	864
Equipements	
Matériel	500
Partitions	2 300
Total des équipements	2 800
Frais bancaires	
Cotisation CB	110
Timbres	74
Frais de gestion	257
Frais bancaires non affectés	59
Total frais bancaires	500
Stages	
Repas - Hébergement	6 816
Carburant Autoroute	264
Transport	1 420
Total Stages	8 500

**TOTAL DES
CATEGORIES DE
DEPENSES**

56 650

ANNEXE II : Convention de mise à disposition de locaux et de matériel entre la commune de Chenôve et la MMC

Convention de mise à disposition de locaux de la Maison de la Vie Associative

Entre

La commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier
21300 CHENOVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020.

N° Siret : 21210166100016

Ci-après dénommée Le propriétaire,

Et

Association Musique Municipale de Chenôve

7 rue de Longvic
21300 CHENOVE

Représentée par M. Fabien CHATEAU, agissant en qualité de Président,

Tel : 03.80.52.23.83

N° Siret : 320 032 063 00010

Ci-après dénommée Le preneur,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Modalités de mise à disposition des locaux

1.1 Le lieu :

Le propriétaire met à disposition du preneur les locaux suivants :

- Local n° 01 – Niveau 0 – 17,65 m²
- Local n° 02 – Niveau 0 – 23,69 m²
- Local n° 03 – Niveau 0 – 17,90 m²
- Local n° 04 – Niveau 0 – 17,88 m²
- Local n° 05 (salle de répétition) – Niveau 0 – 189,34 m²

situés au sein de la Maison de la Vie Association – 7 rue de Longvic – 21300 CHENOVE.

Le bien est mis à disposition dans son état actuel que **le preneur** déclare bien connaître.

1.2 Jours et horaires d'occupation :

7j/7 de 9h00 à 00h00, vacances scolaires et jours fériés compris.

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021



ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_026-DE

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

Le preneur s'engage à respecter le règlement intérieur en vigueur de la Maison de la Vie Associative. Il devra donc notamment communiquer à la commune sa déclaration de statut d'association à but non lucratif faite en préfecture ainsi que sa publication au Journal Officiel des associations.

Le preneur utilisera le bien conformément à sa destination, à savoir :

- le local n° 05 comme une salle de répétition,
- le local n° 04 comme un office, un bureau et un espace de stockage,
- le local n° 03 comme un bureau,
- les locaux n° 01 et 02 comme un espace de stockage.

Le preneur s'assure de rendre les locaux dans le même état de propreté qu'à son arrivée.

Le preneur répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers. **Le preneur** supporte toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

Le preneur s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.

Le propriétaire est tenu de délivrer le local en bon état d'usage et de réparation de toute sorte. Il s'engage à effectuer les grosses réparations du bien conformément aux dispositions prévues par le code civil.

S'agissant du local n° 05 du niveau 0 de la MVA, ayant une issue de secours, il convient de respecter, notamment pour des raisons de sécurité, les consignes suivantes :

- Ne jamais fermer à clé la salle,
- Accéder à la sortie de secours seulement pour des raisons de sécurité, étant précisé que le passage ne se fait qu'entre les quatre piliers.

Toute infraction constatée fera l'objet d'un signalement au propriétaire qui prendra les dispositions nécessaires.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2021 en lien avec la convention de partenariat. Elle prendra effet à compter de sa signature.

Article 4 : Conditions financières

Les locaux susvisés sont mis à disposition **du preneur** à titre gracieux. Ce dernier s'engage à concourir, en qualité d'association à but non lucratif, à la satisfaction d'un intérêt général, et pourra, sur demande du propriétaire communiquer : les membres du conseil d'administration, les membres du bureau, les statuts, les procès-verbaux d'assemblées générales, les résultats d'activité, les comptes rendus financiers ou tout autre document relatif à un éventuel changement.

Article 5 : Cession, sous-location

Il est interdit au **preneur** :

- de concéder la jouissance du bien à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou onéreux, notamment par sous-location ou mise à disposition,
- de céder le bénéfice de la présente convention, en tout ou partie.

Article 6 : Assurances - Conditions d'occupation

Le preneur s'engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l'occupation du bien, couvrant les dégâts causés aux personnes, aux biens mobiliers et immobiliers par les risques d'incendie, les dégâts des eaux, les attentats et les explosions. Il produira dès la signature de la présente convention ainsi qu'à chaque échéance, **au propriétaire**, les attestations d'assurances correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d'en faire la demande.

Le propriétaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 7 : Refus de mise à disposition de salle ou d'espace collectif

Le propriétaire peut refuser la mise à disposition de salle ou d'espace collectif selon les trois nécessités exposées par l'article L2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui sont les suivantes :

- l'administration des propriétés communales,
- le fonctionnement des services,
- le maintien de l'ordre public.

Article 8 : Etat des lieux – Remise des clés

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, **le preneur** déclarant bien connaître les lieux pour les avoir visités.

Afin de permettre l'accès aux locaux qui font l'objet de la présente convention, **le propriétaire** remet un nombre de clés précis au **preneur** lors de la mise à disposition des locaux. Le « formulaire remise des clés » est alors signé par **le preneur**.

Aucune duplication de ces clés ne pourra être réalisée sans l'accord préalable et exprès du **propriétaire**.

Article 9 : Résiliation - Fin anticipée de la convention

Si l'une des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention, passé un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties est possible quel qu'en soit le motif dans le respect d'un préavis de deux mois.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le preneur doit rendre les clés au plus tard le dernier jour de l'expiration de la convention.

Il est précisé que compte-tenu de la complexité que **le propriétaire** rencontre à mettre des locaux à disposition des associations, en cas d'évolution de la situation, et pour motifs d'intérêt général, la commune de Chenôve pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **le preneur** et **le propriétaire** ne sera aucunement tenu de trouver un nouveau local au **preneur**.

Article 10 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve,
Le 28 mars 2021

En deux exemplaires originaux

Pour la commune de Chenôve

**Pour le Maire,
L'adjoint délégué**



Monsieur Ludovic RAILLARD

**Pour l'Association Musique Municipale de
Chenôve**

Le Président,

Monsieur Fabien CHATEAU

ANNEXE III : PROGRAMME D' ACTIONS

1. Rendre accessible au plus grand nombre la pratique musicale en orchestre d'harmonie				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
20 400 €	15 680 €	%	76,86%	37,93%

2. Participer aux événements et cérémonies officiels				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
8 000 €	1 600 €	%	20,00%	3,87%

3. Développer et renouveler son public				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
28 250 €	24 060 €	%	85,17%	58,20%

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_027

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE

Le Comité International Olympique ayant reconnu le breaking comme discipline olympique, la Fédération Française de Danse est chargée de mettre en œuvre les sélections nécessaires à la constitution de la prochaine équipe de France.

Dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques Paris 2024, et en étroite collaboration avec la Fédération Française de Danse, l'association Figure2Style est chargée par la Fédération Française de Danse d'organiser la 1^{re} qualification Grand Est Breaking.

Figure2Style étant un acteur incontournable du breakdance à l'échelle communale, régionale mais aussi nationale, l'association sollicite la mise à disposition gracieuse du Cèdre pour l'accueil de cette manifestation (un jour de montage et un jour d'exploitation), soit le vendredi 16 et le samedi 17 avril 2021. En cas de report pour contraintes sanitaires, les dates de mise à disposition seraient les vendredi 2 et samedi 3 juillet 2021.

L'accueil d'une telle manifestation, alliant sport et culture, est une formidable opportunité pour créer une dynamique de promotion de la pratique sportive, de l'olympisme au bénéfice de tous les publics de Chenôve et particulièrement des jeunes. La semaine précédant la qualification sera consacrée à de nombreux ateliers, démonstrations et débats dans le respect des contraintes sanitaires.

Pour l'organisation de cet événement, l'association Figure2Style sollicite une subvention exceptionnelle de 6 000 €. Le budget global de l'opération est estimé à 38 670 €.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Administration générale, Finances, Vie de

la cité, Culture en date du 17 mars 2021,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 18 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De mettre à disposition gracieusement le Cèdre pour deux journées permettant l'accueil de la 1^{re} qualification Grand Est Breaking,

ARTICLE 2 : De verser une subvention exceptionnelle de 6 000 € à l'association Figure2Style pour l'organisation de cet événement aux conditions précédemment exposées,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Convention de Projet

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_027-DE

SLO

Entre :

La commune de Chenôve,

2 place Pierre Meunier

21300 Chenôve

N° Siret : 212 101 661 00016

Code APE : 8411Z

TVA intracommunautaire : FR30 212 101 661

N°s de licences de spectacles : 1-1122498 / 2-1090931 / 3-1090932 détenues par Monsieur Thierry FALCONNET, Maire de Chenôve,

Représentée par Monsieur Léo LACHAMBRE, agissant en qualité d'adjoint aux Affaires culturelles, mandatée à cet effet par arrêté du maire N° ARR_2020_257, en date du 15 décembre 2020,

Et

Association Figure2Style

9, Esplanade de la République

21300 CHENOVE

Tel : 06.48.12.17.47

N° Siret : 441 283 488 00043

Code APE : 8559B

Représenté par Monsieur EZZOUBI MOUNIR, en qualité de Président.

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

- A. L'Association Figure 2 style, dûment mandatée par la Fédération Française de Danse, s'engage à intégrer le dispositif « Centre de préparation aux Jeux » et organiser en conséquence, les événements liés à celui-ci**
- B. La Ville de Chenôve, s'engage à soutenir l'association dans sa démarche d'intégrer le dispositif « centre de préparation aux jeux » dans la discipline Breaking, et à soutenir l'association dans les événements liés à celui-ci**

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les actions portés par l'association Figure 2 style et la Ville de Chenôve, dans le cadre du label « Terre d'accueil JO 2024 ». La Ville de Chenôve ayant déjà obtenu ce label, différentes actions dans la discipline Breaking peuvent être associé au dispositif « Centre de préparation »

L'association s'engage à mettre en œuvre des actions, en cohérence avec les orientations de la Fédération Française de Danse, selon les dimensions suivantes : sportives, éducatives, inclusives et culturelles.

Article 2 – Obligations de la Ville de Chenôve

La ville de Chenôve s'engage à :

- Inscrire la discipline « Breaking » dans le dispositif « Centre de préparation aux jeux »
- Mettre à la disposition de l'association les moyens matériels et espaces nécessaires au bon déroulement des événements à venir tels que :
 - la salle de spectacles du Cèdre
 - les salles orchestre, modulable, et salle de danse classique du C.R.C
- Accompagner techniquement l'association dans la réalisation de son projet sur les points suivants :
 - Aide sur la partie administratif (autorisation Préfectorale, demande de subventions, rédaction conventions, compte-rendu réunion ...)
 - Soutien logistique du régisseur du Cèdre pour les qualifications
- Proposer un plan de communication des divers événements
- Verser une subvention de 6000€ à l'association pour contribuer à la réalisation de ce projet

Article 3 – Obligations de Figure 2 style

L'association s'engage à :

1/ Organiser une semaine de Breaking lors de la période des vacances de Pâques avec les actions suivantes :

- Ateliers d'initiation à la danse Breaking auprès des publics enfants des accueils de loisirs et jeunes de « La Fabrique »
- Promouvoir les danses urbaines dans le cadre d'un spectacle de rue dans la Métropole Dijonnaise avec les élèves de l'école de danse
- Organiser les qualifications régionales « Grand Est » dans le cadre du mandat avec la Fédération Française de Danse.

2/ Porter des projets de valorisation de la danse Breaking selon les orientations définies par le dispositif « Terre de jeu 2024 », définit comme suit :

- Participer à l'organisation d'épreuves sélectives dans la discipline (Championnat)
- Proposer des animations régulières sur les temps scolaires et/ou périscolaires (cycle d'initiation/perfectionnement)
- Proposer des actions ciblées dans le cadre de la réussite éducative
- Sensibilisation au sport santé
- Interventions orientées sur l'acceptation de la différence, la mixité, le handicap
- Proposer des actions permettant l'accès à la culture

3/ Valoriser la ville de Chenôve comme partenaire de l'ensemble des dispositifs précités ;

- En valorisant le partenariat sur l'ensemble des dispositifs de communication ;
- En associant la ville à l'ensemble des instances préparatoires

Article 4 – Dispositions relatives au contexte sanitaire

Dans le cadre du contexte sanitaire actuel et dans le respect des consignes portées par la Fédération Française de Danse, un protocole sanitaire très strict a été défini selon les modalités suivantes

- Désinfection systématique des espaces utilisés
- Port du masque obligatoire
- Nettoyage des mains au gel hydro-alcoolique obligatoire
- Espace dédiés pour les entraînements avec mesures de distanciation importantes
- Convocation des participants aux qualifications sur des créneaux horaires définis
- Présentation d'un test antigénique négatif obligatoire pour participer à la qualification
- Autorisation d'un seul accompagnant par participant

D'une manière générale, le protocole sanitaire qui sera validé lors de la déclaration à la préfecture, sera appliqué dans tous les locaux du Cèdre

Article 5 – Calendrier

1. La semaine du Breaking, ainsi que la qualification Régionale, pourrait être organisée selon le calendrier suivant :
 - Semaine du 12 au 17 avril 2021,
 - Dans le cas d'un refus par la préfecture, l'organisation serait reportée sur la semaine du 28 juin au 06 juillet dans le cadre du festival « Bonb'Hip Hop »,
 - Une troisième option pourrait être envisageable en octobre, en concertation avec la FFD.
2. Concernant les autres actions liées au dispositif, il conviendra d'établir un calendrier spécifique de 2021 à 2024

Article 7 – Instance de concertation

Sous l'autorité de Monsieur l'Adjoint à la Culture, à l'éducation populaire et au numérique pour tous, un comité technique pourrait être composée des membres suivants :

- Président de l'association
- Directeur des affaires culturelles
- Représentant de l'école de danse
- Coordinatrice administrative de la DAC

Cette instance a pour objectif le suivi de l'application et le respect de la présente convention et de garantir un dialogue régulier et constructif entre l'association « Figure2Style » et la Ville de Chenôve. Ce comité technique se réunira une fois par mois jusqu'à la semaine du Breaking, et deux fois par an pour les autres actions. Une réunion technique en comité plus restreint aura lieu chaque semaine jusqu'à l'évènement de la qualification en Avril ou à la date éventuellement reportée

Article 7 – Évaluation

L'association Figure2Style s'engage à :

- mettre en œuvre les programmes d'actions quantitatifs et qualitatifs dans le cadre des programmes précisés dans la présente convention,
- réaliser des bilans d'actions,
- réaliser un bilan financier et un taux de consommation de la subvention précisée dans la convention.

La ville de Chenôve procède conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation selon les critères suivants :

- qualitatif,
- quantitatif,
- conformité,
- impact des projets proposés.

Article 8 – Compétence juridictionnelle

Après épuisement de toutes les voies de règlement amiable, les parties à la présente convention s'en remettent à l'appréciation des juridictions compétentes de Dijon.

Fait à Chenôve, le
En deux exemplaires.

Pour la Ville de Chenôve,

Pour l'association Figure2Style,

**L'adjoint au maire délégué à la Culture,
Léo LACHAMBRE**

**Le président
Mounir EZZOUBI**

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_028

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION "DES ABEILLES EN VILLE" POUR LA MISE EN PLACE D'UN RUCHER AU JARDIN DU CLOS DU ROY

Dans le cadre de son engagement en faveur de la transition écologique, la Ville de Chenôve aménage, au jardin du Clos du Roy, un verger conservatoire contribuant à la protection des variétés fruitières anciennes et à la préservation de la biodiversité.

Afin de renforcer le rôle pédagogique de cet aménagement et favoriser la présence des pollinisateurs, il est proposé d'installer un rucher à proximité du verger conservatoire en faisant appel à l'association chenevelière « Des Abeilles en Ville ».

En installant des ruchers en milieu urbain, l'association « Des Abeilles en Ville », composée d'apiculteurs amateurs, a notamment pour objectifs de promouvoir le rôle des abeilles et de sensibiliser le plus grand nombre à leur nécessaire protection.

Le projet de convention, annexé à la présente délibération, précise les conditions d'installation et de gestion de trois ruches à proximité du verger pour une durée de trois ans.

Dans ce cadre, l'association « Des Abeilles en Ville » s'engage à :

- installer trois ruches dans l'enceinte du jardin du Clos du Roy,
- assurer leur gestion, leur entretien et la récolte du miel,
- participer et animer des temps de sensibilisation (découverte des ruches, extraction de miel, expositions...) contribuant à la valorisation du jardin du Clos du Roy et de son verger conservatoire.

La Ville de Chenôve s'engage, quant à elle, à :

- mettre à disposition, dans le jardin du Clos du Roy, un emplacement pour l'installation des ruches et le matériel nécessaire à leur bon fonctionnement (support des ruches, végétation protectrice, balisage, affichage, moyens d'accès, lieu de stockage, ...),
- verser à l'association la somme de 900 € par an, soit un montant total de 2 700 € pour la durée de la convention.

Par ailleurs, la Ville de Chenôve pourra, si la récolte de miel le permet, acheter le miel issu des ruches installées au prix de 16 €/kg.

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 Mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la Ville de Chenôve et l'association « Des Abeilles en Ville » conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Convention entre la Commune de Chenôve et l'Association Des Abeilles En Ville (DAEV)

Entre :

La commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier

21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2021,

Tél : 03-80-51-55-00

N° Siret : 21210166100016

Ci-après dénommée la commune de Chenôve,

Et :

L'Association D.A.E.V. (Des Abeilles En Ville)

Association régie par la loi du 1 juillet 1901,

Maison de la vie associative 7 rue de Longvic Boite 22, 21300 CHENOVE

Représentée par Monsieur Arthur BERNARDIN, agissant en qualité de Président

Tél : 06.51.59.03.50

N° Siret : 880 850 599 00015

Ci-après dénommée l'Association,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La commune de Chenôve est engagée dans une démarche de protection et de développement de la biodiversité en milieu naturel et en ville. La végétalisation et l'éducation à l'environnement représentent 2 enjeux majeurs de sa politique de développement durable. Dans ce cadre, un verger conservatoire est en cours d'aménagement au sein du jardin du Clos du Roy avec l'objectif de participer à la protection des variétés fruitières anciennes et de favoriser la petite faune dans ce jardin public.

La réinstallation de ruches au sein du jardin serait complémentaire à ce nouvel aménagement et pourrait, elle aussi, favoriser la biodiversité du site. La présence de ruchers au sein de ce jardin à vocation paysagère et pédagogique permettrait également de proposer un nouveau support pédagogique à destination des habitants et des enfants.

C'est dans ce cadre que la commune de Chenôve a souhaité conventionner avec l'Association Des Abeilles En Ville.

L'Association des Abeilles En Ville, composée d'apiculteurs amateurs, fait la promotion du rôle pollinisateur des abeilles par l'installation de ruchers, principalement en milieu urbain. L'abeille remplit de multiples fonctions vitales pour l'homme et pour l'environnement. L'impact humain en campagne influe énormément sur la vie de ces hyménoptères. La vie citadine leur offre une opportunité de prolifération bénéfique en raison d'une utilisation limitée de produits nuisibles et d'une diversité florale. **L'Association** a donc un double objectif : d'une part montrer que les abeilles succombent moins en milieu urbain par une moindre utilisation de produits phytosanitaires et d'autre part, sensibiliser tous les publics à leur protection.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les relations et les conditions de la gestion par **l'Association** d'un rucher urbain au jardin du Clos du Roy.

Ce rucher sera constitué d'au minimum 3 ruches, propriétés de **l'Association**.

L'Association s'engage à gérer le rucher dans les meilleures conditions. A cet effet, elle assurera, sous sa responsabilité :

- le suivi régulier du rucher et l'entretien du matériel,
- la surveillance, le traitement et le remplacement des colonies,
- le nourrissage,
- la récolte de miel (à noter que la production de miel est incertaine et reste un objectif secondaire pour les ruchers installés dans le cadre de la convention avec la ville de Chenôve),
- de façon régulière, l'analyse élémentaire du miel récolté,

Elle s'engage également à participer et animer des temps de sensibilisation (découverte des ruches, extraction de miel, exposition) à destination des enfants et des habitants dans le cadre notamment de l'animation du jardin du Clos du Roy et de son verger conservatoire. L'organisation de ces temps d'animation reste toutefois conditionnée à la disponibilité des membres bénévoles de l'association.

L'ensemble de ces actions doivent être assurées dans des conditions de sécurité maximales.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de 3 ans.
En cas de non renouvellement de la convention à son arrivée à échéance ou en cas de résiliation, **l'Association** récupérera les ruches et le matériel dans un délai prenant en compte les contraintes climatiques et techniques.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION

3-1 Conditions de modifications du contenu de la convention

Aucune modification ne pourra intervenir sans l'accord express, écrit et préalable des parties à la présente convention. Etant précisé que ces modifications feront l'objet d'un avenant.

3-2 Moyens mis à disposition

La commune de Chenôve met à disposition un emplacement dans le jardin du Clos du Roy pour l'installation de rucher et le matériel nécessaire au bon fonctionnement (support des ruches, végétation protectrice, balisage, affichage, moyens d'accès, lieu de stockage, etc.).

La commune de Chenôve mettra gracieusement à disposition une salle pour réaliser l'extraction de miel ou toute autre activité, à destination du public, telles que définies dans l'ARTICLE 1 : OBJET.

La commune de Chenôve autorise l'accès au jardin du Clos du Roy à **l'Association** 24/24 heures, 7/7 jours.

ARTICLE 4 – ASSURANCES

L'Association est couverte par une assurance RAQVAM Association, à la MAIF (4364799K), propre à couvrir tous les risques de tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Elle devra par ailleurs être en mesure de justifier d'une assurance relative à sa responsabilité civile et associative.

Elle produira sur demande de **la commune de Chenôve** les attestations correspondantes. Le contrat d'assurance souscrit par **l'Association** est global et porte notamment sur les garanties suivantes :

- responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels,
- dommages aux biens,
- défense et recours,
- indemnités des dommages corporels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

5-1 Principe :

Pour la gestion des ruches et l'animation de temps de sensibilisation, **la commune de Chenôve** s'engage à verser à **l'Association**, la somme de 900 € par an (300 euros par ruche), soit un montant total de 2 700 € pour la durée de la présente convention.

Si la récolte de miel le permet, **la commune de Chenôve** pourra commander du miel à **l'Association** aux conditions suivantes :

- prix : 16 € / kg,

- pour des pots classiques de 250 g ou 500 g, l'association se chargera de fournir et laver les pots,
- pour les pots de contenance inférieure, **la commune de Chenôve** se chargera d'acheter, laver, sécher et refermer les pots pour qu'ils soient prêts à l'emploi,
- étiquetage : la commune de Chenove réalisera et apposera son étiquette qui devra faire état de la formule « récolté par l'association DAEV », de l'adresse Internet du site de l'association (desabeillesenville.fr) ainsi que les mentions légales.

5-2 Condition de paiement :

L'indemnisation annuelle de 900 € pour la gestion des ruches sera réglée sur présentation d'une facture établie par l'Association et adressée à la commune de Chenôve dans le mois qui suit la date anniversaire de la signature de la convention.

Chaque commande de pots de miel sera accompagnée d'un bon de commande adressé à l'Association. Le paiement de la prestation se fera sur présentation d'une facture émise auprès de la Commune de Chenôve après livraison de la commande.

Les sommes dues par la Commune seront réglées par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours, tel que précisé par les dispositions réglementaires en vigueur, calculé à compter de la date de réception de la facture ou des justificatifs de paiement.

ARTICLE 6 - RESILIATION

Toute résiliation sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

6-1 Résiliation pour faute de l'Association

La présente convention pourra être résiliée de plein droit, à l'initiative de **la commune de Chenôve** pour faute, sans que l'autre partie puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'elle ne se sera pas acquittée de ses engagements, notamment en cas de prestations non conformes à la présente convention.

6-2 Résiliation pour motif d'intérêt général

La commune de Chenôve pourra résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général sans que **l'Association** puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 7 – CAS DE FORCE MAJEURE – INTEMPERIES

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige. A défaut tout contentieux afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal administratif de Dijon conformément aux articles R.312-1 et suivants du code de justice administrative.

Fait à Chenôve

Le

En deux exemplaires originaux

Pour la commune de Chenôve,
Le Maire

Pour DAEV,
Le Président,

Monsieur Thierry FALCONNET

Monsieur Arthur BERNARDIN

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_029

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ AUTOUR DES ABORDS DES PRESOIRS DES DUCS DE BOURGOGNE

Il est rappelé que, par délibération du conseil métropolitain du 17 décembre 2020, Dijon Métropole a engagé, une procédure de Périmètres Délimités des Abords des monuments historiques en partenariat avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Conduite parallèlement à la modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, la procédure de Périmètres Délimités des Abords est l'occasion de mettre en cohérence et de redessiner les périmètres de protection de l'ensemble des monuments historiques des 23 communes de Dijon Métropole.

Conformément au code du patrimoine, les communes concernées par l'évolution des périmètres de protection des monuments historiques sont consultées, pour avis, sur les projets de Périmètres Délimités des Abords.

Les projets seront, par la suite, soumis à enquête publique unique après que la métropole se soit également prononcée en tant qu'autorité compétente en matière de planification.

Après la remise du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le Préfet sollicitera l'avis de Dijon Métropole sur le projet de Périmètres Délimités des Abords. En cas de modification des périmètres proposés suite à la consultation des communes ou de l'enquête publique, l'Architecte des Bâtiments de France et les communes concernées devront être consultés à nouveau.

Dijon Métropole disposera alors d'un délai de 3 mois, suivant la notification du Préfet, pour donner son avis par délibération sur le projet de Périmètres Délimités des Abords.

La procédure de Périmètres Délimités des Abords sera approuvée par arrêté préfectoral et notifiée à la métropole. Celle-ci pourra alors intégrer les nouveaux périmètres de protection aux servitudes de protection des monuments historiques déjà existantes par une procédure de mise à jour de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

La commune de Chenôve est concernée par un projet de Périmètre Délimité des Abords autour des Pressoirs des Ducs de Bourgogne, inscrits monument historique par arrêté ministériel du 3 juillet 1934.

La proposition de Périmètre Délimité des Abords autour des Pressoirs des Ducs de Bourgogne a pour objet d'actualiser le Périmètre de Protection Modifié approuvé en 2006.

Ainsi, le nouveau périmètre de protection proposé est recentré autour du centre ancien en :

- réduisant, au sud, l'ancien périmètre qui couvrait le coteau viticole entre le bourg et Marsannay-la-Côte,
- en étendant, au nord, l'ancien périmètre afin d'inclure l'ensemble du vieux bourg et le domaine du Chapitre qui surplombe la ville.

Cette proposition de Périmètre Délimité des Abords autour des Pressoirs des Ducs de Bourgogne permet :

- de mettre en cohérence les différentes servitudes de protection du patrimoine, actuelles ou à venir, présentes à Chenôve (site patrimonial remarquable, site classé de la Côte de Nuits en cours d'élaboration).
- d'améliorer la prise en compte des enjeux de préservation du patrimoine et du paysage en recentrant le périmètre de protection sur les secteurs à enjeux en termes de covisibilité, d'intérêt architectural et historique.

Vu l'étude pour la mise en œuvre de Périmètres Délimités des Abords autour des monuments historiques des communes de Dijon Métropole jointe à la présente délibération,

Vu le projet de Périmètre Délimité des Abords autour des Pressoirs des Ducs de Bourgogne joint à la présente délibération,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 16 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre un avis favorable sur le projet de Périmètre Délimité des Abords autour des Pressoirs des Ducs de Bourgogne joint à la présente délibération,

ARTICLE 2 : D'indiquer que la présente délibération sera transmise au Président de Dijon Métropole et à l'Architecte des Bâtiments de France,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le 29/03/2021

ID : 021-212101661-20210329-DEL_2021_029-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 29/03/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

ÉTUDE POUR LA MISE EN OEUVRE DE PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS

*AUTOUR DES MONUMENTS HISTORIQUES
DES COMMUNES DE DIJON METROPOLE*

Mars 2021

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le 29/03/2021



ID : 021-212101661-20210329-DEL_2021_029-DE

SOMMAIRE :

I.	CONTEXTE LÉGISLATIF	3
II.	OBJECTIFS	5
III.	RAPPEL SUR LES RÉGIMES DE PROTECTION PATRIMONIALE	6
IV.	ÉTAT DES LIEUX DES PROTECTIONS PATRIMONIALES	12
V.	LES PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS	17

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le 29/03/2021



ID : 021-212101661-20210329-DEL_2021_029-DE

I. CONTEXTE LÉGISLATIF

La protection de tout nouvel édifice en qualité de monument historique inscrit ou classé a pour conséquence la mise en place d'**une servitude de protection des abords de ce monument**.

Ces dispositions sont codifiées à l'article L.621-30 (modifié par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 – art.75) du code du patrimoine :

« I.-Les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur sont protégés au titre des abords.

La protection au titre des abords a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel.

II.-La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative dans les conditions fixées à l'article L.621-31. Ce périmètre peut être commun à plusieurs monuments historiques.

En l'absence de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinquante mètres de celui-ci.

La protection au titre des abords s'applique à toute partie non protégée au titre des monuments historiques d'un immeuble partiellement protégé.

La protection au titre des abords n'est pas applicable aux immeubles ou parties d'immeubles protégés au titre des monuments historiques ou situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application des articles L.631-1 et L.631-2.

Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L.341-1 du code de l'environnement ne sont pas applicables aux immeubles protégés au titre des abords. »

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, prévoit de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager. Les périmètres de protection modifiés (PPM) créés autour des monuments historiques sont régis par de nouvelles dispositions. Ils deviennent des « **périmètres délimités des abords** » (PDA). Au sein de ces périmètres, la notion de covisibilité n'existe plus et **tous les avis des architectes des Bâtiments de France sont conformes**.

La procédure nouvelle est la suivante :

Article L.621-31 : « *Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L. 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de*

l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou carte communale.

A défaut d'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu, ou de carte communale, la décision est prise soit par l'autorité administrative, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre ne dépasse pas la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique, soit par décret en Conseil d'État, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre dépasse la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique.

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le périmètre délimité des abords peut être modifié dans les mêmes conditions. »

La décision de création d'un périmètre délimité des abords est prise par un arrêté du préfet de région. La nouvelle servitude doit être annexée au document d'urbanisme dans les conditions prévues aux articles L.153-60 et L.163-10 du Code de l'urbanisme.

Textes de référence :

- Loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016*
- Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) – article 56*
- Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables*
- Décret n° 2019-617 du 21 juin 2019 relatif aux abords de monuments historiques, aux sites patrimoniaux remarquables, notamment son article 1*
- Articles L.621-30 à L.621-32 du Code du patrimoine*
- Articles R.621-92 à R.621-95 du Code du patrimoine*
- Articles L.153-60 et L.163-10 du Code de l'urbanisme*
- Article R.153-21 du Code de l'urbanisme*

II. OBJECTIFS

Dijon Métropole a émis le souhait d'engager la procédure de périmètres délimités des abords (PDA) en parallèle de la modification du PLUi par délibération du conseil métropolitain en date du 17 décembre 2020.

Saisissant l'opportunité de ce nouveau document d'urbanisme et comme le prévoient les articles L.621-30 et L.621-31 du Code du patrimoine, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé à la métropole de Dijon la modification des périmètres de protection actuels autour de ses monuments historiques en créant des périmètres délimités des abords.

Cette proposition est soumise à enquête publique conjointement à celle du Plan Local d'Urbanisme par l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

Après accord de l'autorité compétente en matière d'urbanisme et des communes concernées, ces périmètres délimités des abords permettront de désigner les parties du territoire présentant un intérêt pour l'intégrité de la présentation des monuments historiques, pour leur conservation et pour leur mise en valeur, ainsi que pour la sauvegarde du caractère du centre ancien de chaque commune.

Le périmètre délimité des abords a pour enjeux de prendre en compte une réflexion sur les monuments historiques : ses liens physiques, historiques, culturels et d'usages dans un souci d'homogénéité.

La mise en place d'un périmètre délimité des abords (PDA) vise à instaurer une veille sur l'évolution des abords des monuments, afin d'éviter la dégradation de leur perception, mais ne signifie pas que l'environnement urbain du monument doit rester figé en l'état.

Les différentes composantes de cet environnement (constructions, espaces extérieurs publics ou privés, plantations...) peuvent évoluer, dès lors que les règles du PLUi-HD et des sites patrimoniaux remarquables en vigueur sont respectées et que cela ne nuit pas à l'objectif ci-dessus.

III. RAPPEL SUR LES RÉGIMES DE PROTECTION PATRIMONIALE

Les monuments historiques

Un monument historique est un statut juridique attribué à un monument (ou une partie du monument) ou à un objet mobilier. Il est une reconnaissance de la valeur patrimoniale d'un bien. Cette dernière s'évalue au travers d'un ensemble de critères historiques, artistiques, scientifiques et techniques.

Cette protection implique une responsabilité partagée au regard de sa conservation et de sa transmission aux générations à venir et constitue alors une servitude d'utilité publique.

Les prémisses de la notion de monument historique se dessinèrent durant la Révolution Française. En 1837, la « commission des monuments historiques » établit une première liste de monuments « classés ». Il s'agissait d'un « classement » donné par ordre de priorité en vue de la sauvegarde et de la conservation des monuments nationaux en périls.

En 1927, la loi du 23 juillet instaura un nouveau niveau de protection pour les monuments présentant un intérêt suffisant pour en rendre désirable leur préservation: l'inscription à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques (devenue en 2005 l'inscription au titre des monuments historiques).

Aujourd'hui, la protection au titre des monuments historiques, telle que prévue par le livre VI du Code du patrimoine, reprend pour l'essentiel les dispositions issues de la loi du 31 décembre 1913. Cette dernière fixa le socle fondamental de notre législation en matière de protection des monuments historiques.

La protection au titre des abords

1943 - Les périmètres de protection réglementaires

La loi du 25 février 1943, instaura le régime juridique dit « des abords ». La conservation d'un monument devint indissociable de l'environnement qui l'entoure, susceptible de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur.

Un périmètre de protection de 500m de rayon est alors généré autour de tous monuments historiques, qu'ils soient classés ou inscrits.

Dans ce « champ de visibilité » aucune construction nouvelle, aucune transformation ou modification, ne peut avoir lieu dorénavant sans autorisation. Cette protection constitue une servitude d'utilité publique (SUP) et affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine.

2000 - Les périmètres de protection modifié

La loi du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain instaure les périmètres de protection modifiés (P.P.M.). Le périmètre de protection de 500 mètres autour du monument historique peut alors être remplacé a posteriori par un secteur géographique à la géométrie recentrée sur les enjeux essentiels au regard de la préservation du monument concerné. Le périmètre de protection modifié est tracé et élaboré en accord avec le territoire et le site dans lequel s'inscrit le monument historique. Il réserve l'action de l'Architecte des Bâtiments de France aux zones les plus intéressantes situées autour d'un monument historique.

2016 - Les périmètres délimités des abords

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), du 7 juillet 2016, prévoit de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager. Les périmètres de protection modifiés (PPM) sont régis par de nouvelles dispositions et deviennent des « périmètres délimités des abords » (PDA). Au sein de ces nouveaux périmètres, la notion de covisibilité n'existe plus. Tous les avis de l'Architecte des bâtiments de France sont conformes.

Les sites patrimoniaux remarquables

1962 - Les secteurs sauvegardés

Le secteur sauvegardé est un dispositif de protection du patrimoine urbain issu de la loi du 4 août 1962 dite « loi Malraux ». Leur création fut une réponse aux opérations de rénovation urbaine d'après-guerre qui détruisaient alors massivement les quartiers anciens.

L'institution d'un secteur sauvegardé était une mesure de protection permettant de préserver, par-delà les monuments historiques et leurs abords, des ensembles urbains constitués. Ces secteurs furent choisis pour leur intérêt historique, esthétique et culturel, au regard de leur qualité architecturale et urbaine.

Il s'y applique des règles et prescriptions d'urbanisme particulières, regroupées dans un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) qui a valeur de document d'urbanisme et tient lieu de plan local d'urbanisme (PLU).

1983- Les ZPPAU (P)

Les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sont issues de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 relative

à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État. Elles visaient à définir en accord entre l'État et les collectivités les modalités de gestion d'un secteur d'intérêt patrimonial.

Une ZPPAUP était une servitude d'utilité publique annexée alors au plan local d'urbanisme (PLU). Elle portait sur un périmètre précisément délimité de manière cohérente, appelé à se substituer à la servitude des abords des monuments historiques.

Une ZPPAUP n'avait aucune incidence sur la gestion même des monuments historiques. Toutes les autorisations et déclarations relevant du code de l'urbanisme relevaient de l'avis conforme de l'architecte des Bâtiment de France, fondé sur l'ensemble des prescriptions et des recommandations présentent dans le règlement de la ZPPAUP.

2012 - Les aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

Le dispositif des "aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine" a été introduit par la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement (loi ENE dite "Loi Grenelle II"). Il se substituait à celui des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Les aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) avaient pour ambition de développer une nouvelle approche de gestion qualitative des territoires en intégrant à l'approche patrimoniale de mise en valeur du bâti et des paysages des ZPPAUP des objectifs de développement durable.

Il s'agissait d'une servitude d'utilité publique annexée également au plan local d'urbanisme (PLU). Elle comprenait au sein d'un périmètre délimité, un règlement contenant des prescriptions inscrites dans un document de gestion.

2016 - Les sites patrimoniaux remarquables

Ce dispositif créé par la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi « LCAP ») fusionne les secteurs sauvegardés, les zones de protection du patrimoine architectural et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Ils deviennent de fait des sites patrimoniaux remarquables (SPR).

Un site patrimonial remarquable (SPR) peut être une ville, un village ou un quartier dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, du point de vue architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent donc être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes,

villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Les sites patrimoniaux remarquables sont dotés d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (valeur de document d'urbanisme) ou d'un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (valeur de servitude d'utilité publique annexée au document d'urbanisme) contenant les règles écrites et graphiques permettant d'en assurer la conservation et la mise en valeur.

Les sites classés au titre du code de l'environnement

Lorsqu'ils présentent un intérêt majeur au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, les monuments naturels et les sites peuvent être classés ou inscrits.

Le code de l'environnement prévoit que les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale du ministre de l'environnement après avis de la « commission départementale compétente en matière de nature, de paysage et de site ».

Cette protection constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine (*SUP n°AC2*).

Hiérarchie entre les différentes protections patrimoniales suite à la loi LCAP

Le code du patrimoine prévoit des dispositions afin de limiter les superpositions de servitudes d'utilité publique.

Les règles applicables sont les suivantes :

- Les règles des monuments historiques l'emportent sur celles des abords et sur celles du site patrimonial remarquable. L'Architecte des Bâtiments de France doit cependant s'assurer que le projet est compatible avec le règlement ou la conservation du site patrimonial remarquable ; il peut à ce titre formuler des recommandations au titre du site patrimonial remarquable.
- Les règles du site patrimonial remarquable l'emporte sur les règles des abords (R500) et des périmètres délimités des abords (PDA) ainsi que sur les sites inscrits. Les abords de monuments historiques sont suspendus dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les abords « débordants » du périmètre du site patrimonial remarquable produisent toutefois leur effets au-delà de ce périmètre. Tous les avis émis relèvent de l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

- Les règles des abords de monuments historiques l'emportent sur celles des sites inscrits sauf si l'immeuble est situé hors du champ de visibilité d'un monument historique : dans ce cas le site inscrit est la servitude d'utilité publique qui s'applique .

En cas de travaux situés à la fois en site classé et sur un monument historique, dans ses abords ou dans un site patrimonial remarquable, le code du patrimoine et le code de l'environnement prévoient des dispositions spécifiques. Dans ces cas de superposition, les deux servitudes d'utilité publique s'appliquent : site classé/abords, site classé/site patrimonial remarquable et site classé/monument historique.

La loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite LCAP, a également modifié le régime des protections patrimoniales, modifiant par la même occasion le champ d'application des autorisations d'urbanisme et leur incidence sur l'application du droit des sols.

- Tous les projets situés en site patrimonial remarquable (SPR) sont soumis à l'**accord** de l'Architecte des Bâtiments de France.
- Dans les périmètres délimités des abords (PDA), tous les projets sont soumis à l'**accord** de l'Architecte des Bâtiments de France, le critère de covisibilité disparaît.
- Dans les périmètres de 500 mètres (R500), la notion de covisibilité avec le monument historique est maintenue. La consultation de l'Architecte des Bâtiments de France reste obligatoire. Sur tous les projets, l'avis de ce dernier est **conforme** en cas de **covisibilité**, et est **simple** quand le projet est **hors covisibilité**.

Cahier métropolitain des SUP
THÈME DU PATRIMOINE : AC1 AC2 A4

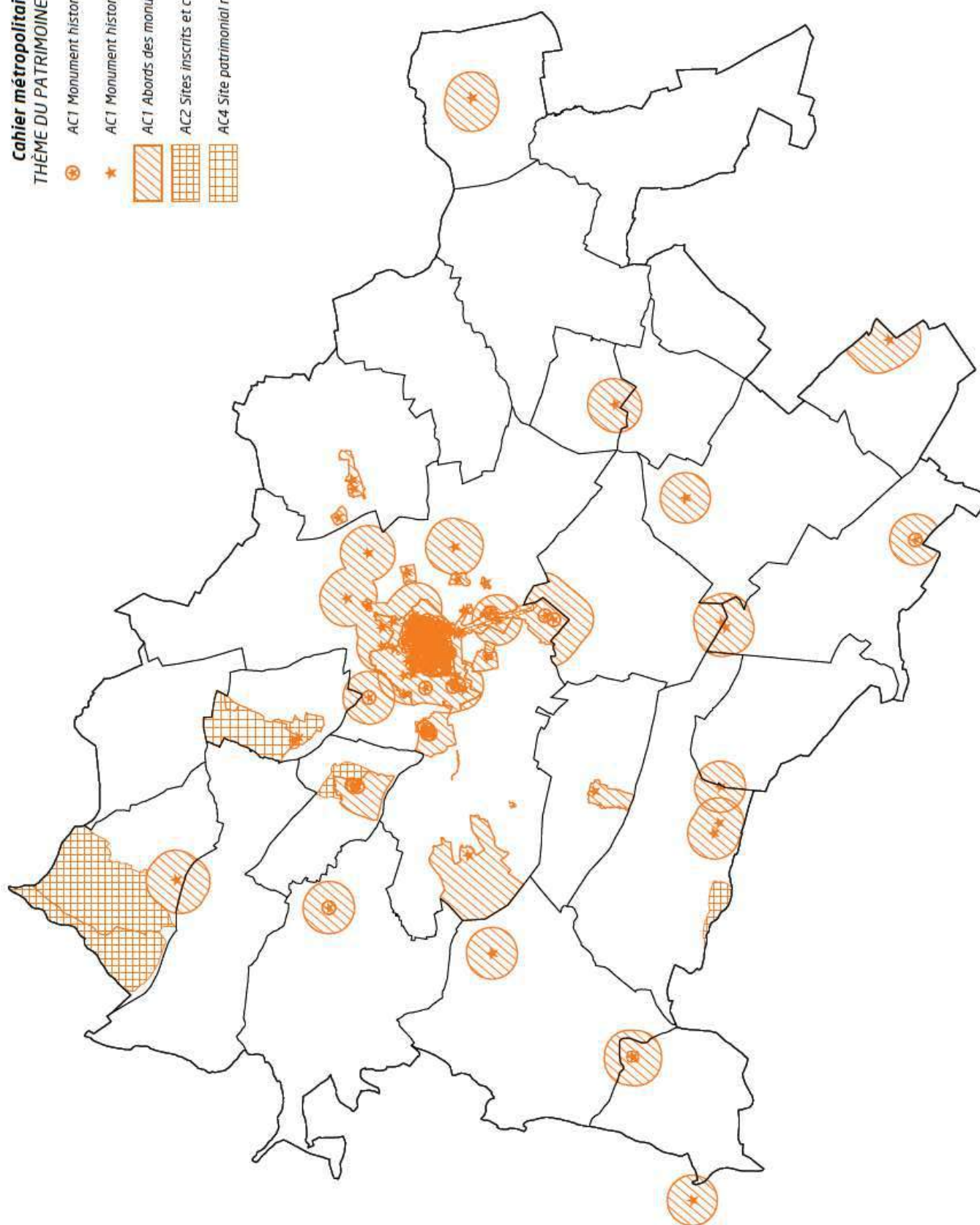
⊕ AC1 Monument historique classé

★ AC1 Monument historique inscrit

▨ AC1 Abords des monuments historiques

▤ AC2 Sites inscrits et classés

▥ AC4 Site patrimonial remarquable



IV. ÉTAT DES LIEUX DES PROTECTIONS PATRIMONIALES

Le territoire de compétence de Dijon Métropole fait aujourd'hui l'objet de quatre régimes de protection patrimoniale issus du code du patrimoine :

- Un **site patrimonial remarquable** (SPR), régi sur le plan réglementaire par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Il a pour vocation de protéger le centre historique de Dijon. Il correspond à l'ancienne dénomination de « **secteur sauvegardé** », supprimé par la loi LCAP du 07 juillet 2016 sur le centre-ville de Dijon ;
- Deux **sites patrimoniaux remarquables** (SPR) régi sur le plan réglementaire par une **aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine** (AVAP).
 - L'AVAP de Dijon Métropole s'étendant sur plusieurs périmètres disjoints :
 - Le centre historique de Chenôve et de Marsannay-la-Côte.
 - Les faubourgs anciens de Dijon qui jouxtent le centre historique.
 - L'AVAP de Fontaine-Lès-Dijon
- Des **périmètres de protection modifiés** (PPM) pour les monuments historiques suivants :
 - la maison natale de Saint-Bernard et de l'église Saint-Bernard (approuvé le 18 février 2014) à **Fontaine-Lès-Dijon**
 - l'abside de l'église Saint Apollinaire et les restes du château (approuvé le 13 décembre 2006) et, la Redoute (approuvé le 29 septembre 2016) à **Saint-Apollinaire**
 - l'église Notre-Dame et le cellier de l'ancien château des Ducs de Bourgogne à **Talant** (approuvé le 17 octobre 2006)
 - le Pressoir des Ducs de Bourgogne (approuvé le 18 décembre 2006) à **Chenôve**
 - les monuments historiques de la ville de Dijon, situés hors du site patrimonial remarquable régi par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (approuvé le 28 juin 2010)
- Des **périmètres de protection réglementaire** (rayon de 500m) pour tous les autres monuments historiques.

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques pour en faire un véritable outil de la politique en faveur du patrimoine culturel. Ainsi, les immeubles qui forment

avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur sont protégés au titre des abords. La protection au titre des abords s'applique aux immeubles situés dans un périmètre dit « délimité » c'est-à-dire **un périmètre adapté aux enjeux spécifiques de chaque monument historique et de chaque territoire**. Ces périmètres concertés et raisonnés permettent une plus grande lisibilité et une meilleure appropriation des enjeux patrimoniaux des abords par la population locale et les décideurs.

Au regard de cette évolution réglementaire et en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France, Dijon Métropole a souhaité poursuivre cette démarche globale et cohérente de protection patrimoniale sur l'ensemble de son territoire de compétence. Elle se traduit aujourd'hui par une étude pour la mise en place de périmètres délimités des abords pour les monuments historiques présents sur le territoire et qui bénéficient d'un périmètre de protection réglementaire (R500).

Seize communes de la métropole sont actuellement concernées par des périmètres de protection réglementaire autour des monuments historiques. L'étude se concentrera alors sur les communes de :

BRESSEY-SUR-TILLE.

- **CHÂTEAU** CL.M.H. du 10/02/1992 : le château en totalité, le pavillon d'entrée, la porte de l'allée de Dijon et sa grille, les sols des parcelles n°14, 15, 16, 18, 19, 20 et 24 figurant au cadastre section C. Cet arrêté de classement annule et remplace l'arrêté préfectoral d'inscription du 16 mars 1989.

BRETENIÈRE

- **CHÂTEAU et ses dépendances**, y compris les murs et les deux grilles de clôture des XVIII^e et XIX^e siècle (CAD A 65 à 68). INV. MH du 7/10/96 (impactant également **Rouvres-en-Plaine**, commune située hors métropole)

CHENÔVE

- **PRESSOIRS DES DUCS DE BOURGOGNE** et le bâtiment qui les renferme I.MH du 3 juillet 1934

DIJON (liste des monuments historiques générant un périmètre de 500m au 31/12/2020)

- **ÉGLISE SACRÉ COEUR** IMH 02/08/2012 : façades et toitures du presbytère et de l'ancienne cité paroissiale, ainsi que clôture de ces bâtiments (parcelles EV 362 et 363)
- **LYCEE CARNOT** IMH le 22/12/2010 16 boulevard Thiers : la façade sur le boulevard Thiers du Lycée Carnot et les toitures correspondantes (à l'exception de la partie contemporaine, côté droit), figurant au cadastre section BO, parcelle n° 192.

- **MAISON CONSTANTIN** IMH en totalité avec son jardin y compris le hall d'entrée, la cage d'escalier, la salle de bains au 1^{er} étage et ses murs de clôture, sise 26 rue Charles-le-Téméraire et 55 rue de Fontaine le 18/07/2018 : 26 rue Charles le Téméraire (Section HL parcelle n°49) (impactant également la commune de **Fontaine-Lès-Dijon**)
- **SQUARE DARCY** Place Darcy IMH le 02/03/2015 : réservoir, jardin, clôtures, fontaine de la Jeunesse (parcelles EW13 et 310)
- **FACULTE DES SCIENCES** IMH en totalité du 18/04/2012 : 32 rue recteur Marcel Bouchard (Section BX parcelle 411)
- **QUATRE SCULPTURES** IMH en totalité y compris leur socle du 5/08/2020 : Campus universitaire
- **ANCIEN GARAGE** IMH en totalité du 20/07/2012 : 1-3 rue Jacques Cellérier, (section HL parcelle 333)
- **MONUMENT AUX MORTS** – IMH en totalité du 01/08/2016 : caserne Vaillant Avenue Garibaldi (section BM parcelle 696)
- **MONUMENT AUX MORTS** – CMH le 30/09/2020 : rond-point Edmond Michelet – le monument aux morts et le rond-point (parcelle CO 179)
- **ÉGLISE SAINTE BERNADETTE** IMH le 04/05/2007 puis Cl MH le 25/02/2011
- **COPIE PUITS DE MOISE DE HOPITAL GENERAL** CLM.H. du 03/03/2015 : hôpital général : copie ancienne du puits de Moïse ; façade de la chapelle ; statues dans deux cours intérieures : grande statue en pierre de 1,80 mètre représentant la Vierge et l'Enfant, statue de religieux en pierre, statue de diacre en pierre (Inv.M.H.: 8 mai 1930 et 10 septembre 1937) + CLMH LE 03/03/2015
- **MAISON ISMH** du 29/11/2002 : 8 impasse Gagnereaux : façades et toitures, y compris le portail à deux vantaux en fer forgé de la façade principale, le porche avec les peintures murales et la première volée de l'escalier (section HK).
- **TEMPLE PROTESTANT** INV.M.H. du 05/09/2020 : bâtiments liés au projet Félix Paumier, soit le temple en totalité, les façades et toitures de la maison du gardien, de la sacristie et du presbytère, les grilles, les murs de clôture et le sol de la parcelle n°54, section EW .

- [PARC DE LA COLOMBIÈRE CL.M.H. du 12/02/1925](#) et [PETIT TEMPLE XVIIIème siècle CL.M.H. du 24/01/1946](#): parc de Dijon et domaine contigu de la Colombière (cadastre CR01). *(Il génère un périmètre uniquement du côté de la commune de Longvic depuis l'ex-PPM de 2010)*
- [L'ENSEMBLE DES MONUMENTS HISTORIQUES SITUES DANS LE SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE, REGI PAR UN PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR](#)

FÉNAY

- [ÉGLISE SAINT MARTIN INV.M.H. du 23/06/1947](#): abside, tour du clocher et transept. *(Impactant également **Saulon-la-Rue**, commune située hors métropole)*
- [FORT DE BEAUREGARD IMH le 17/03/2006](#) : situé sur la parcelle n° 1 section ZB. *(Impactant également **Longvic, Marsannay-la-Côte et Ouges**)*

HAUTEVILLE-LÈS-DIJON

- [FORT D'HAUTEVILLE](#), en totalité IMH le 17/03/2006 – Parcelle n° 3070 Section D. *(impactant également **Daix**)*

MARSANNAY-LA-CÔTE

- [ÉGLISE NOTRE DAME DE L'ASSOMPTION INV.M.H. du 20/07/1992](#)
- [COLOMBIER INV.M.H. du 09/07/1942](#) (impactant également **Couchey**, commune située hors métropole)
- [CAFÉ DU ROCHER IMH en totalité le 15/09/2015](#) 85 route de Beaune (section BK parcelle 109) *(impactant également **Perrigny-lès-Dijon**)*

OUGES

- [MONUMENT À GUYNEMER de la BA 102 IMH le 28/06/2017](#) : cadastre section AD parcelle 119

PLOMBIÈRES-LÈS-DIJON

- [ÉGLISE SAINT-BAUDÈLE](#) : clocher CL.M.H. liste 1862

SENNECEY-LÈS-DIJON

- [FORT DE SENNECEY IMH le 12/02/2007](#). (Parcelle n° 268 section AD du cadastre) *(impactant également **Neuilly-Crimolois**)*

Au vu du contexte géographique particulier et de leur typologie, il a été fait le choix de maintenir la servitude patrimoniale existante pour les monuments historiques suivants :

CORCELLES-LES-MONTS

- *RUCHER de la Combe à la Serpent* IMH le 23/02/2007. En totalité, y compris les deux terrasses et les murs qui les soutiennent et les entourent (section B du cadastre).

FLAVIGNEROT

- *REDUIT DU MONT AFRIQUE* IMH le 17/03/2006 en totalité – Parcelle n° 122 section AB. (Impactant également **Corcelles-les-Monts**)

En effet, tous deux sont situés dans des zones boisées, sans construction et non constructible, aux parcelles particuliers et conséquents. Ces deux monuments historiques présentent également un lien fort avec leur environnement paysager rendant complexe la définition d'un périmètre délimité des abords en cohérence avec les entités paysagères.

V. LES PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS

Le présent document a pour objet de présenter les propositions de périmètres délimités des abords pour l'ensemble des monuments historiques ayant fait l'objet d'un arrêté de protection avant le 31 décembre 2020.

L'étude réalisée sur le territoire de Dijon Métropole regroupe 16 propositions de périmètres délimités des abords :

- Un périmètre délimité des abords autour du **château de Bressey** à Bressey-sur-Tille
- Un périmètre délimité des abords autour du **château de Bretenière** à Bretenière.
- Un périmètre délimité des abords autour des **pressoirs des ducs de Bourgogne** à Chenôve.
- Un périmètre délimité des abords autour de **l'église Saint Martin** à Féney.
- Un périmètre délimité des abords autour du **fort de Beauregard** à Féney.
- Un périmètre délimité des abords autour du **fort Carnot** à Hauteville-lès-Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour du **café du Rocher** à Marsannay-la-Côte.
- Un périmètre délimité des abords autour de **l'église Notre-Dame-de-l'Assomption et du colombier** à Marsannay-la-Côte.
- Un périmètre délimité des abords autour du **monument à Guynemer** de la BA102 à Ouges.
- Un périmètre délimité des abords autour de **l'église Saint-Baudèle** à Plombières-lès-Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour du **fort de Sennecey** à Sennecey-lès-Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour de **l'église Sainte-Bernadette** à Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour de la **faculté des sciences et des quatre sculptures** du campus universitaire à Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour de **l'église du Sacré-Cœur** à Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour de la **maison Constantin** à Dijon.
- Un périmètre délimité des abords autour **des monuments historiques situés dans le centre ancien et les faubourgs patrimoniaux** de Dijon. (*impactant également la commune de Longvic au titre des abords du parc de la Colombière*)

Dans un souci de clarté, chaque proposition de projet de périmètres délimités des abords sera présentée de manière indépendante dans un sous-dossier réalisé par monument(s) historique(s).

Il comprendra :

- Une présentation concise du ou des monument(s) historique(s).
- Une analyse succincte de la commune et du contexte dans lequel le monument s'inscrit.
- Un état des lieux des protections au titre du code du patrimoine.
- La proposition de périmètre délimité des abords et sa justification.

CHENÔVE

(Côte-d'Or)

PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS *AUTOUR DES PRESSEIRS DES DUCS DE BOURGOGNE*



Photo UDAP21_2020

Mars 2021

Envoyé en préfecture le 30/03/2021

Reçu en préfecture le 30/03/2021

Affiché le 29/03/2021

 SLO

ID : 021-212101661-20210329-DEL_2021_029-DE

SOMMAIRE :

PRÉSENTATION DU MONUMENT HISTORIQUE.....	4
LES ABORDS MONUMENT HISTORIQUE.....	5
Situation	5
Contexte et morphologie urbaine	6
L'environnement bâti du monument historique	10
L'environnement paysager du monument historique.....	12
Promenade urbaine et paysagère	13
PÉRIMÈTRES DE PROTECTIONS ACTUELS.....	17
Constats	18
PROPOSITION DE PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS.....	19
Zones d'intérêt patrimonial et paysager incluses et conservées.....	20
Zones dénuées d'intérêt patrimonial et paysager exclues	20
Enjeux et objectifs du périmètre délimité des abords.....	21
Articulations avec le PLUi-HD	22

PRÉSENTATION DU MONUMENT HISTORIQUE

PRESSOIRS DES DUCS DE BOURGOGNE

Localisation : 8 rue Roger Salengro
21300 Chenôte

Protection : **Pressoirs et le bâtiment qui les renferme** (cadastre AB 252)
Inscrit par arrêté ministériel en date du 3 juillet 1934

Rappel historique et petite présentation :

Les anciens pressoirs datent du début du XV^{ème} siècle. Ancienne propriété des ducs de Bourgogne puis des rois de France jusqu'en 1567, ils furent par la suite exploités par des particuliers et différents négociants. Ils restèrent en activité jusqu'en 1926.

Ils sont hébergés dans un bâtiment construit en moellons de pierre enduits. Ce dernier est de plan rectangulaire et présente un imposant pignon sur rue. Il est couvert d'une toiture à longs pans en tuiles mécaniques.



Photographies anciennes de l'entrée du bâtiment et des pressoirs à contrepoids mobile (1916-1937) de Jules Tillet, photographe (www.pop.culture.fr)

LES ABORDS DU MONUMENT HISTORIQUE

➤ Situation

Chenôve se situe sur la première couronne de Dijon Métropole. La ville est limitrophe des communes de Dijon au nord, Longvic à l'est, Marsannay-la-Côte au sud et Corcelles-les-Monts à l'ouest.

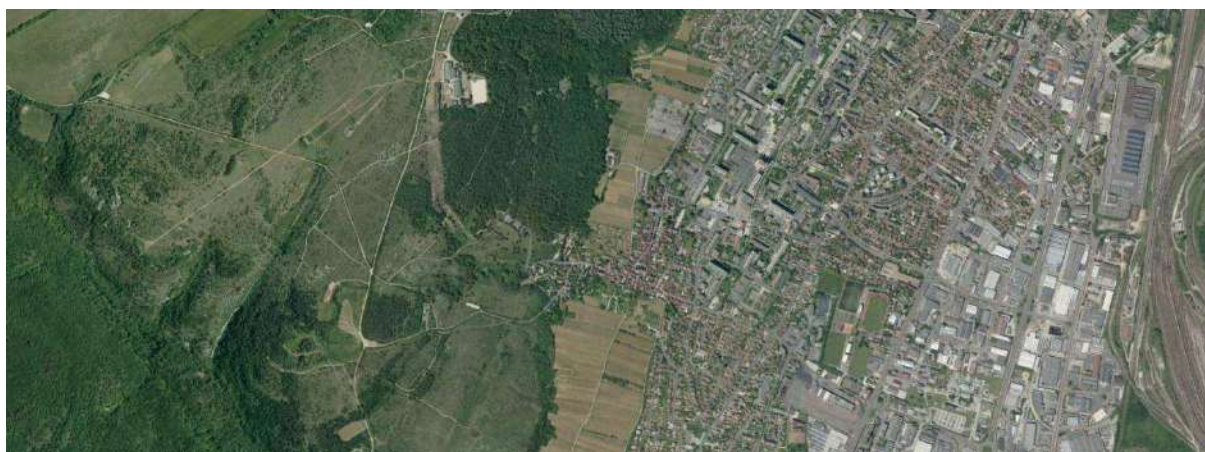
Elle s'étend sur 7.4km² et accueille près de 13910 habitants (*recensement INSEE 2017*).

Chenôve fait partie des plus anciens villages de la route des Grands Crus de Bourgogne.

Les pressoirs des Ducs de Bourgogne, objet de notre étude, sont situés au cœur du centre ancien de la commune.



Extrait carte IGN et photo aérienne (source : www.geoportail.gouv.fr)



➤ Contexte et morphologie urbaine

Le centre bourg : cœur historique

Dès le Haut Moyen-âge, les moines de l'abbaye bénédictine Saint-Bénigne de Dijon se mirent à exploiter des « clos » aux abords du village. Au cours du VII^{ème} siècle, le territoire de Chenôve fut divisé et cédé en partie aux chanoines de la Cathédrale Saint-Lazare d'Autun.

A l'aube du XII^{ème} siècle, les ducs de Bourgogne prirent possession des importants domaines viticoles du village. En effet, la proximité de la ville de Dijon, l'abondance de la main-d'œuvre et la présence d'importantes voies de communication favorisèrent une production viticole abondante et de qualité. La population de Chenôve accueillait alors essentiellement des vignerons.

Au XIII^{ème} siècle, Alix de Vergy, veuve du duc Eude III fit construire les pressoirs. Ils furent disposés côte à côte, au centre d'une grande halle couverte de laves et qui contenait sur le même lieu des cuves dans deux caves voutées.

A la mort de Charles le Téméraire au XV^{ème} siècle, l'exploitation viticole entra dans le domaine royal lors de l'annexion de la Bourgogne au royaume de France. Le plus connu des domaines avec ses 50 hectares de vignes étaient « *le clos des Ducs* ». Il devint dès lors « *le clos du Roy* ».

C'est durant cette époque que fut également édifiée l'actuelle église Saint-Nazaire et Saint-Celse, à l'emplacement d'une ancienne chapelle mérovingienne.

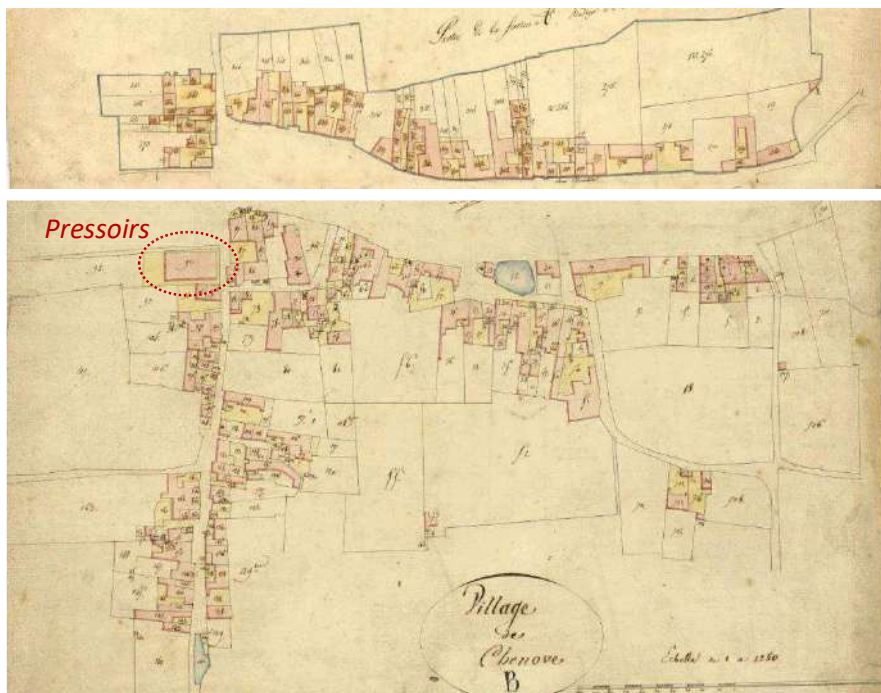
Ainsi, les élites politiques et religieuses de la ville furent à l'origine de la valorisation du territoire viticole de la côte. La production s'exportait à travers toute l'Europe.

Au XVIII^{ème} siècle, les vins de la ville furent peu à peu délaissés au profit de ceux des autres villages de la côte. Des parcelles viticoles furent alors arrachées pour être loties. Le village comptait environ 600 habitants à l'aube de la révolution.



Extrait de la carte de l'état-major de 1820-1866 (source : www.geoportail.gouv.fr)

Au début du XIXème siècle, le village continua à se développer et à s'organiser autour des deux axes perpendiculaires marqués d'est en ouest par la rue Basse (actuelle rue Roger-Salengro) et du nord au sud par la rue Haute (actuelle rue Jules Blaizet).



Extrait du cadastre Napoléonien de la commune datant de 1812 (www.archives.cotedor.fr)

A la fin du XIXème siècle, le territoire de la commune fut traversé par la ligne de chemin de fer du Paris-Lyon-Marseille. La compagnie du PLM implanta même son centre de triage et ses ateliers d'entretien aux lieux-dits « Les Creuzots » et « La Noue », à la limite est de Chenôve et de Perrigny-lès-Dijon.

Le développement du début du XXème siècle: une commune en périphérie immédiate de Dijon

La démolition des remparts et le développement de son industrialisation, poussa la ville de Dijon à s'étendre vers le sud, en direction de Chenôve.

Au début du XXème siècle, la population chenevelière passa d'environ 800 habitants en 1900 à près de 3829 en 1954. Cette évolution fut alors accompagnée d'une importante campagne de constructions pavillonnaires. Une nouvelle mairie-école fut construite, rue Jean Druet, au nord-est du centre-bourg et devint l'élément central de l'urbanisation nouvelle de la commune.

L'explosion de l'expansion urbaine de Chenôve eu réellement lieu durant les années 1960. Le village resté jusqu'ici viticole devint une ville dont la continuité urbaine jouxta directement celle de Dijon. Sa morphologie, son paysage et sa vocation changèrent alors radicalement.

Avec la politique d'urbanisation d'après-guerre, une série de grands ensembles fut édifée au nord, le long du cours du Général de Gaulle. Suivirent des équipements à l'est et une zone industrielle et commerciale entre la D974 et la D123.

Dans les années 1990, l'extension se poursuivit et de nouveaux lotissements et zones commerciales virent le jour sur le lieu-dit « La Champagne ». Ils firent alors la jonction urbaine avec la commune voisine de Marsannay-la-Côte.

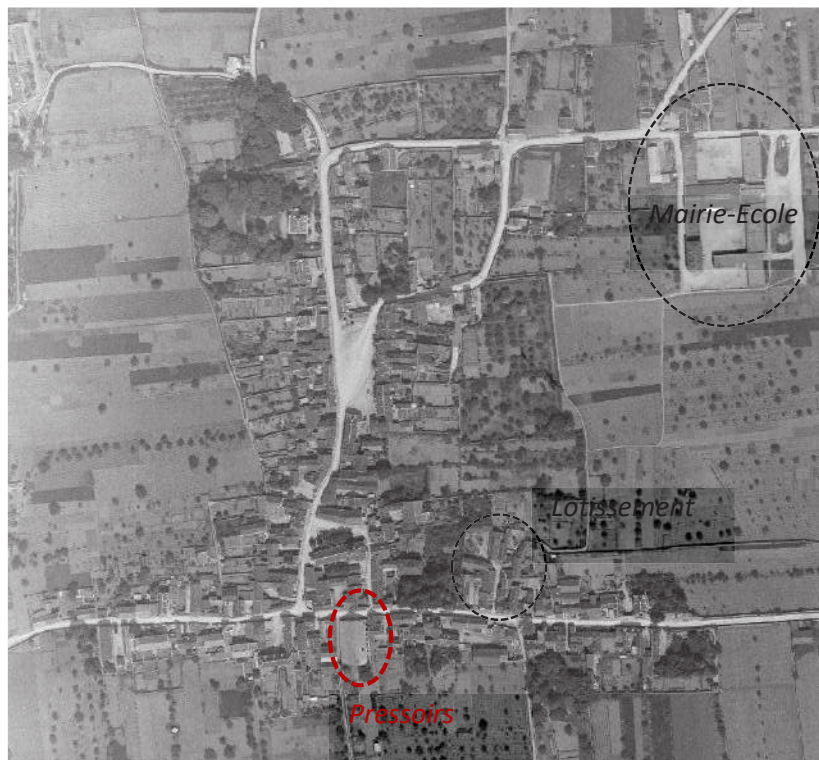


Photo aérienne de 1946 (www.remonterletemps.ign.fr)



Photo aérienne de 1968

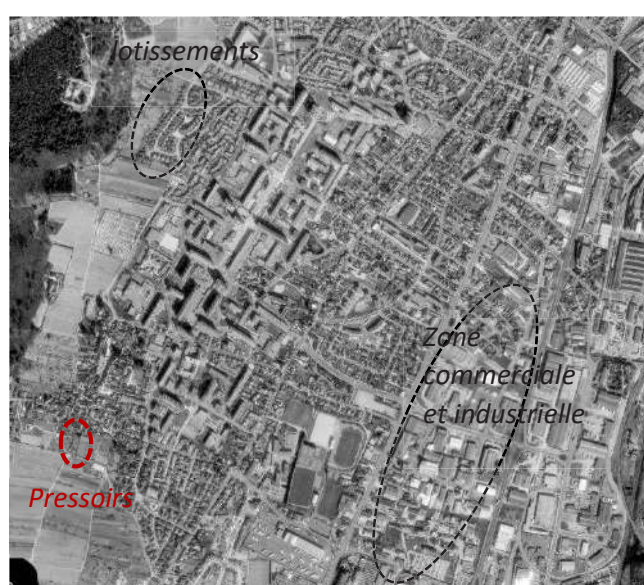
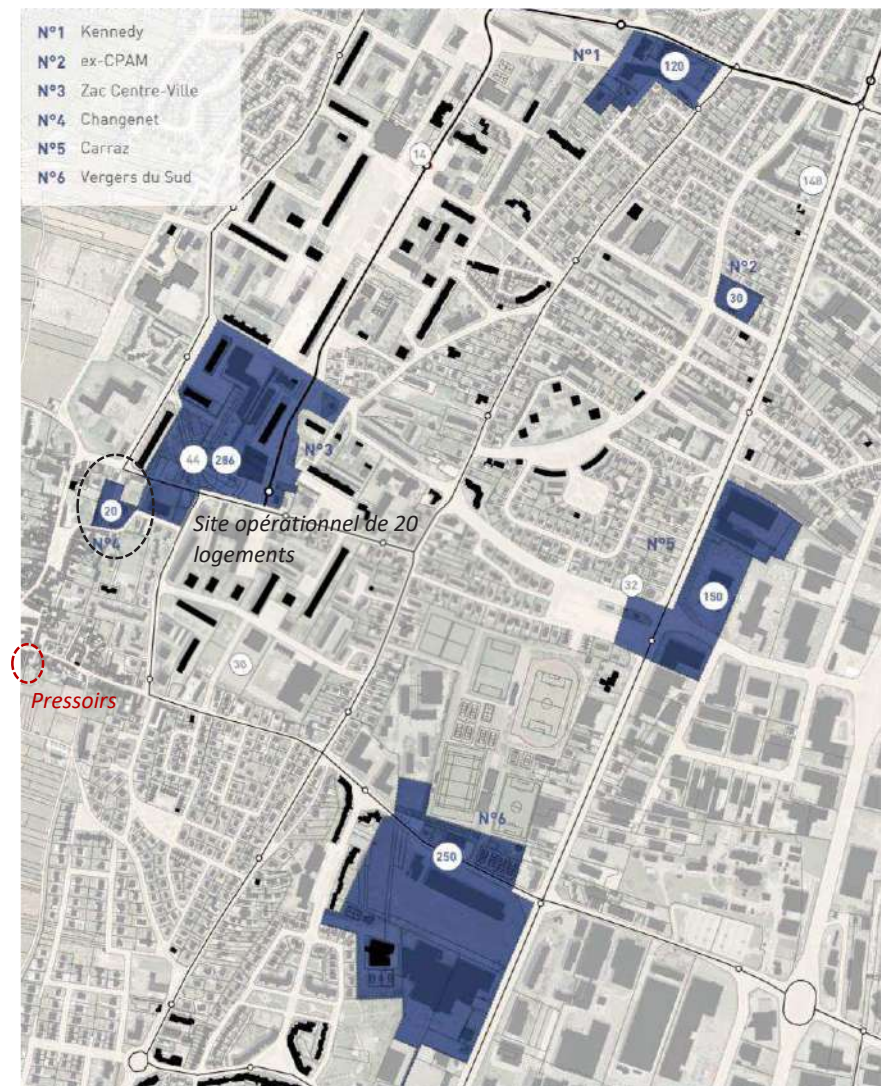


Photo aérienne de 1998 (www.remonterletemps.ign.fr)

Le développement à venir



Extrait du POA habitat du PLUi-HD de Dijon métropole (www.metropole-dijon.fr)

Le nouveau PLUi-HD approuvé en décembre 2019 a repéré dans son programme d'orientations et d'actions (POA) du volet habitat une zone de projet pour la construction de 20 logements à l'horizon 2030 sur des parcelles situées en périphérie du centre historique.

➤ L'environnement bâti du monument historique

L'étude approfondie des bâtiments qui constituent le centre historique de Chenôve a été entreprise lors de l'élaboration du Site Patrimonial Remarquable lié aux Climats du vignoble de Bourgogne en 2019. Son rapport de présentation est accessible à tous sur le site de la métropole dijonnaise (<https://www.metropole-dijon.fr/Services-et-missions/Urbanisme/Sites-patrimoniaux-remarquables>). Il ne s'agira ici que d'une présentation sommaire des éléments les plus représentatifs du centre historique et des abords du monument historique.

Le bâti prédominant sur la ville de Chenôve est la maison à gouttereau sur rue. Les maisons à pignon sur rue, comme la bâtiment qui héberge les pressoirs, sont assez rares sur la commune.

Le centre ancien de Chenôve est majoritairement constitué de maisons d'habitation modestes. Ces maisons de bourg sont construites en pierres de taille et moellons de calcaire. Elles ont en commun un gabarit allant jusqu'à R+1. Les combles sont parfois aménagés et agrémentés de lucarnes ou de fenêtres de toit.

Ces maisons créent un paysage urbain cohérent, où la mitoyenneté et l'implantation en front de rue, renforcent la sensation de densité urbaine. Les toitures sont souvent à deux pans et parfois encore couvertes de tuiles plates. Néanmoins la tuile mécanique est de nos jours prédominante.



Place Anne Laprévoté

Certains éléments bâtis contrastent dans le paysage urbain en présentant un ensemble de bâtiments organisés autour d'une cour centrale. De hauts murs de pierre alors percés de grands portails animent le tissu urbain. Un grand corps de logis est souvent présent en fond de cour et des dépendances viticoles forment les ailes en retour.



Rue Paul Bert

Le centre ancien de Chenôve dispose également de quelques rares hôtels particuliers et maisons bourgeoises. Ils se situent majoritairement au nord de ce dernier, autour des rues Charles Poissot et Jean Druet. Implantées en cœur de parcelles, les maisons bourgeoises présentent une cour sur le devant de la rue et un grand jardin en arrière. L'ensemble est toujours clos de hauts murs en pierre.

Dans les années 1970, plusieurs opérations de lotissement eurent lieu en périphérie immédiate du bourg ancien. Le plus important, nommé « lotissement du vieux pressoir » pris place à l'est, le long du boulevard Edouard Branly. Il présente un ensemble dense de maisons jumelées en bande de gabarit R+1 et à toits plats.

Un second plus modeste pris place au cœur du bourg ancien à proximité du bâtiment qui héberge les pressoirs. Sur une impasse perpendiculaire à la rue Roger Salengro, quatre maisons individuelles, de typologie identique, sont implantées en cœur de parcelle. Elles présentent toutes un étage sur un sous-sol semi-enterré, et sont couvertes d'une toiture à pavillon.



5ter rue Roger Salengro

➤ L'environnement paysager du monument historique

La commune s'étend le long du versant est qui constitue la côte. Son territoire est composé de deux zones paysagères à la morphologie bien distincte :

- Le plateau calcaire, situé à l'est et à une altitude moyenne de 390m, occupé par des bois denses de feuillus.
- Les coteaux, où la vigne domine avec ses tracés de rangs serrés et réguliers.

Aujourd'hui plus résiduelles, les parcelles viticoles se développent au nord du centre ancien, sur le lieu-dit « le Chapitre » et au sud sur « le Clos du Roy ».

Les pressoirs et le bâtiment qui les héberge sont situés au pied du vignoble du lieu-dit « du Clos du Roy ». Le site classé de la Côte de Nuits en cours d'élaboration aura pour enjeu de protéger les paysages viticoles du sud de Chenôve jusqu'à la commune de Premeaux-Prissey.

Le lieu-dit « Le Chapitre », abrite une ancienne maison seigneuriale du 18ème siècle. Elle appartenait aux Chanoines d'Autun. Ce site présente un intérêt patrimonial certain du point de vue architectural et paysager. Il a su conserver son aspect historique. Il est constitué d'un ensemble de bâtiments construits à mi-côte, clos par un mur d'enceinte qui intègre un vaste territoire constitué de vignes et d'un bois. Cet ensemble domine le bourg ancien et une partie de la ville plus moderne. Il marque le paysage d'entrée de ville depuis la sortie de Dijon.

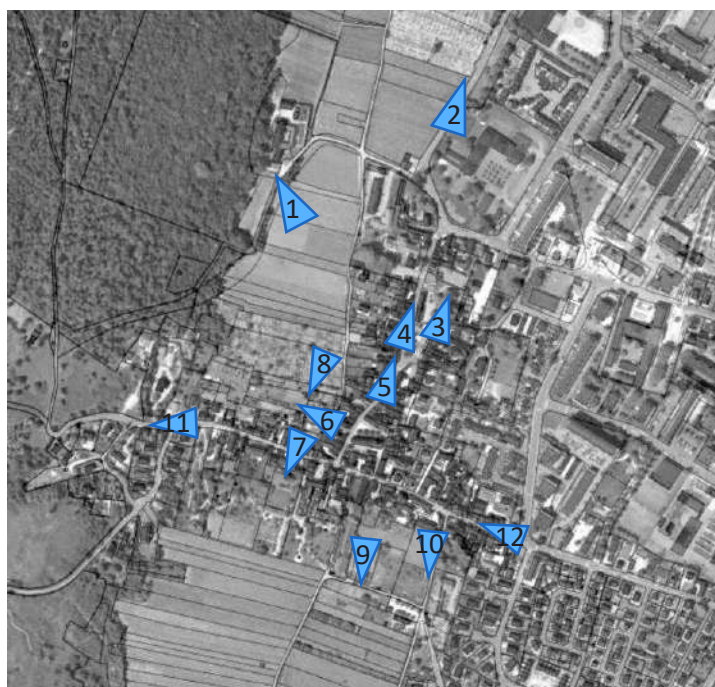


« Le Chapitre », ancien clos des chanoines d'Autun (UDAP21_2020)



Vue sur le centre ancien de Chenôve depuis « Le Chapitre » (UDAP21_2020)

➤ Promenade urbaine et paysagère



Repérage des photographies



1. Vue depuis « le Chapitre » (UDAP_2020)



2. Rue Général Giraud (UDAP_2020)



3. Place Anne Laprévoté (UDAP_2020)



4. Place Anne Laprévoté (UDAP_2020)



5. Rue Jules Blaizet (UDAP_2020)



6. Impasse face à l'église (UDAP_2020)



7 & 8. Petite trège, sentier de Seloncourt (UDAP_2020)



9. Chemin du bas du Clos du Roy (UDAP_2020)



10. Rue Pierre Curie (UDAP_2020)

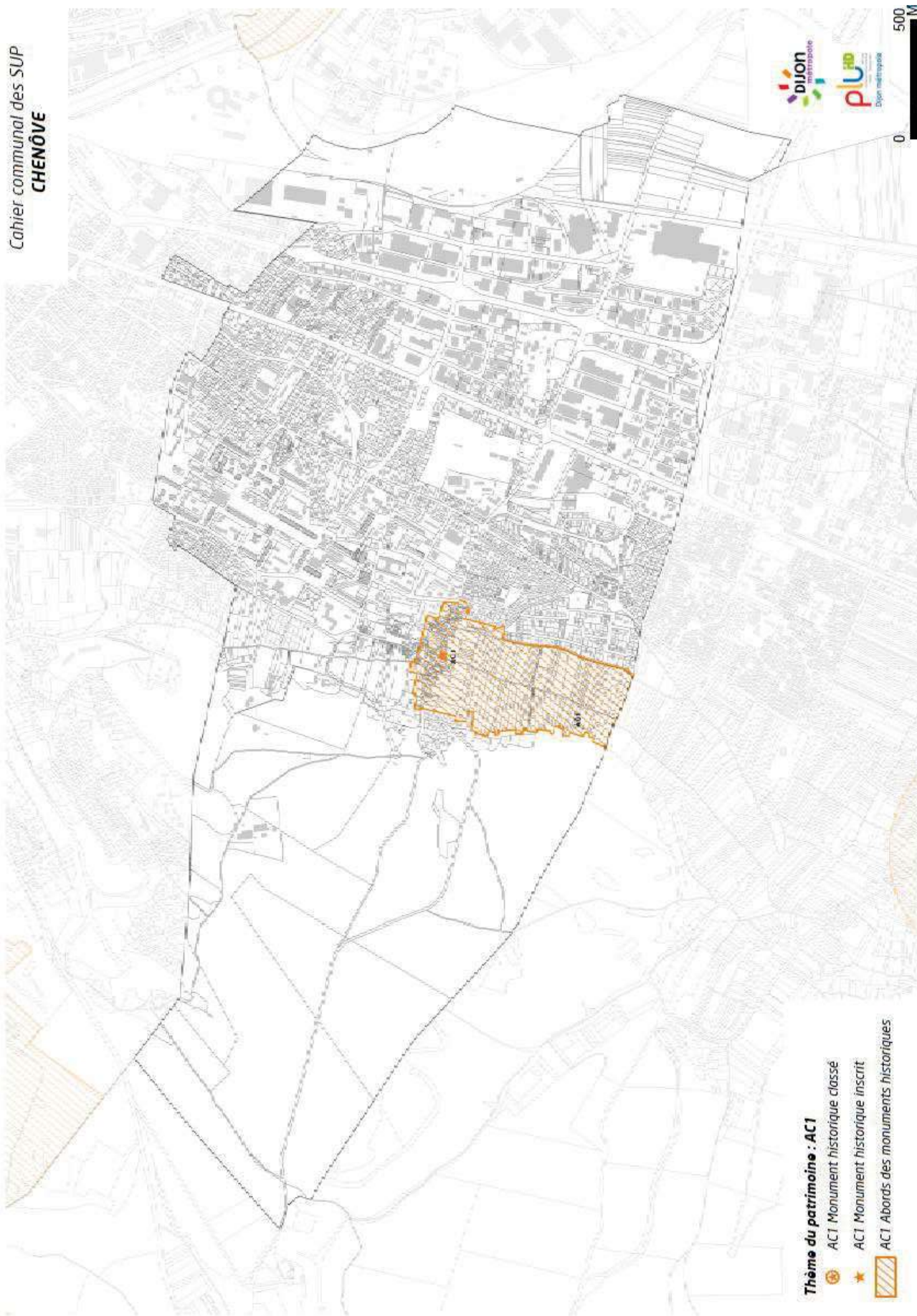


11. Rue Paul Bert (UDAP_2020)



12. Angle de rue Roger Salengro et Alix de Vergy (UDAP_2020)

PÉRIMÈTRES DE PROTECTIONS ACTUELS



➤ **CONSTATS:**

Le monument historique dispose déjà d'un périmètre délimité des abords créée et approuvée en date du 9 janvier 2007 (*ancien périmètre de protection modifié, PPM, en tracé rouge*).

Par arrêté du 9 janvier 2020, la commune de Chenôve dispose d'un site patrimonial remarquable (*SPR en tracé bleu*) régi sur le plan réglementaire par une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Il vise la protection des sites bâtis liés à l'**inscription** au patrimoine mondial des **Climats du vignoble de Bourgogne**. Les anciens pressoirs des ducs de Bourgogne sont aujourd'hui situés dans l'emprise de ce SPR.

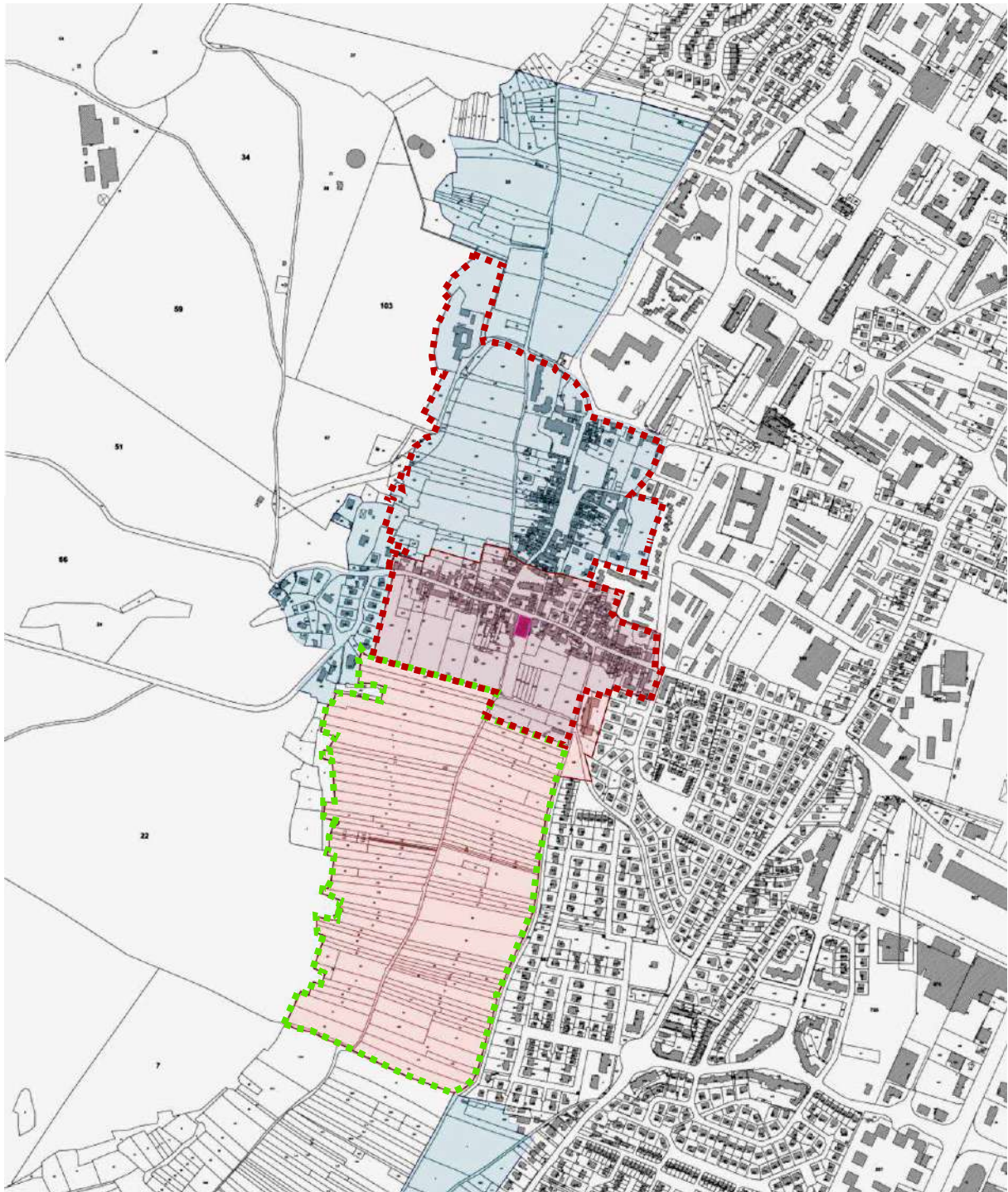
A ceci viendra s'ajouter très prochainement, la création du **site classé de la Côte de Nuits**, qui s'étendra alors sur plusieurs communes viticoles entre Chenôve et Premeaux-Prissey. Il couvrira les entités paysagères viticoles. Pour la ville de Chenôve, il concernera l'ensemble des parcelles situées au sud du centre-bourg.

L'évolution récente des servitudes patrimoniales au titre du code du patrimoine et de l'environnement nécessite de réadapter le périmètre de protection des abords afin d'améliorer la cohérence et la lisibilité de ces différentes servitudes pour les habitants de la commune.







Les servitudes en vigueur sur la commune au titre du code du patrimoine : périmètre de protection modifié (rouge) et site patrimonial remarquable (en bleu) (source : www.atlas.patrimoines.culture.fr)

PROPOSITION DE PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS



Cartographie UDAP21

-  Actuel PDA
(ex-PPM de 2006)
-  SPR (2020)
-  Proposition de PDA
-  Futur « Site Classé »

Cette proposition de modification du périmètre de protection des abords a pour objectif de redéfinir l'écrit du monument historique à travers un déplacement et un agrandissement de la zone concernée vers le nord. Elle s'appuie en grande partie sur le tracé des nouveaux outils de protections de la commune et sur le futur site classé en cours d'élaboration.

➤ **ZONES D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET PAYSAGER INCLUSES ET CONSERVÉES**

Le bâtiment qui abrite les pressoirs est peu visible depuis l'espace public du village, malgré son imposante volumétrie. Afin de privilégier un espace de protection cohérent, le projet de périmètre délimité des abords (PDA) assurera la conservation de l'écrin patrimonial du bâti historique dans lequel il s'inscrit.

Le cœur ancien est conservé dans sa totalité. Le site de l'ancien domaine des chanoines d'Autun est également inclus. Situé sur le lieu-dit « Le Chapitre » à l'écart du centre, il surplombe le paysage du bourg et participe pleinement à la mise en valeur du monument. Datant du même riche passé viticole de la commune, il a un lien historique fort avec les pressoirs.

➤ **ZONES DÉNUÉES D'INTÉRÊT PATRIMONIAL ET PAYSAGER EXCLUES**

Le nouveau tracé du périmètre délimité des abords s'appuie sur le tracé du site patrimonial remarquable.

Deux zones ont été exclues du projet de périmètre délimité des abords car elles sont sans lien direct avec le monument historique et/ou font l'objet d'une autre servitude patrimoniale plus forte :

- à l'ouest de la rue Paul Bert, les constructions de type pavillonnaire datant de la fin des années 70/80. Elles ne présentent aucun lien, que ce soit d'un point de vue historique, architectural, paysager ou de visibilité avec le monument historique
- au nord, l'ensemble des parcelles viticoles font l'objet d'une protection suffisante avec le site patrimonial remarquable et ne sont pas vouées à une urbanisation future.

➤ ENJEUX ET OBJECTIFS DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS



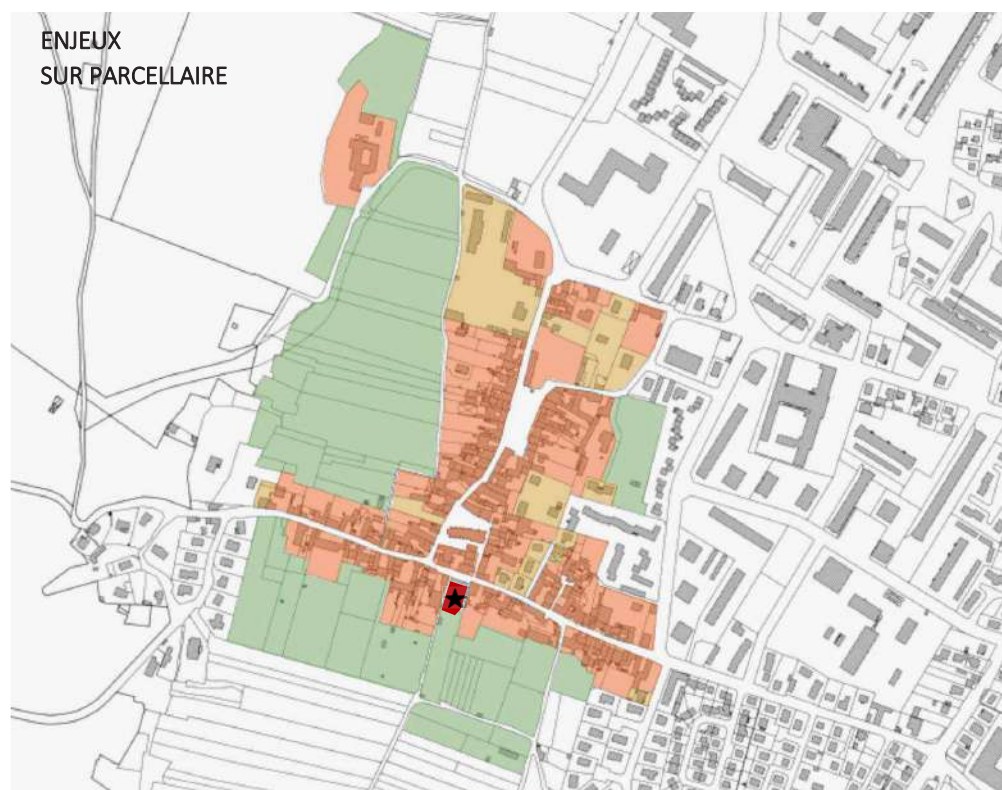
Perspective depuis l'espace public

Cônes de vues

Limite forte du territoire

Front boisé

Front bâti



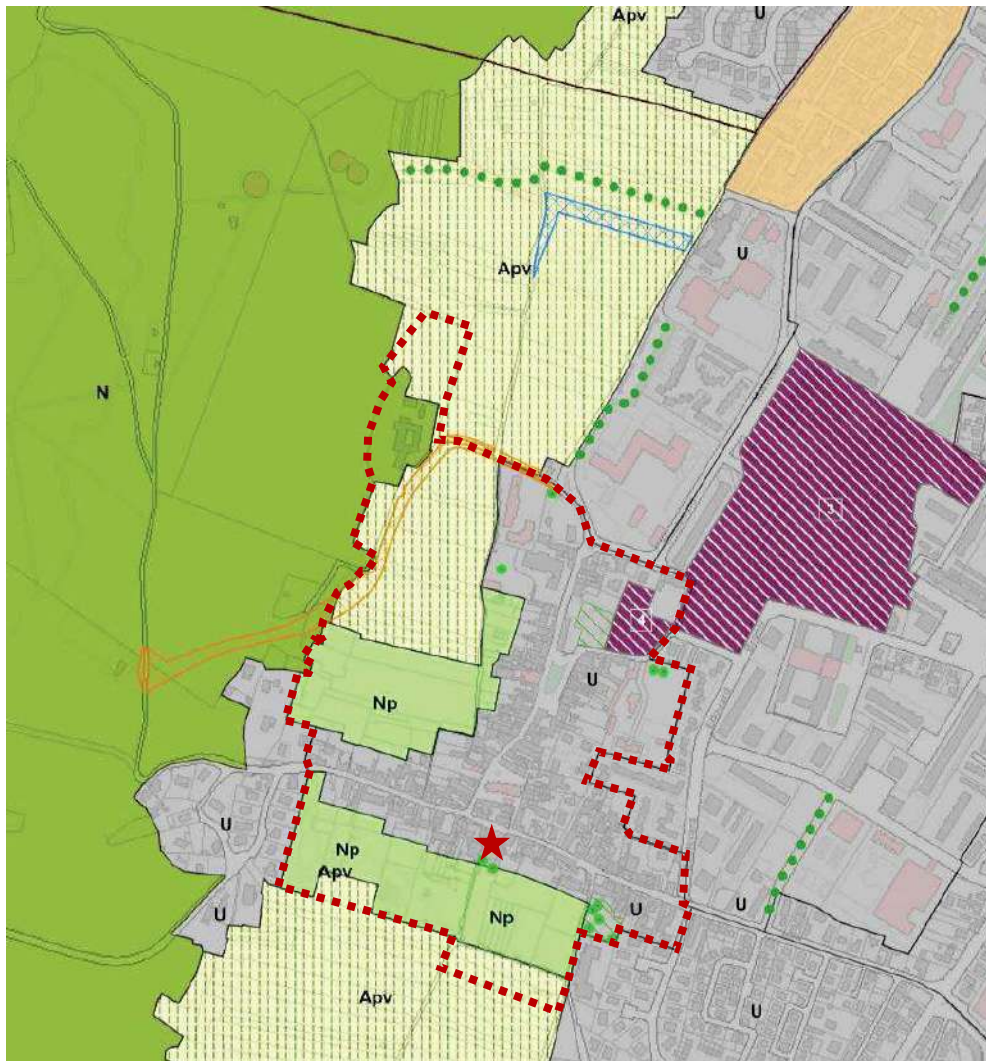
Conservation de l'écran paysager

Conservation de l'écran bâti historique

Regard sur zones en évolution (à court ou moyen terme)

Monument Historique

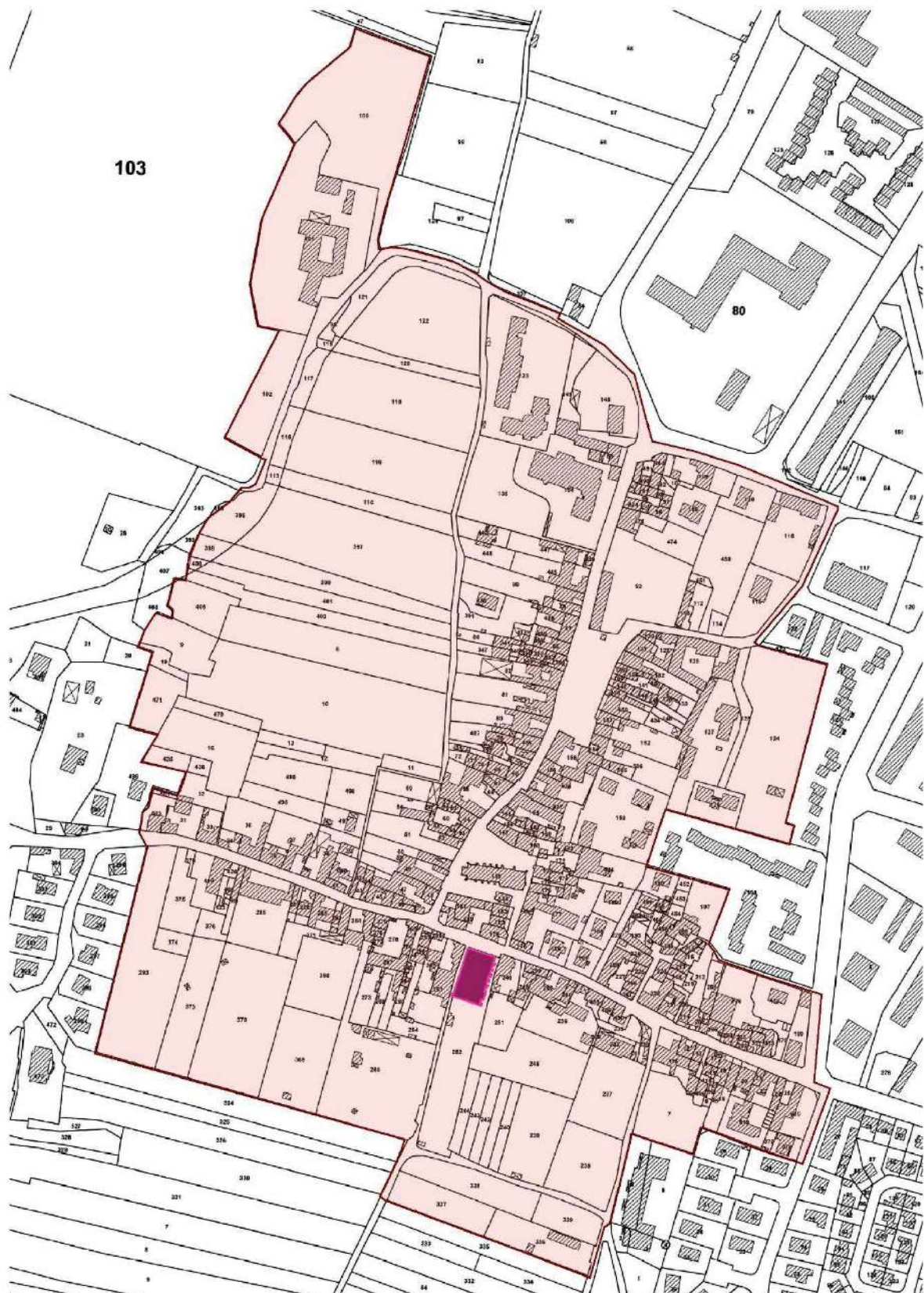
➤ ARTICULATIONS AVEC LE PLUi-HD



Extrait du zonage du PLUi-HD (source : <https://api-carto.dijon.fr/plui/>)

La proposition de périmètre délimité des abords englobe des zones actuellement inscrites comme :

- Zones naturelles de proximité Np
- Zones agricoles viticoles Apv
- Zones urbaine U
- Site de projet « Habitat » n°4



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_030

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX AUX PARTIS POLITIQUES, AUX ASSOCIATIONS À VISÉE POLITIQUE ET AUX SYNDICATS

Les communes ont la faculté de mettre des locaux à disposition d'un parti politique, d'une association ou d'une organisation syndicale selon les conditions habituelles d'usage des propriétés communales.

Les modalités de prêt de ces locaux sont codifiées par le Code général des collectivités territoriales qui dispose à l'article L.2144-3 que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. Des locaux communaux peuvent également être mis à la disposition des organisations syndicales... ».

Afin de garantir le respect du principe d'égalité dans le traitement des demandes quel que soit le bénéficiaire, et par anticipation des demandes de prêt liées à la prochaine campagne pour les élections départementales et régionales de 2021, il apparaît souhaitable de déterminer les conditions dans lesquelles de telles mises à disposition peuvent avoir lieu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de fixer les règles suivantes :

1. Règles applicables aux partis politiques, candidats et associations à visée politique :

Le Code électoral, modifié par la loi du 15 septembre 2017, prévoit notamment dans son

article L.52-4 :

« Tout candidat à une élection déclare un mandataire conformément aux articles L.52-5 et L.52-6 au plus tard à la date à laquelle sa candidature est enregistrée. Ce mandataire peut être une association de financement électoral, ou une personne physique dénommée "le mandataire financier".

Le mandataire recueille, pendant les six mois précédant le premier jour du mois de l'élection et jusqu'à la date du dépôt du compte de campagne du candidat, les fonds destinés au financement de la campagne. »

L'article L.52-8 de ce même code prévoit que « les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. »

Depuis de nombreuses années, la jurisprudence considère cependant qu'« il n'y a pas lieu d'inclure dans les comptes de campagne les sommes correspondant à l'utilisation de salles mises gratuitement à disposition par les collectivités territoriales, dès lors que l'ensemble des candidats a pu disposer de facilités analogues. » (*Conseil d'État – 8 juin 2009*).

1-1. Avant le 1^{er} avril 2021 :

Les partis politiques et les associations à visée politique ayant un adressage à Chenôve peuvent solliciter la mise à disposition de la salle Mesguis, 4 fois par mois maximum, dans la mesure où le planning d'occupation le permet, et bénéficient à ce titre de l'exonération des droits de location.

1-2. À compter du 1^{er} avril 2021 :

Il est proposé qu'à compter du 1^{er} avril 2021 et jusqu'au 1^{er} juillet 2021, tout candidat disposant d'un mandataire financier pourra bénéficier de la mise à disposition gratuite de l'une des salles suivantes dans la limite de 12 occupations et dans la mesure où les plannings le permettent :

- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprévote – 100 personnes (non disponible en contexte covid)
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes (non disponible en contexte covid)
- gymnase Jules Ferry, rue Jules Ferry – 200 personnes (ERP non disponible en contexte covid)
- gymnase Gambetta, rue Lamartine – 200 personnes (ERP non disponible en contexte covid)
- gymnase du Mail, 4 rue Olympe de Gouges – 260 personnes (ERP non disponible en contexte covid)
- gymnase Herriot, rue Edouard Herriot – 200 personnes (ERP non disponible en contexte covid)
- complexe du Chapitre – 500 personnes (ERP non disponible en contexte covid)

Compte tenu du contexte sanitaire actuel, la mise à disposition des salles listées ci-dessus et les modalités de celle-ci notamment en termes de jauge sont soumises à la réglementation en vigueur à la date de mise à disposition demandée.

Si les dispositions gouvernementales viennent à évoluer favorablement et que les ERP de type X peuvent de nouveau accueillir du public dans le respect des conditions sanitaires, les jauges se présenteront ainsi :

- gymnase Jules Ferry, rue Jules Ferry – 30 personnes
- gymnase Gambetta, rue Lamartine – 28 personnes

- complexe du Chapitre – 143 personnes + 125 personnes (tribunes)

En raison du contexte et de l'accueil d'un centre de vaccination, la salle des fêtes située à l'Hôtel de Ville, 2 place Pierre Meunier, sera indisponible à la location et mise à disposition pour une durée à ce jour indéterminée.

À compter du 1^{er} juillet 2021, les conditions de mise à disposition des locaux municipaux redeviendront celles qui ont été exposées au paragraphe 1.1 de la présente délibération.

2. Règles applicables aux organisations syndicales :

Les syndicats ayant une section locale à Chenôve bénéficient de la mise à disposition gratuite une fois par an de l'une des salles suivantes pour l'organisation d'une manifestation dans la mesure où les plannings d'occupation le permettent :

- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprévote – 100 personnes (non disponible en contexte covid)
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes (non disponible en contexte covid)

Compte tenu du contexte sanitaire actuel, la mise à disposition des salles listées ci-dessus et les modalités de celle-ci notamment en termes de jauge sont soumises à la réglementation en vigueur à la date de mise à disposition demandée.

3. Modalités de mise à disposition :

3-1. Demandes de réservation :

La Maison de la Vie Associative (MVA) est chargée du traitement des demandes de réservation qui sont adressées à M. le Maire et transmises par courriel à : mva@ville-chenove.fr.

3-2. Règlements intérieurs et aménagement des salles :

Les utilisateurs appliquent les règlements intérieurs des salles municipales et équipements sportifs municipaux qui leur sont notifiés.

L'aménagement des salles est réalisé avec le mobilier disponible et les locaux doivent être remis en état avant le départ des bénéficiaires.

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la Cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les règles et le principe de gratuité pour la mise à disposition de locaux communaux aux partis politiques, aux associations à visée politique et aux organisations syndicales aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 01/04/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_031

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

**MODIFICATION TECHNIQUE DE LA DÉLIBÉRATION CADRE
N° DEL_2020_018 RELATIVE AUX POUVOIRS CONSENTIS AU
MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN VERTU DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Par délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020, le Conseil municipal a adopté une délibération cadre qui fixe les pouvoirs qu'il délègue au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Considérant que dans un souci d'efficacité de l'administration communale, le Conseil municipal peut déléguer une partie de ses attributions au Maire,

Il convient aujourd'hui de modifier trois alinéas de la délibération n° DEL_202_018, pour plus de précisions, à savoir :

- **L'alinéa n° 3**, relatif à l'emprunt : il s'agit d'être plus précis sur les différentes modalités de recours à l'emprunt.
- **L'alinéa n° 21**, relatif au droit de préemption : il s'agit de définir des conditions plus précises, fixées par le Conseil municipal.
- **L'alinéa n° 26**, relatif aux demandes de subventions : il s'agit de plafonner le montant des subventions pour les projets de fonctionnement, à hauteur de 400 000 € HT, et d'augmenter le plafond des subventions pour les projets d'investissement (500 000 € HT contre 300 000 € HT auparavant).

Tenant compte de ces éléments, il est donc proposé au Conseil municipal une nouvelle rédaction des alinéas suivants :

3° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change comme suit :

- procéder à la conclusion des emprunts nouveaux, dans la limite des recettes d'emprunt inscrites chaque année au budget, et d'une durée plafonnée à 20 ans. Les taux négociés et renégociés des emprunts contractés pourront se situer entre 0 et 5 %. Les emprunts à taux variables ou révisables pourront avoir pour index de référence le T4M, le TAM, le TAG, l'EONIA, l'EURIBOR, le livret A, et tout autre index conforme à la classification Gissler. Il sera procédé à la consultation d'au moins trois organismes financiers avant chaque recours à l'emprunt. En outre, aucune prime ou commission ne pourra être versé aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

Dans le cadre des dispositions de la charte Gissler et de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, les produits nouveaux souscrits seront des emprunts classiques à taux fixe ou à taux variables ou révisables sans structuration ou des emprunts obligataires, tous ces produits étant classés 1A,

- procéder, pour autant que les crédits nécessaires aient été inscrits au budget, au remboursement anticipé des emprunts en cours, à l'échéance et hors échéance, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour financer le capital restant dû et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,
- procéder, pour autant que les crédits nécessaires aient été inscrits au budget, à des modifications des caractéristiques des emprunts par voie d'avenant : passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts et de passer tous les actes nécessaires,
- procéder à la souscription d'opération particulières, comme des emprunts obligataires ou des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
- procéder à la souscription d'outils de couverture des risques de taux et de change, les solder par anticipation et passer les actes nécessaires y afférents. Les contrats de couverture seront conformes aux dispositions et conditions posées par les articles L.1611-3-1 et R.1611-33 du code général des collectivités territoriales. À titre d'exemple, les opérations de couverture des risques de taux pourront être :
 - des contrats d'échange de taux (SWAP) ;
 - des contrats de taux plancher (FLOOR) ;

Les contrats de couverture devront toujours être adossés à des emprunts réalisés au moment de leur conclusion comme à tout moment de leur durée de vie. La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés. Pour la souscription d'un instrument de couverture, plusieurs établissements financiers devront systématiquement être mis en concurrence sur la base d'un cahier des charges détaillant le produit recherché et permettant de sélectionner sans ambiguïté le prix le plus avantageux.

Ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

21° D'exercer ou déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption afférent aux fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux, dans toutes les hypothèses où ce droit peut être exercé ;

26° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour les projets de fonctionnement dans la limite de 400 000 € HT et pour les projets d'investissement dans la limite de 500 000 € HT ;

Il est rappelé également que les décisions prises par le Maire dans ce cadre juridique feront l'objet d'une information à la réunion du conseil municipal qui suit l'adoption d'une telle décision.

L'ensemble des autres alinéas de la délibération n° DEL_2020_018 restent inchangés.

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

Vu l'avis favorable de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 17 mars 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De modifier la délibération cadre n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020 dans ses alinéas 3, 21 et 26, comme explicités ci-dessus,

ARTICLE 2 : Que les délégations consenties en application du 3° de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_032

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_032-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**

Date : 01/04/2021

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DE POUVOIR DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du lundi 29 mars 2021

Envoyé en préfecture le 01/04/2021
Reçu en préfecture le 01/04/2021
Affiché le 01/04/2021
ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_032-DE

MARCHÉS PUBLICS – DÉLIBÉRATIONS N° 2020_018 – 4°			
MARCHÉS DE SERVICES PASSÉS SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES			
MARCHÉS FORMALISÉS - CENTRALE D'ACHATS			
MARCHÉS DE TRAVAUX			
12/02/2021	DONOLO	Réhabilitation énergétique globale - Ecole Maternelle Jules Ferry - lot 3	118 496,90
DÉCISIONS DE DÉCLARATION SANS SUITE			
DATE DE NOTIFICATION			
16/03/2021		Travaux école Jules Ferry - lots 4 et 5 - nécessité de redéfinition du besoin	
LOUAGE DE CHOSES – DÉLIBÉRATION N° 2020_018 – 5°			
DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS (recette)
CULTURE			
15/03/2021	LOOP PRODUCTIONS	PROGRAMMATION CULTURELLE - LE CEDRE Contrat de cession du spectacle "AVISHAI COHEN TRIO" Le 8 mai 2021 à 20h00	15 000,00 TVA 5,5 %
12/01/2021	BLUE LINE PRODUCTIONS	PROGRAMMATION CULTURELLE - LE CEDRE Contrat de cession du spectacle "Z'humains" Le 30 mars 2021 à 20h00	4 800,00 TVA 5,5 %
MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE			
25/01/2021	DIVIA KEOLIS - M. RENAUD PRETESACQUE	Location de 50 barrières métalliques du 21/12/2020 au 28/12/2020	150,00
FINANCES			
01/03/2021	DEC_2021_07	Logement précaire - M. Éric COMMEAU, du 15/02/2021 au 14/05/2021	297,00 par mois
CONVENTIONS DE SERVITUDE – DÉLIBÉRATION N° 2019_041			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	

Envoyé en préfecture le 01/04/2021

Reçu en préfecture le 01/04/2021

Affiché le 01/04/2021

SLO

ID : 021-212101661-20210331-DEL_2021_032-DE

12/02/2021	DEC_2021_06	Travaux de génie civil boulevard maréchal de Lattre de Tassigny, autorisation de signature d'une convention de servitude avec ENEDIS	
12/03/2021	DEC_2021_08	Travaux de génie civil rue Armand Thibaut, autorisation de signature d'une convention de servitude avec ENEDIS	

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_033

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

VŒU DE SOUTIEN AUX PEUPLES OÜÏGHOUR ET ROHINGYAS PERSÉCUTÉS EN CHINE ET EN BIRMANIE

Mobilisons-nous aussi à l'échelle internationale contre l'oppression de minorités.

Depuis de trop nombreuses années et dans l'indifférence quasi-générale, des minorités ethniques et/ou religieuses sont opprimées dans différents pays. Malgré le travail de sensibilisation de nombreuses Organisations-Non-Gouvernementales (ONG) ou de diverses personnalités, le calvaire de ces populations est toujours en cours.

Comme d'autres à travers le monde, les Oüïghours en Chine et les Rohingyas en Birmanie (ou Myanmar) subissent des répressions parmi les plus dures exercées respectivement par le pouvoir central de Pékin et le pouvoir politico-militaire birman installé maintenant à Naypyidaw devenue capitale depuis 2005 à la place de Rangoon. Plus grave, les Rohingyas étaient persécutés par le régime d'Aung San Suu Ky, dirigeante déchue dont l'arrivée au pouvoir avait suscité l'enthousiasme de la communauté internationale.

Le peuple Oüïghour est une communauté turcophone majoritairement de confession musulmane présente au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Kirghizstan et dans le nord-est de la Chine dans la province du Xinjiang. Les Rohingyas, apatrides de langue indo-européenne à majorité de confession musulmane tout en comptant parmi eux des chrétiens et des hindous, vivent dans l'ouest de la Birmanie. Ils ont en commun le fait d'être très minoritaires dans les pays où ils vivent. Parce que les uns auraient des velléités indépendantistes qui conduiraient à la « sécession » d'un des poumons économiques de « l'Empire du Milieu », parce que les autres ne sont pas bouddhistes, indissociable de l'identité et de l'appartenance à la nation birmane pour les Bama (ethnie majoritaire), les uns et les autres sont traqués et persécutés.

Violentes répressions, mariages inter-ethniques, stérilisations et avortements forcés, lieux de cultes détruits, liberté de culte niée comme toutes les autres libertés individuelles, expression culturelle réprimée, expression linguistique réduite au silence, autant d'exemples qui attestent du calvaire que vivent comme d'autres les Rohingyas et les Ouïghours. Pire pour ces derniers, les « récalcitrants », identifiés comme tels par le pouvoir central, sont emprisonnés dans des camps et sont soumis au travail forcé et torturés. En 2019, on estimait à environ 1 400 le nombre de ces camps de travail auxquels s'ajouteraient, depuis, plusieurs centaines de nouvelles constructions. Enfin, il faut aussi signaler que la persécution des Ouïghours a également lieu en occident et dans notre pays où la diaspora est régulièrement harcelée et victime d'intimidations dans la rue ou sur les réseaux sociaux.

Farouches défenseurs des libertés individuelles et des Droits de l'Homme, nous, élus de la ville de Chenôve, nous ne pouvons rester aveugles, sourds et muets face à de tels drames qui se déroulent en marge de toute exposition médiatique.

Par ce vœu, nous tenons à exprimer notre soutien aux peuples Ouïghour et Rohingyas ainsi qu'à toutes les populations opprimées. Nous tenons aussi à sensibiliser les Chenevelières et les Cheneveliers sur leur sort et à nous faire les échos des nombreuses alertes lancées par les différentes associations et ONG dont nous soutenons le combat et le travail d'investigation. Nous en appelons enfin au Président de la République, Emmanuel MACRON afin qu'il évoque cette question au sein des instances européennes et internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le but de convaincre ses homologues et d'accentuer la pression diplomatique sur la Chine et la Birmanie pour que ces pays respectent enfin les droits de l'Homme et le droit international.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien aux peuples Ouïghour et Rohingyas persécutés en Chine et en Birmanie.

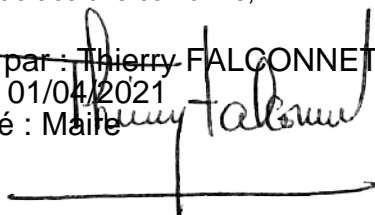
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire



Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2021_034

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le vingt neuf mars à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 mars 2021, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - M. Philippe NEYRAUD - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Hana WALIDI-ALAOUI donne pouvoir à M. Pascal KELLER
M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

VŒU DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA CULTURE ET À LA COORDINATION DES INTERLUTTANTS ET PRÉCAIRES (C.I.P.) DE BOURGOGNE

« Le printemps est inexorable » en arborant cette citation de Pablo Neruda, un vaste mouvement de mobilisation inter-professionnel occupe des lieux culturels dans notre pays pour appeler à la réouverture des théâtres, cinémas, musées, salles de spectacles - à tous ces espaces qui donnent vie à l'ambition d'exception culturelle française.

« Le printemps est inexorable » et florissant dans notre région où la coordination des Interluttants et Précaires de Bourgogne rassemble des personnes, artistes, techniciens, intermittents, intérimaires, chômeurs, précaires, avec ou sans papiers et invite à débattre, échanger dans un climat bienveillant.

« Le printemps est inexorable » mais l'été se profile... et déjà des festivals annoncent l'annulation de leur édition 2021. Les tournées sont reportées, les spectacles annulés, le cadre juridique confus et incertain. Le désarroi et l'incompréhension s'ancre dans le monde des arts et de la culture. Une colère légitime grandit.

De nombreux secteurs d'activités souffrent depuis plus d'un an maintenant et nous n'en oublions aucun. Pour ce qui concerne le secteur de la culture, la Ville de Chenôve s'est montrée solidaire avec l'ensemble de ses partenaires en aménageant des reports, en indemnisant des compagnies ou encore en renforçant sa programmation en direction de nos enfants. Pour aller plus loin, il est essentiel que, sur notre territoire, le Cèdre et la Bibliothèque François Mitterrand puissent, pour la ville, assumer pleinement, le plus vite possible, leur rôle indispensable en tant que lieux favorisant le lien social et en tant qu'outils d'éveil, d'éducation et d'émancipation par la Culture.

Parce qu'ils nous sont essentiels, il devient urgent de prévoir à court terme, l'ouverture des lieux de culture, de connaissance, d'histoire ou encore de liberté créatrice et de débats.

Par le présent vœu, la Ville de Chenôve souhaite témoigner de sa pleine et entière solidarité à l'égard des professionnels de la culture et du spectacle vivant. Nous appelons l'État à co-construire avec l'ensemble des acteurs publics et privés un cadre sanitaire lisible, clair et responsable mais aussi de poursuivre l'accompagnement nécessaire auprès de l'ensemble des acteurs culturels.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien aux professionnels de la culture et à la Coordination des Interluttants et Précaires de Bourgogne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 01/04/2021
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales